

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La Justice pénale
et les
Personnes civilement responsables
du fait d'autrui

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 18 mai 1935, à 14 heures

PAR

Robert MARX
Avocat à la Cour de Paris

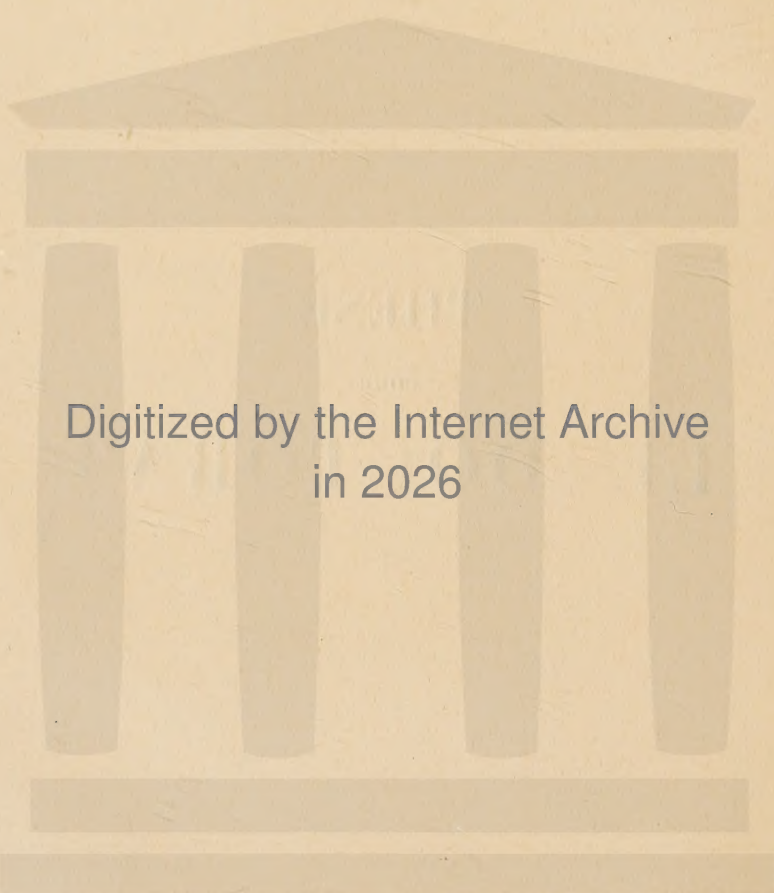
Président : M. HUGUENEY, Professeur.

*Suffragants : { MM. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.
ESMEIN, Professeur.*

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ
11, RUE SOUFFLOT, 11

1935

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Justice pénale
et les
Personnes civilement responsables
du fait d'autrui

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 18 mai 1935, à 14 heures

PAR

Robert MARX

Avocat à la Cour de Paris

Président : M. HUGUENEY, Professeur.

*Suffragants : { MM. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.
ESMEIN, Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

11, RUE SOUFFLOT, 11

1935

* 370 53

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



La Justice pénale et les Personnes civilement responsables du fait d'autrui

INTRODUCTION

« Une société politique serait bien imparfaite si les membres qui la composent n'avaient entre eux d'autres engagements que ceux qu'ils auraient prévus ou réglés par une convention. »

(Discours de M. le Conseiller d'Etat
Treilhard, lors de la présentation du Code
Civil au Corps Législatif.)

Un accident. Un passant, dans la rue, est renversé par un taxi. Il est blessé. Le chauffeur, auteur de l'accident, est poursuivi en police correctionnelle pour blessures par imprudence. Quant à la victime, elle réclame des dommages-intérêts. Nous voici devant le tribunal répressif. Le prévenu est condamné, d'une part à une amende ou à une peine de prison, d'autre part au paiement des dommages-intérêts demandés par la victime. Mais il est insolvable. La victime va alors se retourner contre le propriétaire du taxi, civilement responsable de son chauffeur, en vertu de l'article 1384 du Code Civil : « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre... » Après s'être cons-

tituée partie civile devant le tribunal correctionnel au cours de l'action intentée contre le chauffeur, elle va actionner le propriétaire du taxi devant le tribunal civil, en tant que responsable du fait de son chauffeur.

Cette solution semble-t-elle normale, équitable, judiciaire ? Certes, non. Si, alors qu'on poursuit devant un tribunal répressif un individu dont le commettant est civilement responsable, on ne pouvait actionner ce dernier que devant un tribunal civil, quelle perte de temps pour la victime, que de frais pour elle, que d'inconvénients de toutes sortes ! Or, les cas de responsabilité civile du fait d'autrui, extrêmement nombreux, sont aussi extrêmement variés. Tantôt il s'agira de blessures par imprudence, tantôt de délits de presse commis par un journaliste dont le directeur sera civilement responsable, tantôt de crimes ou de délits commis par un locataire dont l'hôtelier sera, pour des raisons spéciales, déclaré responsable civilement. Champ immense ! Contraventions, délits, crimes, à tout moment nous verrons se profiler derrière le prévenu l'ombre de la personne civilement responsable. La victime, n'ayant comme arme contre celle-ci que le Code Civil, ne pourra-t-elle agir contre elle que devant le tribunal civil, en vertu de l'article 1384 ?

Non. Le législateur de 1810 fut un sage. Il introduisit dans le Livre II du Code Pénal les articles 73 et 74, ainsi rédigés :

ARTICLE 73 : « Les aubergistes et hôteliers, convaincus d'avoir logés, plus de vingt-quatre heures, quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux

à qui le crime ou le délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable ; sans préjudice de leur responsabilité dans le cas des articles 1952 et 1953 du Code Civil. »

ARTICLE 74 : « Dans les autres cas de responsabilité civile qui pourront se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, les cours et les tribunaux devant qui les affaires seront portées se conformeront aux dispositions du Code Civil, livre III, titre IV, chapitre II. »

En vertu de ces deux articles, c'est devant le tribunal répressif que la victime, partie civile, va actionner la personne civilement responsable, en même temps que sera poursuivi l'auteur de la contravention, du délit ou du crime, pénalement responsable. La partie civile agira simultanément contre ces deux personnes. La personne civilement responsable aura sans doute un recours contre l'auteur direct du dommage, comme elle l'aurait eu si elle avait été poursuivie devant une juridiction civile. Le fait de la condamnation n'en subsistera pas moins. En vertu des articles 73 et 74 du Code Pénal, le tribunal de simple police, le tribunal correctionnel, la Cour d'Assises, à côté du coupable, verront traduire à leurs barres le civilement responsable.

Nous consacrerons le présent ouvrage à l'étude de cette responsabilité civile du fait d'autrui en Droit Pénal. Pour cela, nous considérerons d'abord ses caractères mêmes, puis nous verrons quelle est la situation des personnes civilement responsables, tant au cours de l'instance qu'après le prononcé de la condam-

nation définitive. Notre étude sera ainsi divisée en trois parties :

PREMIÈRE PARTIE : *Caractères de la responsabilité civile du fait d'autrui devant la justice pénale.*

DEUXIÈME PARTIE : *Situation des personnes civilement responsables du fait d'autrui au cours de l'instance pénale.*

TROISIÈME PARTIE : *Situation des personnes civilement responsables du fait d'autrui après qu'il a été statué de façon définitive par la juridiction répressive.*

PREMIÈRE PARTIE

**Caractères
de la responsabilité civile
du fait d'autrui
devant la justice pénale.**

GÉNÉRALITÉS

La notion de responsabilité du fait d'autrui est une des notions les plus complexes de notre droit. Et, en matière pénale, nous nous heurtons à des difficultés encore plus grandes qu'en Droit Civil. En effet, c'est une application du Droit Civil que nous allons faire en Droit Pénal. La connexité de ces deux branches du Droit Privé va engendrer des difficultés de toutes sortes. Le juge répressif agit au nom de la Société et dans le but de sauvegarder les intérêts de celle-ci, en prononçant des peines qui, tantôt amenderont le coupable, tantôt l'empêcheront de nuire, tantôt, par l'exemple de leur rigueur, effrayeront et corrigeront d'autres êtres aux instincts pervers. Le juge civil poursuit un tout autre but. Sans doute agit-il aussi au nom de la Société. Mais c'est par une autre voie que son action va s'exercer. Son but sera de départager des individus aux antagonismes constants. Il sera Arbitre et non plus Justicier.

Lorsque nous venons dire que l'on peut être condamné par un juge répressif en qualité de civilement responsable du fait d'autrui, nous disons que, pour un temps déterminé, pour une action précise, le Justicier sera Arbitre. C'est bien ce qu'ont compris les rédacteurs du Code Pénal qui, pour définir les conditions de

cette responsabilité, renvoient au Code Civil. De là, la nature complexe de cette responsabilité.

Aussi, pour déterminer les caractères de la responsabilité civile du fait d'autrui devant la justice pénale, nous envisagerons d'une part un élément objectif, d'autre part un élément subjectif. Objet, sujet, voici le thème des deux titres de la présente partie, titres qui seront les suivants :

TITRE I. — *Sur quoi porte cette responsabilité.*

TITRE II. — *Quelles sont les personnes civilement responsables du fait d'autrui en matière pénale.*

TITRE I

Sur quoi porte cette responsabilité.

CHAPITRE I

Règle générale.

La responsabilité civile du fait d'autrui ne se conçoit devant les tribunaux répressifs que pour les réparations civiles demandées accessoirement à l'action publique. Le civilement responsable pourra être condamné au paiement des dommages-intérêts demandés par la partie civile. Il ne pourra pas être condamné au paiement de l'amende. Qu'est-ce que l'amende ? On ne peut la considérer comme une réparation due à la Société pour le dommage causé par une contravention ou un délit. Comment pourrait-on évaluer cette réparation ? Il est impossible de dire que le dommage causé, par exemple, par « ceux qui imprudemment auront jeté des immondices sur quelque personne » (Code Pénal, art. 471, § 12), a un correspondant pécuniaire pouvant être évalué à une somme variant entre 1 franc et 5 francs. D'autant plus que les immondices sont jetés « sur quelque personne », alors que l'amende est versée au Trésor.

L'amende est une peine. Le législateur, afin de punir celui qui a commis une faute envers la Société, a édicté une série de peines qui sont, les unes privatives de liberté, les autres purement pécuniaires. La liberté est en effet le bien le plus cher aux hommes, et, après la liberté, c'est l'argent qui est considéré par presque tous comme la plus grande source de félicités.

L'amende, toutes proportions gardées, est analogue aux autres peines. C'est simplement, dans l'échelle de notre loi pénale, la peine la moins grave.

Aussi le civilement responsable du fait d'autrui ne paiera-t-il pas plus une amende qu'il ne purgera une peine de prison ou de travaux forcés pour une faute commise par son préposé. Auteur ou complice, le Code Pénal ne connaît comme punissables que ces deux individus. La responsabilité du fait d'autrui est une responsabilité « civile ». Lorsque le juge pénal a un droit de regard sur elle, c'est, avons-nous dit, en tant qu'Arbitre, et non plus en tant que Justicier.

L'action publique ne sera exercée contre un individu que s'il est auteur ou complice d'une infraction. Notre droit connaît un principe que l'on appelle « la personnalité » ou « l'individualité » des peines. Ce principe part de l'idée que l'action publique est subjective et non objective. Il faut corriger le coupable et décourager les autres hommes de commettre la même infraction. Il ne s'agit pas de modifier un état de choses. Il ne s'agit pas de faire disparaître une situation quelconque. L'action publique met en jeu la seule responsabilité pénale. Aussi la responsabilité civile sera-t-elle limitée, sauf certaines exceptions (V. *infra*), aux dommages-intérêts réclamés par la partie civile. Les dommages-intérêts sont une réparation pécuniaire allouée

à la victime pour compenser le dommage qui lui a été causé en même temps qu'était commise l'infraction. Responsabilité civile, réparation, voici les termes qu'il faut opposer à : responsabilité pénale, peine. C'est en tant que réparation que le paiement des dommages-intérêts sera ordonné par le juge répressif accessoirement au paiement possible d'une amende. Au paiement de ces dommages-intérêts se bornera, en règle générale, la responsabilité du fait d'autrui.

Ainsi, un patron ne pourra pas être déclaré responsable de l'amende prononcée contre son domestique, auteur d'un délit ou d'une contravention quelconque. De même, l'instituteur ne subira pas la peine infligée à son élève, ni l'artisan celle de son apprenti, ni le père celle de son enfant.

Un arrêt récent, rendu par la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, le 6 janvier 1934 (*G. P.* 1934.1.579), rappelle ce principe intangible de notre droit :

« ... Attendu, dit cet arrêt, que, sauf les exceptions résultant de dispositions légales, la responsabilité civile est limitée aux dépens, restitutions, dommages-intérêts, et ne s'étend pas aux amendes, l'amende étant une peine et toute peine étant personnelle comme l'infraction qui l'a motivée... »

Pas de responsabilité civile pour l'amende, déclare la Chambre Criminelle. Mais, à côté de ces dommages-intérêts qui sont l'objet essentiel de la responsabilité civile du fait d'autrui, il est, rappelle-t-elle, en droit pénal, d'autres charges qui, constituant des exceptions à la règle générale, vont peser sur le civilement responsable.

Parmi ces exceptions, les unes sont dues à la nature de la condamnation pécuniaire, d'autres ont simplement été déterminées par la loi. Sous ces deux rubriques, voyons maintenant quelles elles sont.

CHAPITRE II

Exceptions dues à la nature de la condamnation pécuniaire.

Les exceptions à la règle que les réparations civiles demandées accessoirement à l'action publique peuvent seules être mises à la charge du civilement responsable sont au nombre de deux : d'une part les frais et dépens, d'autre part les amendes fiscales.

SECTION I.

Frais et dépens.

La personne civilement responsable du fait d'autrui est tenue, à côté des dommages-intérêts, au paiement des frais et dépens du procès pénal. Les dépens, en effet, ne sont point des peines. Il faut les considérer comme l'indemnité des frais avancés par l'Etat pour la poursuite de la contravention, du délit ou du crime. A ce titre, ils font partie des dommages-intérêts, car ils représentent un dommage causé par la faute du prévenu. C'est une réparation civile et non pas une peine.

Dès 1814, la Cour de Cassation a eu à statuer sur ce

point. Elle s'est prononcée d'une façon formelle. L'arrêt qu'elle a rendu le 14 juillet 1814 (S. 1814.1.275) doit être considéré comme ayant réglé la question d'une façon définitive, et dans le sens que nous venons d'indiquer. Un certain Roland était fermier d'un cantonnement de pêche sur la Seine. En vertu du Cahier des Charges, Roland était déclaré responsable des associés qu'il pouvait avoir. L'un de ceux-ci, nommé Dupuis, porteur d'une licence que lui avait délivrée Roland, avait pêché, dans le cantonnement de ce dernier, avec un filet prohibé. Condamnation en première instance. Roland est déclaré responsable des dépens. Il fait appel : le jugement est confirmé par un arrêt de la Cour de Paris. Il se pourvoit alors en cassation. L'arrêt de la Cour de Paris est cassé sur le vu de certains moyens invoqués, étrangers aux dépens. Quant à la responsabilité de Roland, relativement au paiement des frais et dépens, la Cour de Cassation, sur ce point, s'exprime en termes analogues à ceux des premiers juges. « Attendu, dit-elle, qu'en thèse générale la responsabilité à laquelle sont soumis des tiers étrangers aux délits qui donnent lieu à des condamnations est essentiellement civile, qu'elle est conséquemment restreinte aux dommages causés par ces délits et ne peut être étendue aux peines prononcées contre les délinquants... Mais attendu que les dépens ne sont point des peines, qu'ils ne sont que l'indemnité des frais avancés pour la poursuite du délit et que, dès lors, ils doivent être considérés comme des dommages-intérêts dont la responsabilité peut être prononcée contre ceux qui y sont assujettis par les lois ou qui s'y sont soumis par des conventions ; que conséquemment on a pu, dans l'espèce, sans contrevenir à aucune

loi, déclaré Roland responsable des dépens prononcés contre Dupuis... »

Par la suite, la Cour de Cassation a maintenu ce même point de vue (18 avril 1828, D. P. 1828.1.220 ; 4 février 1830, D. P. 1830.1.107 ; 31 janvier 1833, D. P. 1833.1.264 ; 2 septembre 1837, D. P. 1838.1.414, etc...). Tout récemment encore, dans un arrêt rendu le 26 mai 1933 (D. H. 1933.398), la Chambre Criminelle a décidé que le jugement répressif, qui déclare le commettant civilement responsable de son préposé, vise uniquement la responsabilité du paiement des frais et dépens, sans que cette condamnation puisse être comprise comme s'étendant à l'amende pénale.

Ainsi, le civilement responsable est tenu au paiement des dépens. Et cette responsabilité, qui doit être considérée dans son sens le plus large, peut être envisagée dans les trois cas suivants :

1^o L'inculpé est condamné à une peine quelconque et, en vertu de l'article 194 du Code d'Instruction Criminelle, aux frais du procès. La personne civilement responsable sera tenue au paiement de ceux-ci. C'est le cas le plus général.

2^o L'inculpé évite une condamnation pénale, mais il succombe sur les frais. C'est un fait que nous trouvons, par exemple, lorsqu'il y a acquittement pour défaut de discernement. Le civilement responsable sera tenu au paiement des frais. Ceux-ci ont, en effet, leur source dans une faute commise par le prévenu. L'acquittement n'efface pas la faute. Il évite seulement, pour un motif spécial, de punir un individu pour une infraction dont la matérialité n'est pas contestée.

3^o L'inculpé et le civilement responsable ont été tous deux condamnés en première instance. Le civilement responsable a accepté le jugement. L'inculpé a fait appel. Si l'inculpé est condamné au frais de la voie de recours, qu'il a seul exercée, le civilement responsable est obligé au paiement de ces frais. S'ils ont été mis à la charge de l'inculpé, c'est, en effet, qu'ils sont dus à sa faute. Représentant un dommage causé par le prévenu, ils constituent une réparation civile dont est tenue la personne responsable du fait de ce prévenu.

SECTION II.

Amendes fiscales.

Les amendes fiscales, à raison de leur nature même, pourront être réclamées au civilement responsable aussi bien qu'au pénalement responsable. Elles ont en effet un caractère mixte : elles sont tout à la fois peines et dommages-intérêts. Qui perçoit l'amende prononcée par un tribunal répressif ? Le Trésor. Qui a droit à réparation en cas d'infraction aux lois fiscales ? Le Trésor. Or, l'amende et la réparation consistent l'une et l'autre en une somme d'argent. Comment les différencier ? Lorsque le législateur décide que le délinquant, coupable d'infractions aux lois fiscales, devra verser au Trésor une somme équivalant au quintuple des droits fraudés, il entend par là, d'une part punir le coupable, d'autre part réparer le dommage causé. L'amende fiscale constitue la sanction d'une contravention et la réparation du préjudice que

cette contravention cause au Trésor Public. Nous nous trouvons en présence d'une inclusion de la responsabilité civile au sein même de la responsabilité pénale, avec laquelle elle parvient à ne plus faire qu'un. Ce caractère mixte est tel que la Cour de Cassation a pu poser le principe suivant : l'Administration des Contributions Indirectes peut, sans substituer une nouvelle poursuite à celle qu'elle avait déjà exercée et en développant seulement un moyen nouveau à l'appui de ses prétentions, conclure en appel à la condamnation d'une personne comme civilement responsable, alors qu'en raison des mêmes faits elle avait conclu en première instance à sa responsabilité pénale (Crim., 18 mai 1933, D. H. 1933.382). La Chambre Criminelle, d'ailleurs, dans ce dernier arrêt, s'exprime en termes catégoriques :

« Attendu, dit-elle, que les amendes fiscales constituent à la fois des peines et des réparations civiles...

« Attendu que si l'article 35 du décret du 1^{er} germinal an XIII, qui rend les propriétaires des marchandises en fraude pénalement responsables du fait de leurs agents, ne peut recevoir aucune application en matière d'impôts sur les spectacles et permettre de condamner pénalement une personne morale, la responsabilité civile prévue par l'article 1384 du Code Civil, à l'égard des commettants du fait de leurs préposés, s'étend en cette matière, qui relève des contributions indirectes, à l'ensemble des amendes fiscales en raison de leur caractère de réparation civile ; que la responsabilité pénale et la responsabilité civile se fondent ainsi en la matière dans leur objet et dans leur cause... »

Le civilement responsable qui, en règle générale,

n'est pas tenu au paiement de l'amende, l'est au paiement des amendes fiscales. Cela tient à la nature de celles-ci. Elles peuvent être considérées comme dommages-intérêts aussi bien que comme peines. Or, les personnes civilement responsables du fait d'autrui sont tenues au paiement des dommages-intérêts.

CHAPITRE III

Exceptions en vertu de la loi.

Ces exceptions sont de deux sortes : tantôt elles résultent de lois spéciales prévoyant la responsabilité civile de l'amende, tantôt elles sont dues, de façon plus générale, à l'exercice de professions réglementées.

SECTION I.

Exceptions résultant de lois spéciales prévoyant la responsabilité civile de l'amende.

Depuis le Droit Intermédiaire jusqu'à nos jours, le législateur et les gouvernements, par une série d'arrêtés, de décrets, de lois, ont édicté des cas spéciaux où le civilement responsable est tenu au paiement de l'amende. Nous allons voir, dans l'ordre chronologique, quels sont ceux-ci et quel développement la jurisprudence leur a donné.

§ 1. — *L'arrêté du 27 prairial an IX,
en matière de contraventions postales.*

Les services postaux sont un monopole de l'Etat. Tout particulier qui, au détriment de l'Etat, se charge

de ces services, commet une contravention et est justiciable du tribunal de simple police. Et, lorsque ce particulier agit pour le compte d'autrui, le commettant, civilement responsable de son préposé, est tenu au paiement de l'amende. Déjà sous l'Ancien Régime les contraventions postales étaient sanctionnées, en vertu des arrêts du Conseil des 18 juin et 29 novembre 1681. Ceux-ci défendaient à tous « messagers..., voituriers, tant par terre que par eau, et à toutes autres personnes, de se charger ni souffrir que leurs valets ou postillons, et même les personnes qu'ils conduiront par leurs voitures, se chargent d'aucunes lettres ni paquets de lettres, à peine de 300 livres d'amende par chaque contravention... » Messagers ou voituriers sont déclarés civilement responsables de l'amende. Mais ces dispositions ne semblent pas faire obstacle à l'excuse tirée de la bonne foi. Elles défendent seulement à l'entrepreneur de souffrir les faits d'immixtion dans le transport des dépêches, de la part de ses agents ou même des voyageurs. On pouvait donc penser qu'il fallait de sa part une connaissance, qui aurait été une sorte de complicité, pour qu'il encourût personnellement l'amende.

Aussi l'arrêté du 27 prairial an IX, reproduisant la prohibition, le fait-il d'une manière absolue. Il commence par rappeler les dispositions des lois antérieures : arrêts du Conseil des 18 juin et 29 novembre 1681, que nous venons de voir, et qui ont été maintenus jusqu'alors par les lois des 26-29 août 1790, du 21 septembre 1792, et par les arrêtés du Directoire du 7 fructidor an VI et du 25 ventôse an VII. Puis, en termes catégoriques, il décide, dans son article 9, que « les maîtres de postes, les entrepreneurs de voitures libres et

messageries, seront personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours ».

La Cour de Cassation a donné la plus grande extension possible à cet article. Elle a décidé que le voiturier ne peut invoquer aucune excuse tirée de l'ignorance ou de la bonne foi. Dans un arrêt du 23 juillet 1836 (*Journal Criminel*, n° 1959), elle déclare que c'est à lui de s'assurer, par tous les moyens qu'il jugera convenables, qu'il n'existe ni lettres, ni paquets, dans les effets dont il se charge.

Au cours du xix^e siècle, la Cour de Cassation, donnant à ces dispositions un champ de plus en plus vaste, a été jusqu'à décider que les chefs de gare de chemins de fer étaient responsables de l'amende infligée à leurs agents, pour des expéditions faites dans leurs gares. Ainsi en disposèrent, après la Chambre Criminelle (24 décembre 1864, D. P. 1865.1.46), les Chambres Réunies (4 janv. 1866, D. P. 1867.1.84). Se conformant à cette jurisprudence, la Cour d'Aix décida, le 12 février 1869 (S. 1869.2.85), que la même responsabilité s'appliquait aux capitaines de navires.

Ces arrêts sont caractéristiques en la matière. Aussi allons-nous voir les termes en lesquels se prononcèrent la Cour de Cassation, toutes Chambres Réunies, le 4 janvier 1866, et la Cour d'Appel d'Aix, le 12 février 1869.

a) **L'arrêt des Chambres Réunies du 4 janvier 1866.**

Le 25 juin 1864, les agents de l'administration des postes saisissent, entre les mains d'un camionneur des « Chemins de fer de la Méditerranée », un paquet con-

tenant des papiers d'affaires sous enveloppe, avec trois cachets de cire noire, adressé à un négociant de Marseille. L'étiquette des « Chemins de fer de la Méditerranée » apposée sur ce paquet, montre qu'il a été expédié de la gare de Tarascon.

Le camionneur est condamné à une amende et le chef de gare de Tarascon, civilement responsable de son agent, se voit tenu au paiement de celle-ci. Les Cours d'Appel et la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation étant divisées sur le bien-fondé de ce jugement, l'affaire est portée devant la Cour de Cassation, toutes Chambres Réunies. Celle-ci confirme la responsabilité du chef de gare et l'obligation pour lui de payer l'amende, pour les motifs suivants :

« Attendu qu'aux termes des articles 1, 2 et 3 de l'arrêté du 27 prairial an IX, il est défendu à tous entrepreneurs de voitures libres et à toutes autres personnes étrangères au service des postes de s'immiscer dans le transport des lettres, et que, d'après l'article 9 de ce même arrêté, les maîtres de poste et tous entrepreneurs de voitures libres et messageries sont personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs et courriers, sauf leur recours.

« Attendu qu'en faisant passer ainsi la responsabilité de l'agent inférieur, à qui le fait même de la contravention serait imputable, aux entrepreneurs de voitures et messageries, qui cependant n'y auraient aucunement participé, l'arrêté précité a eu pour objet de créer, dans un intérêt public, une garantie spéciale contre le transport des lettres par d'autres que par les agents des postes.

« Attendu que cette exception, ainsi définie et caractérisée, dérive, sans contredit, du droit et du devoir

des entrepreneurs d'exercer, au point dont il s'agit, la plus active surveillance sur les employés placés sous leurs ordres.

« Attendu qu'en réalité ce droit et ce devoir sont précisément et identiquement ceux des chefs de gare, etc... »

Cette jurisprudence nous paraît excessive. Elle est fondée sur l'idée de garantie des tiers. Mais elle oublie qu'en déclarant que le chef de gare, civilement responsable, est tenu au paiement de l'amende, elle transforme la responsabilité civile de celui-ci en une responsabilité pénale. Or, la responsabilité pénale est purement subjective. Il doit être tenu compte uniquement de la personnalité du délinquant et des conditions dans lesquelles il a commis l'infraction. Ici, quelle est la situation du chef de gare ? Il ne choisit pas ses agents. Il ne peut pas régler leur service comme il l'entend. Il ne peut pas les renvoyer. Il n'y a aucun rapport entre sa position et celle de l'entrepreneur de messageries, déclaré responsable par l'arrêté du 27 prairial an IX. Ce n'est pas lui, en fait, qui est le commettant des employés du chemin de fer. C'est la Compagnie. S'il y a défaut de surveillance de la part du chef de gare, il y a défaut de choix de la part de la Compagnie : et celui-ci nous paraît infiniment plus grave que celui-là. Aussi nous semble-t-il que la Cour de Cassation est allée trop loin en faisant retomber sur le chef de gare, qui n'en peut mais, la faute d'un employé.

b) **L'arrêt de la Cour d'Aix du 12 février 1869.**

Nous nous trouvons ici en face d'une nouvelle extension abusive de la jurisprudence. Quelqu'un confie, à

Constantinople, au cuisinier du bord d'un paquebot, six lettres à remettre à diverses personnes habitant Marseille. A l'arrivée du paquebot à Marseille, on s'aperçoit de la fraude commise au détriment de l'administration des postes. Le capitaine du paquebot est poursuivi comme civilement responsable du cuisinier et comme tenu au paiement de l'amende. Les premiers juges se refusent à une telle application de l'arrêté du 27 prairial an IX. Mais la Cour d'Appel d'Aix ne l'entend pas ainsi et elle condamne le capitaine à payer l'amende :

« Attendu que l'arrêté du 27 prairial an IX a eu pour but de protéger efficacement le monopole légitime attribué à l'Etat pour le transport des lettres.

« Attendu que cet arrêté a interdit d'une manière absolue à tous entrepreneurs de voitures libres, et à toutes personnes étrangères au service des postes, de s'immiscer dans le service des postes.

« Attendu qu'à cet égard les entrepreneurs de messageries par la voie de mer se trouvent dans une position absolument identique.

« Attendu que l'esprit de la loi, en ce qui concerne cette responsabilité, est moins de réprimer, dans la personne de l'entrepreneur, la contravention elle-même, que de punir le défaut de surveillance qu'il doit exercer et qu'il est en faute de ne pas avoir exercé d'une manière suffisante...

« Attendu que le capitaine d'un paquebot a seul l'autorité nécessaire pour pourvoir aux nécessités de la position que la loi fait ainsi à l'entrepreneur...

« Que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré ces articles non applicables au capitaine, etc... »

Nous retrouvons ici, contre cette jurisprudence, les

mêmes arguments que dans le cas précédent, concernant le chef de gare. Nous souhaitons donc que le législateur intervienne un jour dans cette question, pour restreindre la portée de l'arrêté du 27 prairial an IX, au lieu de l'étendre comme l'a fait la jurisprudence.

§ 2. — *Le décret du 1^{er} germinal an XIII,
sur les Droits Réunis.*

Le décret du 1^{er} germinal an XIII, ayant défini un certain nombre d'infractions au préjudice de la régie, et en ayant indiqué les sanctions, ajoute dans son article 35 :

« Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens. »

Toutes les amendes fiscales, avons-nous vu plus haut (chapitre II, section II), sont à la charge du civilement responsable, à raison de leur nature. Cependant, ici, le législateur a préféré déterminer nettement cette responsabilité.

§ 3. — *La deuxième loi du 28 avril 1816,
sur les contributions indirectes.*

Il s'agit des fraudes commises au détriment de l'administration des Tabacs. La loi ne dit pas formellement que le civilement responsable est tenu au paiement de l'amende. Mais comme le caractère mixte de l'amende qu'elle édicte résulte des termes qu'elle emploie, la jurisprudence, se fondant sur ces termes

mêmes, a pu imposer cette charge au civilement responsable.

L'article 222 de la deuxième loi du 28 avril 1816 déclare : « Ceux qui seront trouvés vendant en fraude du tabac à leur domicile, ou ceux qui en colporteront, qu'ils soient ou non surpris à le vendre, seront arrêtés et constitués prisonniers, et condamnés à une amende de 300 francs à 1.000 francs... »

Et l'article 240, parlant du produit des amendes, ajoute : « Un tiers de ce produit appartiendra à la caisse des retraites, les deux autres tiers feront partie des recettes ordinaires de la régie. »

C'est en se fondant sur ces deux articles que la jurisprudence a fait incomber à la personne civilement responsable le paiement de l'amende. Ainsi en a décidé la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation qui, dans un arrêt rendu le 24 août 1850 (S. 1851.1.464), s'exprime dans les termes suivants :

« Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 222 et 240 de la même loi (celle du 28 avril 1816) qui attribue le tiers des amendes à la caisse des retraites des employés de l'administration de ces contributions, que les amendes, en cette matière, ont le caractère non de peines proprement dites, mais de réparations et de restitutions civiles... »

« Attendu dès lors que la responsabilité édictée par l'article 1384 du Code Civil s'applique à ces amendes, comme aux frais exposés par la régie pour la poursuite des droits à elle confiée par la loi... »

Si la charge imposée au civilement responsable n'est pas explicitement formulée par la loi, du moins l'est-elle implicitement, puisque c'est des termes mêmes de la loi qu'elle découle.

Ajoutons que la loi du 25 juin 1844 applique les dispositions de la loi du 28 avril 1816 au colportage et à la vente des poudres à feu sans permission. Pour cette infraction, il convient donc d'appliquer les mêmes principes que pour le colportage et la vente en fraude du tabac. C'est, d'ailleurs, ce qu'a fait la Chambre Criminelle dans son arrêt du 24 août 1850.

§ 4. — *Le décret du 6 juillet 1810,
sur l'organisation des Cours d'Appel.*

En vertu de l'article 59 du décret du 6 juillet 1810, le greffier en chef de chaque Cour d'Appel est tenu au paiement des amendes infligées aux commis-greffiers pour des infractions commises dans l'exercice de leurs fonctions. Cet article est ainsi rédigé :

« Le greffier en chef est responsable solidairement de toutes amendes, restitutions, dépens, dommages-intérêts, résultant des contraventions, délits ou crimes, dont ses commis se seraient rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions, sauf son recours contre eux, ainsi que de droit. »

§ 5. — *Le décret du 10 août 1810,
sur l'organisation des tribunaux de première instance.*

L'article 27 du décret du 10 août 1810 reproduit, pour le greffier en chef de chaque tribunal de première instance, les dispositions de l'article 59 du décret du 6 juillet 1810, concernant la responsabilité des greffiers en chef des Cours d'Appel.

§ 6. — *La loi du 31 mai 1827, ou Code Forestier.*

L'article 206 du Code Forestier dispose, il est vrai, que la responsabilité civile des maris, pères, mères, tuteurs et commettants, pour les délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants, pupilles et préposés, s'étendra aux restitutions, dommages-intérêts et frais seulement, et non aux amendes. Mais le Code Forestier contient deux dispositions qui dérogent à ce principe : l'article 6 et l'article 46, ce dernier modifié par une loi du 18 juillet 1906.

ARTICLE 6 : « Les gardes sont responsables des délits commis dans leurs triages, et passibles des amendes et indemnités encourues par les délinquants, lorsqu'ils n'ont pas dûment constaté le délit. »

ARTICLE 46, modifié par la loi du 18 juillet 1906 : « Les adjudicataires et leurs cautions seront responsables du paiement des amendes et restitutions encourues pour délits et contraventions dans la vente, par les facteurs, garde-ventes, ouvriers, bûcherons, voituriers et tous autres employés par les adjudicataires. »

§ 7. — *La loi du 9 juillet 1836,
sur les droits de navigation intérieure.*

L'article 20 de la loi du 9 juillet 1836 punit les contraventions aux dispositions de cette loi d'une amende de 50 francs à 200 francs. Puis il ajoute : « Les propriétaires de bâtiments, bateaux et trains, seront responsables des amendes résultant des contraventions commises par les bateliers et les conducteurs. »

§ 8. — *Le décret-loi du 9 janvier 1852,
sur la pêche côtière.*

L'article 12 du décret-loi du 9 janvier 1852 comporte deux paragraphes, l'un consacré aux armateurs, l'autre aux parents, maris et maîtres, qui fixent différemment la responsabilité de l'amende.

ARTICLE 12 : « Pourront être déclarés responsables des amendes prononcées pour contraventions à la présente loi, les armateurs des bateaux de pêche, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits des patrons et équipages de ces bateaux ; ceux qui exploitent les établissements de pêcheries, de parcs à huîtres ou à moules, et de dépôts de coquillages, à raison des faits de leurs agents ou employés. Ils seront, dans tous les cas, responsables des condamnations civiles.

« Seront également responsables, tant des amendes que des condamnations civiles, les pères, maris et maîtres, à raison des faits de leurs enfants mineurs, femmes, préposés et domestiques. Cette responsabilité sera réglée conformément au dernier paragraphe de l'article 1384 du Code Civil. »

Ainsi deux sortes de dérogations au droit commun, l'une facultative, l'autre obligatoire.

Les armateurs et les exploitants de pêcheries, parcs à huîtres ou à moules, dépôts de coquillages, peuvent être déclarés responsables des amendes. Mais ce n'est qu'une faculté dont les tribunaux useront suivant les circonstances.

Par contre, les pères, maris et maîtres, sont responsables de plein droit des amendes encourues par leurs enfants, femmes et domestiques. Cependant, en vertu

de l'article 1384, dernier alinéa, du Code Civil, ils pourront prouver qu'ils n'ont pu empêcher l'infraction.

§ 9. — *La loi du 12 juillet 1875,
sur la liberté de l'enseignement supérieur.*

L'article 19, *in fine*, de la loi du 12 juillet 1875, déclare : « Tous les administrateurs de l'établissement seront civilement et solidairement responsables des amendes prononcées contre l'un ou plusieurs d'entre eux. »

§ 10. — *Le décret du 31 décembre 1922, ou Code de la route.*

La loi du 30 mai 1851 prévoyait la réglementation par décrets de la police de la circulation sur les routes nationales, départementales et les chemins vicinaux de grande communication. Elle punissait d'amendes ceux qui contrevenaient à ses dispositions ou aux règlements pris pour son exécution.

Aujourd'hui, ces décrets sont réunis dans celui du 31 décembre 1922 : ce dernier est donc sanctionné par les peines prévues par la loi du 30 mai 1851. Or l'article 13 de la loi du 30 mai 1851 est ainsi conçu :

« Tout propriétaire de voiture est responsable des amendes, des dommages-intérêts et des frais de réparation prononcés, en vertu des articles du présent titre, contre toute personne préposée par lui à la conduite de sa voiture. Si la voiture n'a pas été conduite par ordre et pour le compte du propriétaire, la responsabilité est encourue par celui qui a préposé le conducteur. »

Ce cas de responsabilité de l'amende est aujourd'hui celui qui reçoit la plus grande application. Le tribunal de simple police de Paris, à lui seul, inflige chaque jour une centaine d'amendes à des conducteurs d'automobiles ayant commis des contraventions à la police de la circulation. Toutes les fois que le chauffeur n'est pas le propriétaire de la voiture, ce dernier, responsable du fait de son préposé, est tenu au paiement de l'amende.

§ 11. — *Le décret du 28 décembre 1926,
sur les infractions à la police des douanes.*

Durant la période intermédiaire, déjà, la loi des 6-22 août 1791 portait dans son article 29 que : « Les propriétaires de marchandises seront responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens. »

La loi du 21 avril 1818 reproduisit cette disposition dans son article 43.

Aujourd'hui, le décret du 28 décembre 1926, portant codification des textes législatifs concernant les douanes, donne, dans ses articles 595 et 611, une extension plus grande encore à ce principe.

ARTICLE 595 : « Les propriétaires des marchandises sont responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens. »

ARTICLE 611 : « Les propriétaires des marchandises saisies (pour contrebande), ceux qui sont chargés de les introduire, les assureurs, les complices et adh-

rents, sont tous solidaires et contraignables par corps pour le paiement de l'amende. »

La contrebande, en effet, ne profite pas seulement, en général, à son auteur même. Il existe de véritables entreprises de contrebande, surtout sur les frontières qui nous séparent de la Belgique, de la Suisse et de l'Espagne. C'est contre ces entreprises que le législateur a voulu sévir. Aussi les a-t-il rendues responsables de l'amende infligée au délinquant. Cependant, il convient de remarquer que la responsabilité de l'article 611 est plus une responsabilité pénale qu'une responsabilité civile : nous renvoyons au surplus à l'étude que nous avons faite plus loin de cet article (V. *infra*, troisième partie, chap. I, *in fine*).

SECTION II.

Exceptions résultant de l'exercice de professions réglementées.

Nous nous trouvons ici en présence d'infractions qu'aucune loi expresse n'excepte du droit commun. Cependant, la jurisprudence admet que le patron civilement responsable est passible de l'amende infligée pour toute infraction aux règlements relatifs à l'exercice de sa profession, même si cette infraction a été commise par son préposé. Depuis longtemps les arrêts décident que les règlements relatifs à l'exercice d'une profession ou d'une industrie obligent tous ceux qui exercent cette profession, et, plus précisément, les commettants. L'obligation créée par ces règlements est personnellement imposée à l'industriel ou au com-

merçant. C'est lui qui est responsable de son inexécution. Peu importe qu'il ait agit personnellement ou par personne interposée, il sera puni parce que c'est à lui qu'était imposée l'exécution ou la non-exécution de certains actes.

Parfois, c'est une loi qui réglemente une profession. Tous ceux qui exercent cette profession seront tenus au paiement de l'amende infligée à leurs préposés pour les infractions à cette loi. Ainsi, en vertu de la loi sur les fraudes, un laitier sera passible de l'amende encourue pour délit de mouillage du lait qu'il a mis en vente, même s'il n'a pas participé à ce mouillage pratiqué par son préposé. C'est ce que, conformément à l'opinion unanime de la jurisprudence, le tribunal correctionnel de Brest a jugé le 8 décembre 1922 (D. P. 1923.2.134). Le tribunal de Brest a motivé son jugement dans les termes suivants :

« Attendu que, s'il est de principe que pénalement on ne peut être responsable que de sa propre faute, il existe cependant une dérogation à ce principe général à l'égard de ceux qui exercent une profession régie par des lois spéciales, telles que la loi sur les fraudes, ou par des règlements de police, qui les rendent passibles des peines édictées, soit que l'infraction résulte d'un fait personnel, soit qu'elle ait été commise par leurs préposés, parce qu'il leur appartenait personnellement, dans ce dernier cas, de veiller à l'exécution des charges imposées par ces lois et règlements. »

Parfois, ce sont des règlements municipaux ou départementaux qui s'imposent à diverses professions. La violation de ces règlements oblige la personne civilement responsable du fait de l'ouvrier ou de l'employé. Ainsi, pendant tout le cours du xix^e siècle, s'est

exprimée la Cour de Cassation (Cass. 4 janvier 1842, S. 1842.1.885 ; 27 janvier 1859, D. P. 1859.1.425 ; 26 août 1859, D. P. 1859.1.216 ; 12 mai 1893, D. P. 1895.1.248 ; 31 juillet 1893, S. 1894.1.202 ; 19 avril 1894, D. P. 1896.1.50).

Quels sont les arguments qu'invoque la Cour de Cassation pour justifier une telle jurisprudence ? Prenons comme arrêt-type un arrêt rendu par la Chambre Criminelle le 30 décembre 1892 (S. 1894.1.201).

Par un traité passé le 20 avril 1888 avec la ville de Lyon, la Société du quartier Grôlée était chargée d'exécuter les opérations nécessaires à l'amélioration du quartier du Mont-de-Piété, à Lyon. Parmi ces opérations, figurait la démolition de la maison portant le n° 57 de la rue Grôlée. Or la démolition de cette maison fut exécutée par abatage, et non au marteau comme l'exigeait un règlement de voirie municipale du 25 février 1874. Pour ce fait, l'administrateur-délégué de la Société du quartier Grôlée fut condamné à 2 francs d'amende, comme ayant contrevenu à l'article 471 § 15 du Code Pénal. Le jugement ayant été confirmé sur appel, l'administrateur-délégué se pourvut en cassation : il invoquait, entre autres moyens, une violation de l'article 471, en ce qu'il aurait été condamné pour une contravention imputable à autrui. Sur ce moyen, la Chambre Criminelle lui donna tort pour les motifs suivants :

« Attendu que, s'il est de principe que nul n'est passible des peines qu'à raison de son fait personnel, il en est autrement dans certains cas exceptionnels où des prescriptions légales engendrent l'obligation d'exercer une action directe sur le fait d'autrui.

« Attendu qu'en matière d'industries réglementées,

notamment celle des entreprises de démolitions, il y a nécessité de faire remonter la responsabilité pénale aux chefs de l'entreprise, parce que les conditions et le mode d'exercice de ces industries leur sont personnellement imposés et qu'ils sont tenus d'assurer l'exécution de ces règlements.

« D'où il suit que Ferrand, en sa qualité d'administrateur-délégué de la Société Grôlée, était personnellement et pénalement responsable des contraventions commises par le fait de ses agents. »

Deux points sont à retenir. D'une part, les conditions d'exercice de la profession ou de l'industrie sont imposées au chef d'entreprise, lorsqu'existe une réglementation spéciale. L'ouvrier, le maçon, le charpentier, le menuisier ignorent — ou du moins sont supposés ignorer — qu'une prescription légale impose le devoir de se conformer de telle ou telle façon. Ils ne sont que la main qui agit selon les directives du chef d'entreprise. D'autre part, celui-ci est tenu personnellement d'assurer l'exécution des règlements. Lorsqu'il y a contravention commise par le fait d'un agent, cette contravention est due à un manque de surveillance du chef d'entreprise. Il n'y a même plus lieu de dire qu'il est responsable du fait d'autrui. S'étant rendu coupable d'une faute, il devient personnellement et pénalement responsable de la contravention. S'il n'est pas l'auteur direct de l'infraction, il en est du moins l'auteur indirect. C'est en se fondant sur cette théorie que la Cour de Cassation a établi, au cours du siècle dernier, pour les chefs d'industries réglementées, la responsabilité de l'amende, en cas de contraventions commises par leurs préposés.

CHAPITRE IV

Comparaison avec le Droit Italien.

Il nous a paru intéressant de faire une incursion dans le Droit pénal transalpin. Celui-ci, en effet, constitue la législation latine la plus récente. Le Code Pénal du royaume d'Italie, publié le 19 octobre 1930, fut mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931. Or il déclare, contrairement à notre Droit, que la personne civilement responsable du fait d'autrui est tenue au paiement de l'amende. Ainsi en décide-t-il dans ses articles 196 et 197.

L'article 196 — nous empruntons la traduction de M. de Casabianca — est ainsi conçu :

« En cas de contraventions encourues par une personne soumise à l'autorité, à la direction ou à la surveillance d'autrui, la personne investie de l'autorité, de la direction ou de la surveillance, est obligée, en cas d'insolvabilité du condamné, de payer une somme égale au montant de l'amende de police infligée au coupable, s'il s'agit de contraventions à des dispositions qu'elle était tenue de faire observer, et pour lesquelles elle n'encourt pas de responsabilité pénale. Si la personne ayant autorité est, elle aussi, insolvable, on applique au condamné les dispositions de l'article 136. »

L'article 197 reproduit la même responsabilité pour les personnes morales ayant une personnalité juridique, — l'Etat, les provinces et les communes exceptés.

Ce système est bien différent de notre législation. D'après lui, l'obligation au paiement de l'amende, en cas d'insolvabilité du délinquant, incombe au civilement responsable. Cela nous paraît étrange. L'amende, en effet, est une peine. Condamner à l'amende la personne responsable du fait d'autrui, c'est la rendre pénalement responsable. Est-ce là le but du législateur italien ? Considère-t-il comme une règle générale ce qui chez nous est une exception ? Si oui, il n'est pas allé jusqu'au bout de sa pensée. L'article 196 déclare en effet *in fine* : « Si la personne ayant autorité est, elle aussi, insolvable, on applique au condamné les dispositions de l'article 136. » L'article 136 établit la contrainte par corps. Or, si la personne responsable du fait d'autrui doit être considérée comme pénalement responsable, nous ne comprenons pas que la contrainte par corps s'applique uniquement au délinquant. Sans doute, les rédacteurs du Code italien se sont-ils rendus compte de la gravité d'une mesure qui aurait permis à un préposé de faire incarcérer son commettant. Si celui-ci se trouvait en état de fortune déficitaire, il aurait suffi au préposé, dans un but de vengeance peut-être, de commettre volontairement une faute et de se déclarer incapable de payer l'amende, pour faire jeter en prison son patron. Cela est peut-être vrai, mais en déclarant le commettant responsable de l'amende, c'est à un résultat non moins scabreux que l'on parvient.

Lors de la discussion des articles 196 et 197 à la com-

mission parlementaire, on fit remarquer au ministre, auteur du projet, la rigueur de ces dispositions. Mais celui-ci, rapporte M. de Casabianca, fit remarquer que le commettant n'est pas innocent. « Il est coupable d'un fait illicite, distinct du fait imputé au contrevenant, et qui consiste dans la méconnaissance de l'obligation de faire respecter la disposition légale qui a été violée. »

Ce raisonnement est peut-être fort subtil, mais il manque de logique. D'après lui, en effet, le commettant est « coupable d'un fait illicite, distinct du fait imputé au contrevenant ». Mais alors, si nous nous trouvons en présence d'une faute différente de celle du préposé, pourquoi le commettant ne sera-t-il responsable qu'en cas d'insolvabilité du préposé ? Il n'y a pas lieu ici à protection des intérêts des tiers. Il ne s'agit pas de dommages-intérêts, mais d'une amende, c'est-à-dire d'une peine ayant pour but de punir un coupable. Il y a deux fautes, dit le législateur italien, toutes deux fautes directes : l'une, celle du préposé, consiste dans le fait de l'infraction commise ; l'autre, celle du commettant, consiste dans la « méconnaissance de l'obligation de faire respecter la disposition légale qui a été violée ». Alors, pourquoi une seule sanction qui, dans le cas où le préposé est solvable, ne frappera pas l'un des coupables ? Nous nous trouvons en présence d'une faute qui tantôt sera punie et tantôt ne le sera pas.

D'un autre côté, ce paiement de l'amende qui, ne l'oublions pas, est une peine, comporte trois sortes de conditions d'exercice.

En premier lieu, le préposé est solvable : il paiera et le commettant ne sera pas inquiété.

En second lieu, le préposé est insolvable, mais le

commettant est solvable : le commettant paiera et c'est le préposé qui ne sera pas inquiété.

En troisième lieu, le préposé et le commettant sont l'un et l'autre insolvable : le commettant se trouvera dans la même situation que dans le premier cas. Sa quiétude ne sera pas troublée. C'est de nouveau le préposé qui subira les conséquences de son acte, en étant incarcéré.

Comment parler de la personnalité des peines ? Le préposé et le commettant jouent à cache-cache. C'est à celui qui ne sera point passible de la sanction. La partie n'est pas égale d'ailleurs. Le jeu est dangereux pour le préposé. Il risque la prison si le commettant est insolvable. On nous répondra sans doute que l'on n'est pas solvable ou insolvable selon son bon plaisir. Il ne suffit pas de dire : « Je ne peux pas payer », pour être laissé tranquille. Soit, mais il est indéniable que l'on peut toujours dissimuler plus ou moins partie de son avoir.

Ce système, fort critiquable, nous permet donc de n'en apprécier que plus le nôtre. Lorsqu'un individu commet une faute, c'est contre lui que la Société doit sévir. Lui seul peut encourir la peine qui réprime l'infraction. Il peut y avoir des exceptions, mais celles-ci doivent être rares et justifiées : il ne convient pas d'édicter en règle générale, comme l'a fait le législateur italien, la responsabilité de l'amende pour la personne tenue du fait d'autrui.

Que, du point de vue civil, on prononce une responsabilité du fait d'autrui, soit, puisqu'il y a lieu de protéger les intérêts d'un tiers. Mais, lorsqu'il s'agit de punir, appliquons scrupuleusement le principe de l'individualité des peines.

TITRE II

Quelles sont les personnes civilement responsables du fait d'autrui en matière pénale.

Les personnes civilement responsables du fait d'autrui sont désignées par les articles 73 et 74 du Code Pénal. L'article 73 prévoit la responsabilité des hôteliers et aubergistes dans certains cas spéciaux que nous envisagerons. L'article 74 déclare responsables du fait d'autrui, devant les tribunaux répressifs, les personnes considérées comme civilement responsables par l'article 1384 du Code Civil auquel il renvoie. Ajoutons que des lois spéciales ont édicté, pour certains cas précis, la responsabilité du mari pour délits de la femme, la responsabilité des gardes champêtres, des propriétaires de navires, des propriétaires de journaux. D'autre part, certaines personnes, physiques ou morales, ne peuvent jamais être déclarées civilement responsables : tels sont les agents diplomatiques, les assureurs, les administrations publiques, — celles-ci après maintes controverses dans la doctrine et la jurisprudence.

C'est sur l'ensemble de ces points que portera l'étude entreprise dans le présent titre.

CHAPITRE I

Responsabilité civile du fait d'autrui des aubergistes et hôteliers devant les tribunaux répressifs.

L'article 73 du Code Pénal, qui définit cette responsabilité, est ainsi conçu :

« Les aubergistes et hôteliers convaincus d'avoir logé, plus de vingt-quatre heures, quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable ; sans préjudice de leur responsabilité dans le cas des articles 1952 et 1953 du Code Civil. »

Cet article complète, du point de vue pénal, l'article 475 § 2 du Code Pénal, du point de vue civil, les articles 1952 et 1953 du Code Civil. L'article 475 § 2 du Code Pénal réprime la contravention commise par les hôteliers et aubergistes en ne portant pas sur leurs registres les mentions prescrites par la loi. Les articles 1952 et 1953 du Code Civil rendent les hôteliers et aubergistes responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux. L'article 73 va beaucoup

plus loin, lorsqu'il déclare que les hôteliers et aubergistes sont civilement responsables des crimes et des délits commis, sous certaines conditions, par leurs locataires.

Il faut, d'ailleurs, considérer cette responsabilité comme absolument indépendante de celle prévue par les articles 1952 et 1953 du Code Civil, où ils sont cités en qualité de dépositaires et garants des effets déposés chez eux par le voyageur. De même, cette responsabilité est-elle indépendante de celle de l'article 475 § 2 du Code Pénal : celui-ci prononce contre les aubergistes une amende de six à dix francs lorsqu'ils ne tiendront pas les registres prescrits par la loi. Il ne s'agit que d'une sanction pour contravention aux règlements. Quant à l'article 73, il prononce une responsabilité civile des suites d'un crime ou d'un délit commis pendant la contravention.

Cette responsabilité, très rigoureuse, n'a pas été admise sans difficulté lors de la discussion du Code Pénal. Aussi allons-nous voir l'historique de cette discussion, puis nous étudierons les conditions nécessaires pour que cette responsabilité soit encourue, ainsi que la prescription qui y est applicable.

SECTION I.

Historique de l'article 73.

Le 29 juillet 1809, lors de la séance du Conseil d'Etat, le Comte Treilhard présentait le livre II du projet du Code Pénal. Ce livre II comprenait l'article 73. Celui-ci était alors ainsi rédigé :

« Les aubergistes et hôteliers, convaincus d'avoir logé quelqu'un qui aurait commis un crime ou un délit dans le même arrondissement communal, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable ; sans préjudice de leur responsabilité, dans le cas des articles 1952, 1953 et 1954 du Code Napoléon. »

Il n'y eut sur cet article aucune observation des membres du Conseil d'Etat.

Mais d'autres articles ayant été discutés, le Comte Treilhard présenta le 3 octobre 1809 une nouvelle rédaction du livre II du projet du Code Pénal. Dans celle-ci, on avait quelque peu modifié l'article 73. C'est ainsi qu'avait été ajoutée la condition que le crime ou le délit ait été commis pendant le séjour du voyageur dans l'auberge ou l'hôtel. D'un autre côté, on avait supprimé la condition que le crime ou le délit fussent commis dans le même arrondissement communal. Enfin, maintenant l'allusion aux articles 1952 et 1953, on avait enlevé celle à l'article 1954 du Code Napoléon, absolument inutile.

A l'issue de la séance du 3 octobre 1809, rapporte l'historien, « S. A. S. le Prince Archichancelier de l'Empire ordonna que le Livre II du projet de Code Pénal soit communiqué, par le Secrétaire Général du Conseil d'Etat, au président de la Commission du Corps Législatif ».

La Commission du Corps Législatif fit de nombreuses observations sur l'article 73. Après quelques discussions sur la place des mots, elle en vint même à de-

mander la suppression de l'article. Elle invoquait en faveur de cette suppression des arguments qui aujourd'hui nous paraissent vains, mais qui alors n'étaient pas sans valeur. Cette responsabilité, non seulement inutile, lui parut dangereuse. Elle fit observer que certaines auberges, placées sur des points très fréquentés, comme le cours de la Saône à Mâcon ou à Châlons, abritaient chaque jour quarante à cinquante personnes qui arrivaient par des barques publiques au même instant et qui, après avoir passé là quelques heures de la nuit, repartaient vers trois ou quatre heures du matin. « Dans un si grand mouvement journalier, dit-elle, comme dans celui qui a lieu presque partout la veille et les jours de foire, n'est-il pas facile qu'un aubergiste oublie un ou plusieurs individus ? Une telle omission compromettra néanmoins sa fortune, si l'un d'eux commet un crime. »

D'autre part, la Commission fit remarquer que, dans la presque totalité des campagnes, les hôteliers ne savaient pas écrire : la majorité de ces cabaretiers et logeurs, « qui sont dans le cas de loger plus que les autres cette classe d'hommes obscurs et vagabonds qui commettent la plupart des vols », était incapable de tenir ces registres.

Comme conclusion, la Commission du Corps Législatif déclara que la responsabilité de l'article 73 « pourrait ruiner facilement une multitude de citoyens, faire bientôt cesser une profession si nécessaire au commerce, aux voyageurs et aux communications des hommes entre eux ».

Le 6 janvier 1810, le Comte Treilhard, au nom de la Section intéressée du Conseil d'Etat, rendit compte à l'Assemblée Générale de ce Conseil des observations

de la Commission de Législation du Corps Législatif. Il ajouta qu'elles n'offraient pas assez d'importance et que la Section y avait eu égard. A la suite de ces explications, il présenta la rédaction définitive de ce projet. Une addition fondamentale avait été apportée à l'article 73. Impressionnée malgré tout par les arguments de la Commission du Corps Législatif, la Section du Conseil d'Etat avait ajouté que les voyageurs devraient avoir été logés plus de vingt-quatre heures chez les aubergistes et hôteliers, pour que ceux-ci pussent encourir la responsabilité de cet article.

Le Livre II du projet, approuvé par le Conseil d'Etat, fut renvoyé à la séance plénière du Corps Législatif. Et le chevalier Faure, conseiller d'Etat et orateur du gouvernement, pouvait, le 3 février 1810, parler, dans l'exposé des motifs du projet, de la responsabilité des hôteliers et aubergistes en ces termes :

« ... Il nous reste à parler d'une espèce de responsabilité qu'il appartenait au Code Pénal de consacrer dans ses dispositions, c'est celle des aubergistes et hôteliers qui n'auront pas inscrit sur leurs registres le nom, la profession et le domicile des personnes qu'ils ont logées.

« Si ces personnes ont, pendant leur séjour, commis un crime ou un délit, ils seront responsables de tout dommage qui en sera résulté. Ils devront s'imputer d'avoir négligé de prendre ces précautions salutaires qu'une sage police a prescrites dans tous les temps. On ne doit pas perdre de vue qu'ils ne seront soumis à cette responsabilité que lorsque le coupable qu'ils ont reçu dans leur maison y aura passé plus de vingt-quatre heures. Il eût été trop rigoureux, et même injuste, de leur appliquer la peine quelque courte qu'eût

été la durée de leur séjour. Lorsqu'un voyageur ne s'arrête que pendant quelques heures dans une hôtellerie, et disparaît pour faire place à d'autres qui n'y restent pas plus longtemps, il serait le plus souvent impossible de remplir à l'égard du premier comme à l'égard de ceux qui lui succèdent, toutes les formalités exigées par la loi. L'hôtelier ne doit répondre que de celui qu'il a été à portée de voir. Mais il est excusable de ne pas s'être mis en règle lorsque la personne qu'il a logée n'a quitté sa maison qu'après vingt-quatre heures. »

Le 13 février 1810, le projet fut voté par le Corps Législatif à la majorité de 240 voix contre 16. La nouvelle loi, composée du Livre II du Code Pénal — des personnes punissables, excusables ou responsables, pour crimes ou pour délits — fut promulguée le 23 février 1810.

SECTION II.

Causes et conditions de cette responsabilité.

L'article 73 constitue une exception au principe général de la responsabilité du fait d'autrui. C'est en raison de leur influence ou de leur autorité que les parents, les maîtres, les commettants, sont civilement responsables de leurs enfants, leurs élèves, leurs préposés, auteurs de l'action punissable. Ici, rien de tel. Il n'existe aucun lien, ni de droit, ni de fait, entre l'hôtelier et le locataire, puisqu'en cas d'inscription sur les registres des nom et qualités de celui-ci, la responsabilité n'existe plus. Le voyageur n'est pas sous la

dépendance de son hôte. Mais l'hôtelier, en n'observant pas les prescriptions de la loi, a commis une faute grave dont les conséquences peuvent être lourdes pour la victime. « L'article 73, déclarait dans un jugement du 22 mars 1906 le Tribunal Civil de Besançon (Pandectes Françaises, 1906.2.295, avec une note de M. Guyénot), en édictant contre les hôteliers et aubergistes, dans l'intérêt de la victime, une véritable pénalité privée, rappelant les anciennes peines privées du Droit romain, a eu pour but de réprimer le fait par les premiers, non d'avoir concouru, de quelque façon que ce soit, au crime ou au délit, mais d'avoir, par leur négligence, rendu illusoire l'action en réparation. »

Faute par lui de remplir une formalité facile et simple, l'hôtelier fournit à un coupable les moyens de se dérober plus facilement aux recherches. Sa négligence, favorisant l'impunité, pourra empêcher la victime ou ses ayants-cause de recevoir la juste réparation du crime ou du délit. Il est donc normal qu'il soit déclaré responsable du paiement de cette indemnité.

Mais, sévère, cette responsabilité doit obéir aux conditions strictement énumérées par la loi. L'article 73 est rédigé en termes fort explicites. Ces conditions sont : qu'il s'agisse d'aubergistes ou d'hôteliers, que ceux-ci aient logé le délinquant plus de vingt-quatre heures, que l'infraction ait été commise pendant le séjour du coupable dans l'hôtel ou l'auberge, qu'elle consiste en un crime ou un délit, que l'aubergiste ou l'hôtelier ait négligé d'inscrire sur ses registres le nom, la profession et le domicile du coupable.

Sur ces cinq conditions, la première et la dernière énoncées par l'article 73 réalisent la base même de la

responsabilité. Elles constituent la source de l'obligation, en déterminant quelles sont les personnes responsables et pourquoi elles sont responsables d'une infraction commise par autrui. Voyons, en premier lieu, ces deux conditions.

Et d'abord, quelles sont les personnes responsables ? Les aubergistes et hôteliers. En dehors de ces deux catégories d'individus, il n'est pas de place pour cette responsabilité spéciale. En effet, seules les personnes tenant habituellement des registres de police peuvent avoir à subir les conséquences de leur négligence. Des restaurateurs, des cafetiers, qui n'ont pas l'obligation de tenir de tels livres, ne sauraient encourir la responsabilité de l'article 73. De même en est-il des particuliers qui, sans en faire métier, hébergent momentanément des gens sous leurs toits. Recevant une personne chez eux, ils ne risquent pas de voir se retourner contre eux le fait d'avoir accidentellement abrité un étranger. Par contre, il convient d'assimiler aux hôteliers les logeurs ou loueurs de maisons garnies. Ainsi en a décidé la Cour de Cassation, dans un arrêt rendu par la Chambre des Requêtes le 20 mars 1872 (D. P. 1872.1.343), décision qui était motivée en les termes suivants :

« Attendu, en ce qui touche le sens de l'article 73 du Code Pénal, que les habitudes du langage judiciaire, telles qu'elles se révèlent, soit dans l'ancien droit attesté par Denizart, soit dans la loi du 22 juillet 1791, soit dans l'arrêt de Cassation des Chambres Réunies du 27 juin 1811 et dans l'avis du Conseil d'Etat de la même année, prouvent que les mots « aubergistes et hôteliers » employés dans l'article 73 du Code Pénal, comprennent virtuellement les loueurs de maisons garnies que nomme l'article 475 § 2 du même Code, lequel

article contient d'ailleurs un renvoi exprès aux dispositions dudit article 73... »

D'autre part, les aubergistes et hôteliers ne sont responsables que s'ils ont omis d'inscrire sur leurs registres le nom, la profession et le domicile du coupable. L'omission d'une seule de ces mentions est suffisante pour faire encourir aux aubergistes et hôteliers la responsabilité de l'article 73. Cependant, s'il y a eu erreur volontaire ou involontaire de la part du voyageur lorsqu'il a déclaré son nom, sa profession et son domicile, on ne saurait en rendre l'hôtelier responsable. Celui-ci n'a pas à vérifier les dires de son locataire. Comment, hébergeant pendant deux jours un touriste, pourrait-il s'assurer que le domicile indiqué est bien exact, alors que ce voyageur habite peut-être à des milliers de kilomètres ? Non, le devoir de l'hôtelier est d'enregistrer les déclarations qui lui sont faites, sans plus. Lorsqu'il aura ainsi agi conformément à la loi, il se sera mis à couvert de la responsabilité de l'article 73.

A côté de ces deux conditions qui constituent, avons-nous dit, la source de l'obligation, l'article 73 en énumère trois autres qui délimitent et restreignent le champ de cette responsabilité. Celles-ci sont non moins essentielles que les deux autres, puisque l'absence de l'une d'elles suffit à détruire cette responsabilité. Cependant nous les considérons à part, parce qu'elles ne touchent plus à la personne responsable, mais qu'elles sont le fait de l'auteur de l'infraction.

La première de ces trois conditions est que l'individu qui s'est rendu coupable du crime ou du délit ait logé pendant plus de vingt-quatre heures chez l'hôtelier. Nous avons vu que dans les premiers projets du

Conseil d'Etat, cette condition n'était pas mentionnée. C'est devant les observations de la Commission de Législation du Corps Législatif que le Conseil d'Etat décida de l'introduire dans l'article 73. Elle est justifiée par le va-et-vient incessant que l'on trouve dans certaines villes et qui ne permettrait pas aux aubergistes et hôteliers de suivre strictement, sans cela, les prescriptions de la loi.

La deuxième condition est que le crime ou le délit ait été commis pendant le séjour du coupable dans l'hôtel. On ne saurait rendre l'hôtelier ou l'aubergiste responsable des faits commis avant l'arrivée du voyageur ou après son départ. Cela est normal : en effet, l'hôtelier sera toujours puni en vertu de l'article 475 § 2 pour sa négligence. Mais la responsabilité de l'article 73, très sévère, doit être restreinte aux cas où le dommage causé à un tiers est directement aggravé par la faute de l'hôtelier. Et ceci ne se conçoit que lorsque c'est au cours de son séjour dans l'hôtel que le délinquant a commis l'infraction.

La troisième condition, enfin, est que l'infraction d'où dérive la responsabilité constitue un crime ou un délit. Peu importe la nature de ce crime ou de ce délit, peu importe qu'il s'agisse d'assassinat, de corruption de fonctionnaires, de vol, d'escroquerie, etc..., il suffit qu'il y ait crime ou délit. Mais une contravention de police ne saurait rendre civilement responsable l'aubergiste. La responsabilité étant fort rigoureuse, elle ne peut s'appliquer que pour une faute dont le caractère de gravité est indéniable. Aussi l'aubergiste ou l'hôtelier, civilement responsable, répondra-t-il de sa faute, en cette qualité, devant la Cour d'Assises ou le Tribunal Correctionnel. En tant que pénalement

responsable seulement, il sera traduit devant le Tribunal de Simple Police, juge de la faute sanctionnée par l'article 475.

SECTION III.

De la prescription applicable.

(L'arrêt Ripert.)

L'action civile, de l'instant où elle est exercée devant un tribunal répressif accessoirement à une action publique et en raison du dommage causé par une infraction, ne suit plus les règles de la prescription trentenaire applicable en matière civile. La prescription à laquelle elle est soumise est celle de l'action publique qui sanctionne la contravention, le délit ou le crime.

Quelle sera la prescription applicable à l'action résultant de l'article 73 du Code Pénal ? Sera-ce celle de la contravention commise par l'hôtelier, c'est-à-dire la prescription d'un an ? Sera-ce celle du délit ou du crime commis par le délinquant, c'est-à-dire la prescription de trois ou de dix ans ? La difficulté provient de la connexité des deux infractions. On considérera l'une ou l'autre de ces deux prescriptions comme applicable en la matière, suivant que l'on envisagera comme déterminante de l'action l'une ou l'autre des deux infractions.

Un arrêt célèbre fut rendu sur ce sujet à la fin du siècle dernier : nous voulons parler de l'arrêt Ripert (Aix, 15 mai 1871 ; Cass. Req. 20 mars 1872, D. P. 1872. 1.343). Un certain Ripert, propriétaire à Cannes d'une maison meublée, avait loué une partie de celle-ci en avril 1866 à un sieur Maroni, sans inscrire sur ses

registres les mentions prescrites par la loi. Peu après, Maroni quittait furtivement Cannes, ayant commis au détriment d'un certain Sève un crime de faux. Maroni fut condamné par coutumace par la Cour d'Assises des Alpes-Maritimes. Quant à Ripert, traduit devant le Tribunal de Simple Police pour avoir logé Maroni sans l'inscrire sur un registre de logeur, il fut condamné, par application de l'article 475 § 2 du Code Pénal, à une amende de un franc. Quatre ans plus tard, Sève, invoquant l'article 73, actionna Ripert devant le Tribunal de Grasse : il lui demandait, en qualité de civilement responsable, le paiement de dommages-intérêts. Le tribunal, considérant que la prescription de dix ans était seule applicable, accueillit la demande. La Cour d'Aix, sur appel, confirma le jugement, et la Chambre des Requêtes, rejetant le pourvoi de Ripert, justifia cette jurisprudence. La Chambre des Requêtes, d'ailleurs, ne s'étendant pas sur la question de la prescription, entérina purement et simplement les motifs de la Cour d'Aix. Ceux-ci étaient ainsi conçus :

« Attendu que l'action de Sève ne repose pas uniquement sur la contravention commise par Ripert, puisque cette contravention, prise isolément, ne lui causait aucun dommage et ne lui donnait droit à aucune réparation.

« Attendu que son action repose encore sur le fait criminel dont il a été la victime, et dont Ripert est déclaré responsable, quoiqu'il y soit resté entièrement étranger.

« Attendu que le crime et la contravention étant deux éléments essentiels dont la coexistence est nécessaire pour donner naissance à l'action, il n'est plus possible de déclarer cette action éteinte par la pres-

cription la plus courte applicable à la contravention qui, tant qu'elle demeurerait isolée, ne donnait ouverture à aucune action civile.

« Attendu, d'autre part, que l'action civile résultant de l'article 73 du Code Pénal, et ouverte contre l'hôtelier, n'est qu'une action accessoire à l'action principale ouverte contre l'auteur du crime et pouvant être dirigée solidairement contre les deux.

« Qu'on ne comprendrait pas que cette action accessoire et solidaire fut éteinte tant que l'action principale subsiste et qu'il est rationnel de les soumettre au même sort, etc... »

Cet arrêt de la Cour d'Aix, que confirma la Chambre des Requêtes, nous paraît discutable. Si l'action de la victime ne repose pas uniquement sur la contravention, on peut de même dire, qu'elle ne repose pas uniquement sur le crime. Il est certain qu'il faut la coexistence des deux infractions. Or, au bout d'un an, les conséquences de l'une d'elles sont anéanties. La prescription a pour effet d'effacer les traces d'une infraction non encore punie. Après une année, seules subsistent les conséquences d'un crime ou d'un délit, pour le crime pour neuf ans encore, pour le délit pour deux ans. La contravention de l'hôtelier, le crime ou le délit du locataire, sont les deux bases de la responsabilité de l'article 73. De l'instant où manque l'une de ces bases, on ne saurait plus parler de responsabilité.

D'autre part, nous nous trouvons ici, avons-nous vu, en présence d'une responsabilité spéciale du fait d'autrui. Il n'y a pas de présomption jouant contre l'hôtelier, comme c'est le cas pour les personnes civilement responsables en vertu de l'article 1384 du Code Civil. C'est en raison d'une faute qu'il a commise,

c'est en raison d'une négligence, c'est en raison du défaut d'inscription sur ses registres, que l'hôtelier est déclaré civilement responsable. Par conséquent, non seulement nous devons dire que la coexistence des effets des deux infractions est nécessaire, mais encore nous devons préciser que la contravention est l'infraction essentielle qui permet de frapper l'hôtelier.

La Cour d'Aix déclare très justement que l'action accessoire doit suivre le sort de l'action principale. Cela est certain. Mais peut-on dire que l'action intentée contre l'hôtelier est accessoire à celle intentée contre le délinquant ? Non. L'article 73 a créé une responsabilité de l'hôtelier, absolument indépendante de celle du délinquant. L'hôtelier est coupable d'une faute. L'action intentée contre lui a sa source dans cette faute : on ne peut la déclarer soumise aux règles d'une action publique intentée pour un crime ou un délit.

Enfin, nous avons vu que cette responsabilité de l'aubergiste ou de l'hôtelier est extrêmement rigoureuse et parfois hors de proportions avec la faute commise qui en est la source. Il faut donc limiter très strictement le champ de cette responsabilité. C'est la prescription la plus courte qui devrait être appliquée, non seulement pour des raisons de logique, mais encore pour des raisons d'humanité.

CHAPITRE II

Personnes civilement responsables du fait d'autrui en vertu de l'article 74 du Code pénal.

L'article 74 du Code Pénal, qui suit l'article consacré à la responsabilité des hôteliers et aubergistes, est ainsi conçu :

« Dans les autres cas de responsabilité civile qui pourront se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, les cours et tribunaux, devant qui ces affaires seront portées, se conformeront aux dispositions du Code Civil, livre III, titre IV, chapitre II. »

L'article 74 renvoie donc au Code Civil. Cependant, pendant le cours du xix^e siècle, d'autres cas de responsabilité du fait d'autrui en matière pénale se sont présentés à l'esprit du législateur. Nous allons donc voir successivement quels sont les responsables du fait d'autrui devant les juges répressifs, en vertu du Code Civil et en dehors de celui-ci.

SECTION I.

Personnes civilement responsables conformément aux dispositions du Code civil.

Les personnes que l'article 74 du Code Pénal considère comme civilement responsables conformément au Code Civil sont celles énumérées par l'article 1384 de ce Code. Ces personnes sont donc : le père, et la mère après le décès du mari, pour les dommages causés par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; les maîtres et les commettants pour les dommages causés par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ; les instituteurs et les artisans pour les dommages causés par leurs élèves ou apprentis pendant le temps que ceux-ci sont sous leur surveillance. L'article 1384 ajoute que la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public : nous considérerons cette responsabilité spéciale plus loin (V. *infra*, Chapitre III du présent titre, Section III, *in fine*).

L'article 1384 contient une énumération limitative. Celle-ci ne saurait être étendue par voie d'analogie, puisqu'il s'agit d'une présomption de faute dérogatoire au droit commun. Un arrêt récent de la Chambre Criminelle (15 juin 1934, D. H. 1934.495) est venu confirmer ce principe. Des personnes avaient invité chez elles leur neveu mineur. Celui-ci commit un homicide par imprudence au cours d'une partie de chasse. Le père et la mère seuls, déclara la Chambre Criminelle, peuvent être déclarés civilement responsables, même si l'oncle et la tante se sont rendus coupables de négligence :

« Attendu que les oncles ne sont pas compris dans la catégorie des personnes auxquelles l'article 1384 impose la responsabilité civile du dommage causé par les enfants mineurs habitant avec eux...

« Attendu que pour retenir la responsabilité civile des époux Thomas (oncle et tante), la Cour d'Appel constate qu'ils ont failli à leur devoir de surveillance sur le mineur qui leur avait été confié pendant les vacances...

« Mais attendu que de tels motifs ne sauraient justifier la décision par laquelle la Cour d'Appel a retenu Thomas comme étant substitué pour partie à la responsabilité civile précédemment établie à la charge de Robin père... »

Ainsi, les personnes civilement responsables sont-elles strictement déterminées. Les père et mère, l'instituteur, l'artisan, peuvent d'ailleurs, conformément à l'article 1384, être exonérés de cette responsabilité s'ils prouvent qu'ils n'ont pas pu empêcher l'infraction. Au contraire, les maîtres et les commettants sont responsables en vertu d'une présomption absolue : aucune preuve ne peut les exempter de la charge du paiement des réparations civiles, leur faute ayant consisté dans un mauvais choix de leurs domestiques ou de leurs préposés.

Ajoutons qu'une même personne peut être civilement responsable de l'auteur d'une infraction et pénalement responsable comme auteur ou complice de cette même infraction. En tant que pénalement responsable elle sera tenue, à côté du paiement des dommages-intérêts et des frais, au paiement de l'amende. Elle pourra même encourir une peine privative de liberté. En tant que civilement responsable, elle sera

tenue, même au cas où l'infraction ne serait pas prouvée à son égard, au paiement des réparations civiles.

SECTION II.

Personnes civilement responsables en dehors du Code civil.

En dehors des personnes responsables du fait d'autrui énumérées par le Code Civil, il y a un certain nombre de personnes qui encourent cette responsabilité devant les tribunaux répressifs, en vertu de lois spéciales. Ces personnes sont : le mari pour certains délits de la femme, les gardes champêtres, les propriétaires de navires et les propriétaires de journaux.

§ 1. — *Responsabilité civile du mari pour délits de la femme.*

En règle générale, le mari n'est pas civilement responsable des faits délictueux commis par sa femme. Cependant, trois textes ont prévu cette responsabilité pour des infractions spéciales, à savoir les infractions en matière rurale, en matière de pêche et en matière forestière. Ces textes ne présentant pas un intérêt essentiel, nous nous contenterons de les citer sans les commenter.

A. Loi du 6 octobre 1791, titre II, art. 7, en matière rurale.

« Les maris, pères, mères, tuteurs, maîtres, entrepreneurs de toute espèce, seront civilement responsables des délits commis par leurs femmes et enfants,

pupilles, mineurs n'ayant pas plus de vingt ans et non mariés, domestiques, ouvriers, voituriers et autres subordonnés. »

B. Loi du 15 avril 1829, titre VI, art. 74, en matière de pêche.

« Les maris, pères, mères, tuteurs, fermiers et porteurs de licences, ainsi que tous propriétaires, maîtres et commettants, seront civilement responsables des délits en matière de pêche commis par leurs femmes, enfants mineurs, pupilles, bateliers et compagnons, et tous autres subordonnés, sauf tout recours de droit. »

C. Code forestier, art. 206.

« Les maris, pères, mères et tuteurs, et en général tous maîtres et commettants, seront civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants mineurs et pupilles, demeurant avec eux et non mariés, ouvriers, voituriers et autres subordonnés, sauf tout recours de droit. »

§ 2. — Responsabilité des gardes champêtres.

Les gardes champêtres doivent faire à l'autorité municipale un compte rendu de tous les délits surpris par eux. Ils engagent sinon, par leur négligence, leur propre responsabilité qui vient se substituer, au point de vue des réparations civiles du moins, à celle du délinquant. Cette responsabilité est prévue par la loi du 6 octobre 1791 qui, dans son article 7, déclare : « Ils (les gardes champêtres) seront responsables des dommages, dans le cas où ils négligeront de faire, dans les vingt-quatre heures, les rapports des délits. » Nous

sommes en présence d'une responsabilité fondée sur le fait qu'en omettant d'accomplir son devoir, le garde champêtre nuit aux intérêts des tiers, victimes de l'infraction.

Cette responsabilité ne repose sur aucune présomption, mais sur une faute commise par le garde champêtre. A ce titre, il convient de la rapprocher de la responsabilité des hôteliers et aubergistes, prévue par l'article 73 du Code Pénal et examinée dans le précédent chapitre. Ce sont en effet, dans notre législation, les deux seuls cas où une personne peut être déclarée civilement responsable du fait d'autrui en raison d'une faute personnelle, précisée par la loi. Il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'une faute ayant permis l'infraction, mais d'une faute qui porte atteinte aux droits à réparation de la victime.

§ 3. — *Responsabilité des propriétaires de navires.*

Cette responsabilité est édictée par l'article 216 § 1 du Code de Commerce, ainsi conçu :

« Tout propriétaire de navire est civilement responsable des faits du capitaine, et tenu des engagements contractés par ce dernier, pour ce qui est relatif au navire et à l'expédition. »

Cette responsabilité concerne, de même que l'action devant les tribunaux civils, l'action civile accessoire à l'action publique intentée devant un tribunal répressif. En cas de naufrage, par exemple, les victimes ou leurs ayants-cause pourront, à côté de l'action publique poursuivie contre le capitaine pour blessures ou homicide par imprudence, attirer devant le tribunal correctionnel l'armateur, en qualité de civilement res-

ponsable. La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a même jugé (17 février 1928, D. H. 1928.184) que l'armateur était responsable des conséquences d'un naufrage causé par la faute de son capitaine, alors que les passagers, victimes du sinistre, avaient été embarqués à l'insu de l'armateur par une complaisance irrégulière du capitaine.

Cependant, l'article 216 ajoute dans son § 2 :

« Il (le propriétaire du navire) peut, dans tous les cas, s'affranchir des obligations ci-dessus par l'abandon du navire et du fret. »

Il s'agit là d'une règle absolue et générale. Aussi l'armateur pourra-t-il faire abandon de son navire pour échapper à la responsabilité du fait de son capitaine, même lorsque le navire aura péri entièrement, sans avoir égard aux intérêts ainsi lésés des parties civiles (Caen, 12 mars 1930. *Le droit maritime français*, 1^{er} avril 1930.167).

Ce n'est que pour sa responsabilité des faits du capitaine que le propriétaire pourra faire abandon de son navire. S'il est personnellement en faute l'abandon devient inopérant (Civ. 25 mars 1929, D. H. 1929.233). Mais tant qu'il répond de la faute d'autrui — et c'est ce qui nous intéresse — l'abandon lui est permis.

§ 4. — *Responsabilité des propriétaires de journaux.*

L'article 44 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 crée une responsabilité civile particulière à la charge des propriétaires de journaux et de périodiques. Ils sont civilement responsables des condamnations pécuniaires prononcées au profit des tiers, contre les personnes que les articles 42 et 43 déclarent pénalement

ment responsables comme auteurs principaux ou comme complices. L'article 44 est ainsi rédigé :

« Les propriétaires de journaux ou écrits périodiques sont responsables des condamnations pécuniaires prononcées au profit des tiers contre les personnes désignées dans les deux articles précédents, conformément aux dispositions des articles 1382, 1383 et 1384 du Code Civil. »

Les personnes visées dans les articles 42 et 43 et dont les propriétaires de journaux sont déclarés responsables sont : les gérants, éditeurs, auteurs, imprimeurs, vendeurs, distributeurs et afficheurs.

Il s'agit là d'une responsabilité civile. Les propriétaires de journaux, dit l'article 44, « sont responsables des condamnations pécuniaires prononcées au profit des tiers ». Une circulaire du Garde des Sceaux, Cazot, adressée le 9 novembre 1881 à tous les Procureurs Généraux, rappelle d'ailleurs ce principe : la responsabilité incombant aux propriétaires de journaux, en vertu de l'article 44 de la loi du 29 juillet 1881, ne peut porter que sur le paiement de dommages-intérêts (*Journal Officiel*, 10 novembre 1881). Certaines Cours d'Appel, cependant, ont voulu, par une fausse application de la loi, étendre cette responsabilité à toutes les condamnations pécuniaires, même aux amendes. Mais la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a chaque fois cassé ces arrêts. C'est ainsi que, par un arrêt du 5 mai 1892 (D. P. 1893.1.270), elle a cassé un arrêt déclarant le directeur de la Société anonyme d'un journal responsable de toutes les condamnations pécuniaires prononcées contre le gérant, « attendu que la responsabilité civile ne peut, sauf les cas où la loi en dispose autrement, s'appliquer qu'aux restitutions et

dommages-intérêts, et non à l'amende... attendu que l'article 44 de la loi du 29 juillet 1881 ne fait aucune exception à ce principe... » De même, dans un arrêt du 8 juillet 1898 (D. P. 1900.1.87), la Chambre Criminelle rappelait cette règle en termes formels :

« Attendu que le principe que la responsabilité civile se borne, sauf les exceptions résultant d'un texte spécial, aux restitutions, dommages et intérêts et dépens et ne s'étend pas aux amendes, est applicable, en matière de presse, aux propriétaires de journaux ou écrits périodiques...

« Attendu que lorsque le gérant d'un journal a été condamné à une amende et aux dépens du procès, c'est à tort que le propriétaire de ce journal est déclaré civilement responsable « des condamnations pécuniaires » prononcées contre ce gérant, ces expressions générales comprenant, non seulement les dépens, mais aussi l'amende à laquelle a été condamné le gérant... »

Ajoutons que cette responsabilité civile du fait d'autrui, édictée par l'article 44 de la loi du 29 juillet 1881, a été reproduite en termes identiques dans l'article 7 du décret du 30 décembre 1898, relatif au régime de la presse en Indo-Chine.

§ 5. — *Responsabilité des groupements politiques.*

La responsabilité dont nous voulons parler ici n'a pas encore un caractère légal. Cependant, un projet de loi ayant été déposé par le gouvernement le 20 novembre 1934 sur le bureau de la Chambre des Députés, nous avons pensé qu'il était intéressant, sans s'étendre à ce sujet puisque les Chambres peuvent encore y apporter des modifications, d'en préciser du moins la

portée (V. Projet de loi, n^o 4142. *J. O.* Débats parlementaires. Chambre, 21 novembre 1934, p. 2488).

Il s'agit ici des manifestations dans la rue. Ce projet a un but d'ordre intérieur. Il commence par mentionner les autorisations dont les groupements politiques ou les associations doivent être munis pour se livrer à des manifestations dans la rue. Puis, dans le cas de manifestations non autorisées ou de port d'armes prohibé par les manifestants, il édicte, à côté de la responsabilité pénale des délinquants, la responsabilité civile des groupements ou associations. Celle-ci, d'après le projet du gouvernement, ne s'étend qu'aux dommages causés aux tiers par des manifestants.

SECTION III.

Cas spécial. Sénateurs et Députés.

Les Sénateurs et les Députés sont couverts, pendant la durée des sessions du Parlement, par une immunité spéciale. En vertu de celle-ci, ils ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux répressifs pendant les périodes où siègent les Chambres. Cette immunité est d'ailleurs constitutionnelle, ayant été édictée par l'article 14 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, ainsi conçu :

« Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

« La détention ou la poursuite d'un membre de l'une

ou de l'autre Chambre est suspendue, pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert. »

Si l'on appliquait strictement cette règle, il faudrait dire que Sénateurs et Députés ne peuvent être cités, en matière pénale, ni comme pénalement responsables, ni comme civilement responsables. Mais est-ce là ce qu'a voulu la loi ? Non. Dans l'esprit du législateur de 1875, il ne pouvait s'agir que de l'action publique poursuivie devant les tribunaux répressifs, et non de l'action civile accessoire à celle-ci. C'est du reste l'opinion, aujourd'hui incontestée, de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation qui, dans un arrêt du 3 août 1893 (D. P. 1896.1.425), s'exprimait ainsi :

« ... Attendu que si, aux termes de l'article 14 de la Constitution du 16 juillet 1875, aucun membre de l'une ou l'autre des deux Chambres ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit, cette disposition exceptionnelle ne doit pas être étendue au cas où la poursuite a lieu, même devant les juridictions de répression, pour une simple responsabilité civile.

« Attendu en effet que dans ce cas il n'y a lieu ni à arrestation, ni même à contrainte par corps au cas de condamnation... »

Cet arrêt se justifie par le but de l'article 14 de la loi du 16 juillet 1875. Cet article n'a pas, en effet, été conçu dans l'intérêt individuel des parlementaires, mais dans l'intérêt collectif des électeurs. Il faut que, lors de la session des Chambres, tous les électeurs soient représentés par ceux qu'ils ont mandatés. Si ceux-ci manquent à leur devoir d'assiduité, il ne faut

pas que ce soit pour une raison autre que leur propre volonté. Surtout, il ne faut pas qu'une autorité quelconque puisse porter atteinte à la liberté et à l'indépendance du pouvoir législatif. Le vote des lois qui régissent le pays est un droit sacré : le pouvoir exécutif ne peut pas en déposant, soit directement, soit par personne interposée, une plainte contre un Député ou un Sénateur, retenir celui-ci loin du Parlement afin de dénaturer la valeur des votes parlementaires, expression de la volonté du pays.

Mais, lorsqu'il s'agit d'une action civile accessoire à l'action publique intentée contre un autre individu, en est-il de même ? En quoi la condamnation d'un Député ou d'un Sénateur à une réparation pécuniaire sera-t-elle une entrave à la bonne marche du travail des deux Chambres ? L'article 14 de la loi du 16 juillet 1875 n'interdit pas les procès civils intentés aux parlementaires. De même en doit-il être dans le cas où le parlementaire est poursuivi devant le tribunal répressif, en qualité de civilement responsable du fait d'autrui.

Cette opinion doit d'autant plus être consacrée que, depuis la loi de 1867, la contrainte par corps n'est plus applicable aux dettes civiles (V. *infra*, 3^e Partie, Chapitre II). Ainsi, en aucune façon, les Sénateurs et les Députés ne peuvent-ils avoir à subir des peines privatives de liberté, qui dépeuplèrent à propos les séances. Et, en toute circonstance, pendant les sessions ou en dehors de celles-ci, ils sont civilement responsables des contraventions, des délits ou des crimes commis par leurs enfants, leurs domestiques, leurs préposés.

CHAPITRE III

Personnes physiques ou morales qui ne peuvent être déclarées civilement responsables du fait d'autrui en matière pénale.

Nous nous trouvons ici en présence de personnes qui, d'une manière absolue, ne peuvent encourir la responsabilité envisagée dans le présent ouvrage. Ces personnes, d'ailleurs, peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales auxquelles la personnalité juridique est reconnue. Leur non-responsabilité devant un juge répressif s'explique pour des raisons diverses. Tantôt, tels sont les agents diplomatiques, c'est parce qu'elles jouissent d'une immunité exceptionnelle. Tantôt, c'est qu'il s'agit de personnes dont la responsabilité, étant toute contractuelle, exclut la compétence attribuée par l'article 74 du Code Pénal aux tribunaux répressifs : tel est le cas des assureurs. Tantôt enfin, avec la responsabilité des administrations publiques, c'est que nous sortons des cadres du Droit Privé.

SECTION I.

Agents diplomatiques.

Les agents diplomatiques jouissent, dans tous les pays, en vertu du Droit des Gens, d'une immunité particulière. Ils ne peuvent être traduits devant les tribunaux, pas plus au civil qu'au pénal. Aucune action ne peut être intentée contre eux (Paris, 30 juin 1875, S. 1877.2.17 ; Seine, 10 février 1893, *G. P.* 1893.1.212).

Ne impediatur legatis, disait la loi romaine. Cette proposition, aujourd'hui, s'adapte aux ministres des puissances étrangères, comme elle s'appliquait aux envoyés des villes ou des provinces. Aussi, dès le XVIII^e siècle, Montesquieu pouvait-il dire en parlant d'eux : « Aucun obstacle ne doit les empêcher d'agir. Ils peuvent souvent déplaire, parce qu'ils parlent pour un homme indépendant. On pourrait leur imputer des crimes, s'ils pouvaient être punis pour des crimes ; on pourrait leur supposer des dettes, s'ils pouvaient être arrêtés pour dettes. Un prince qui a une fierté naturelle parlerait par la bouche d'un homme qui aurait tout à craindre. Il faut donc suivre, à l'égard des ambassadeurs, les raisons tirées du Droit des Gens » (*Esprit des lois*, Livre XXVI, Chapitre XXI).

On a prétendu, pour expliquer cette immunité, qu'elle n'avait qu'un but : empêcher que le ministre, ayant une résidence fixe et obligatoire en France, puisse être distrait de ses juges nationaux qui sont à l'étranger. Elle constitue, a-t-on dit, une dérogation à la règle de l'article 14 du Code Civil, et elle a cette conséquence que le ministre ne sera poursuivi que

dans son propre pays, qu'il est censé n'avoir jamais quitté.

C'est là faussement raisonner. Ce n'est pas dans son intérêt personnel, mais dans l'intérêt de sa fonction, que le ministre jouit de l'immunité diplomatique. S'il n'est pas justiciable des tribunaux français, c'est qu'on le considère uniquement comme le représentant des monarques ou des gouvernements dont il est l'envoyé.

Aussi y a-t-il lieu d'établir une différence entre les consuls et les ministres plénipotentiaires. Les consuls ne représentent pas, dans les villes où ils siègent, des gouvernements ou des monarques. Ils sont là pour veiller aux intérêts des nationaux de leurs pays d'origine. Ils n'ont pas besoin de jouir de la même indépendance que les ambassadeurs ou les légats. Toute parole qui leur est adressée, tout geste accompli à leur égard, ne sont pas considérés comme visant la personne de leurs souverains ou de leurs gouvernements. C'est pourquoi il conviendra de distinguer les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, de leurs faits personnels : pour ceux-ci ils seront justiciables des tribunaux français, pour ceux-là ils jouiront de l'immunité diplomatique. Or ici, nous les considérons en tant que civilement responsables de contraventions, de délits ou de crimes commis par autrui. Généralement, nous nous trouverons donc en présence d'actes qu'ils ne pourront prétendre avoir été accomplis en vertu de leurs fonctions. Aussi pourront-ils être attraites devant les tribunaux répressifs pour y répondre civilement des infractions dont se seront rendus coupables leurs enfants, leurs domestiques, leurs préposés. C'est, d'ailleurs, ce qu'a jugé la Cour de Paris le 30 juin 1875 (S. 1877, 2.17).

Par contre, les ministres plénipotentiaires jouissent d'une immunité absolue, même pour les actes délicieux accomplis par autrui dont, en vertu de notre Droit, ils seraient déclarés civilement responsables s'ils pouvaient être considérés comme des personnes privées. Cette immunité est pleine et entière. Et Grotius, dès le xvii^e siècle, en donnait les raisons :

« Je suis pleinement persuadé, disait-il, que les peuples ont trouvé bon de faire ici, en la personne des ambassadeurs, une exception à la coutume reçue partout de regarder comme soumis aux lois du pays tous les étrangers qui se trouvent dans les terres de la dépendance de l'Etat. De sorte que, selon le Droit des Gens, comme un ambassadeur représente, par une espèce de fiction, la personne même de son maître, il est aussi regardé, par une fiction semblable, comme étant hors des terres de la puissance auprès de qui il exerce ses fonctions, et de là vient qu'il n'est point tenu d'observer les lois du pays étranger où il demeure en ambassade » (*Traité du Droit de la guerre et de la Paix*, Livre II, Chapitre XVIII).

Le ministre plénipotentiaire personnifie le gouvernement ou le souverain dont il est l'ambassadeur. Quels que soient les actes qu'il accomplît, c'est en cette qualité qu'il faut le considérer. Le siège de l'ambassade ou de la légation est considéré comme une parcelle de territoire étranger. Aussi ce privilège s'étend-il à tous les membres de la mission et même aux membres de la famille des agents diplomatiques (Cass. 19 janvier 1891, D. P. 1891.1.9).

Cependant, l'immunité diplomatique ne concerne pas les personnes attachées au service personnel des agents. C'est ce qu'a jugé la Cour de Cassation dans

un arrêt du 11 juin 1852 (D. P. 1852. 1. 192). C'est aussi l'opinion unanime de la doctrine. Laurent, dans son *Droit Civil International*, s'exprimait d'ailleurs sur ce sujet en un langage quelque peu virulent : « Qu'est-ce que la valetaille, disait-il, a de commun avec la parole du prince ? Est-ce que le caractère sacré que l'on reconnaît aux ambassadeurs peut se communiquer aux femmes de chambre et aux cuisinières ? » (*Droit Civil International*, tome III, n° 83).

Il faut surtout dire que si le personnel privé de l'ambassade ne jouit pas du privilège d'immunité diplomatique, c'est que, comme disait Grotius, nous sommes en présence d'une fiction légale. Or cette fiction légale, comme toute fiction, ne peut-être étendue, car elle est exorbitante du droit commun. Aussi se restreint-elle strictement à l'ambassadeur, ou au ministre dont on a voulu protéger l'indépendance, et à ceux qui, lui étant subordonnés, sont cependant revêtus du même caractère public.

SECTION II.

Assureurs.

Nous ne nous trouvons pas ici en présence d'une dérogation, au sens propre du mot, à la règle générale de la responsabilité du fait d'autrui. Cette responsabilité, en effet, est édictée par l'article 1384 du Code Civil auquel renvoie l'article 74 du Code Pénal. Or l'article 1384 ne considère que la responsabilité délictuelle, alors que la responsabilité de l'assureur a pour base un contrat.

On a prétendu, pour élargir le champ de cette responsabilité et attirer l'assureur devant le tribunal répressif, que la loi du 28 mai 1913, en ajoutant le § 8 à l'article 2102 du Code Civil, apportait une dérogation à l'article 74 du Code Pénal. L'article 2102 énumère les créances privilégiées sur certains meubles. Et le § 8 est ainsi conçu :

« Les créances privilégiées sur certains meubles sont :

...§ 8. — « Les créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par cet accident ou de leurs ayants-droit sur l'indemnité dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurance. »

Ainsi, a-t-on dit, en vertu de l'article 2102, l'assureur peut être cité devant le tribunal répressif en qualité de civilement responsable. Nous serions en présence d'un cas nouveau, à ajouter à ceux énoncés par l'article 1384. Et l'on devrait considérer que, si l'article 74 du Code Pénal ne renvoie pas à l'article 2102, c'est que celui-ci constitue une dérogation à la règle générale.

Mais ce raisonnement est absolument faux et il n'est plus personne aujourd'hui pour le soutenir. En effet, ce qu'a voulu le législateur de 1913, c'est créer contre l'assureur, au profit de la victime, un droit propre et direct. Il s'agit exclusivement d'une responsabilité civile. Celle-ci ne peut être invoquée que devant une juridiction civile. Car l'assureur n'est pas civilement responsable du fait de l'assuré, conformément aux dispositions de l'article 1384. C'est en vertu de son contrat qu'il est responsable. Et si la victime a un droit propre et direct contre l'assureur, c'est uniquement

dans le but d'obtenir plus facilement le paiement de l'indemnité qui lui est due. Mais le juge pénal n'a pas à connaître des effets de ce contrat. L'article 1^{er} § 2 du Code d'Instruction Criminelle décide que : « L'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage. » Sommes-nous en face d'une action en réparation du dommage, lorsque la victime actionne l'assureur en paiement de l'indemnité ? Non, c'est uniquement l'exécution du contrat d'assurance qui est poursuivie par la victime, substituée dans les droits de l'assuré. C'est d'ailleurs l'opinion unanime de la jurisprudence (Nantes, 22 février 1928, S. 1930.2.124 ; Seine, 25 février 1929 et 24 avril 1929, D. P. 1930.2.4 ; Saint-Quentin, 9 mai 1930 ; *Revue générale des Assurances Terrestres*, 1930.1113 ; Paris, 5 juin 1930, G. P. 1930.2.510 ; *Revue générale des Assurances Terrestres*, 1930.1094 ; Crim. 10 juin 1932, D. H. 1932.431).

Le jugement rendu par le Tribunal Correctionnel de la Seine, le 24 avril 1929, entre autres, est très explicite et fort bien motivé. Nous en extrayons les quelques passages suivants :

« ... Attendu que le requérant soutient que la victime d'un accident trouve dans les dispositions de l'article 2102 § 8 du Code Civil, modifié par la loi du 28 mai 1913, le droit d'engager une action directe contre l'assureur à raison de la responsabilité civile encourue par l'auteur de l'accident.

« ... Attendu que le législateur de 1913, en créant au profit du tiers accidenté un privilège nouveau sur l'indemnité due par l'assureur, a voulu lui donner un supplément de garantie dans une pensée de protection

et de sécurité juridique dont la jurisprudence s'est inspirée en permettant à la victime de l'accident d'appeler devant la même juridiction civile l'auteur de l'accident et l'assureur de sa responsabilité civile.

« ... Attendu qu'en matière pénale tout est de droit étroit et que l'on ne saurait par voie d'analogie étendre les dispositions relatives à la responsabilité civile devant la juridiction répressive.

« Attendu qu'après avoir prévu, dans l'article 73 du Code Pénal, les cas dans lesquels les aubergistes et hôteliers seront responsables des crimes et délits commis dans leurs établissements, l'article 74 du Code Pénal dispose de la façon la plus formelle : « Dans les autres cas de responsabilité civile qui pourraient se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, les cours et tribunaux devant qui ces affaires seront portées se conformeront aux dispositions des articles 1382 à 1386 du Code Civil. »

« Attendu que ce texte a un caractère impératif.

« Attendu que la source de toute responsabilité civile en matière pénale se trouve dans la négligence des personnes chargées de surveiller leurs enfants ou leurs préposés et qui n'ont pas rempli cette obligation ; qu'il ne saurait en être de même à l'égard des personnes non désignées dans les articles 1382 à 1386 du Code Civil et plus spécialement des Compagnies d'Assurances.

« Attendu que le principe qui domine la matière est qu'on ne peut répondre du fait d'autrui devant la juridiction pénale qu'en vertu d'une disposition expresse et formelle de la loi : « On ne peut ni étendre au délit dans leurs termes les cas de responsabilité, ni en créer pour cause d'analogie », enseignent MM. Faustin-

Hélie et Depeiges (*Pratique Criminelle des Tribunaux*, t. 2, n^o 252).

« Attendu qu'il n'appartient pas aux tribunaux de compléter la loi... »

Ce jugement consacre la thèse que, nous trouvant avec la responsabilité de l'assureur en face d'une responsabilité contractuelle, nous ne pouvons faire juge de celle-ci un tribunal pénal.

Celui-ci a pour tâche essentielle de réprimer. Accessoirement à cette tâche, il peut, dans l'intérêt de la partie civile, et en vertu des articles 2 et 3 du Code d'Instruction Criminelle, statuer sur une demande éventuelle de dommages-intérêts. Mais pour cela il faut un lien, de droit ou de fait, entre l'infraction commise et la réparation due par le civilement responsable. Ici, ce lien n'existe pas. La victime a une double action à exercer : d'une part, contre l'auteur du dommage pénalement responsable, en vertu du délit ; d'autre part, contre l'assureur que l'article 2102 a rendu débiteur de la créance née de l'accident. Or cette créance née de l'accident a sa source dans le contrat. C'est en vertu des termes de celui-ci que l'assureur se voit déclaré responsable. Au lieu de verser le montant de l'indemnité prévue au contrat entre les mains de l'assuré partie contractante, l'assureur, en vertu de l'article 2102 qui crée une sorte de stipulation pour autrui, la versera directement à la victime. Mais il ne faut pas pour cela considérer l'assureur comme une personne civilement responsable d'une infraction. Les civilement responsables qui, à ce titre, sont attirés devant la juridiction répressive, sont strictement énumérés par la loi. Quant à l'assureur, il ne peut être actionné qu'en rai-

son des effets d'un contrat civil d'assurance dont l'appréciation échappe au juge pénal.

Aux termes d'un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du 14 juin 1926 (D. P. 1927.1.57), les dispositions de l'article 2102 du Code Civil doivent être interprétées comme ayant donné à la victime de l'accident une action directe contre l'assureur de la responsabilité civile. Mais cette action a pour base unique le lien de droit établi entre eux par la création d'un nouveau privilège. L'assureur n'est ni pénalement, ni civilement responsable de l'infraction d'autrui. Sa responsabilité est exclusivement contractuelle, et non point délictuelle. C'est la thèse qu'a consacrée la Chambre Criminelle dans son arrêt du 10 juin 1932 (D. H. 1932.431). On ne peut attirer l'assureur devant les tribunaux répressifs, dit la Chambre Criminelle, attendu que celui-ci, « qui ne saurait être compris parmi les personnes énumérées dans les articles 1382 à 1386 du Code Civil, ne peut être recherché en vertu du délit reproché au prévenu, mais seulement à raison des effets d'un contrat civil d'assurance dont l'appréciation échappe à la juridiction répressive... »

SECTION III.

Administrations publiques.

Avec les agents diplomatiques, nous nous sommes trouvés en présence de personnes dont la responsabilité ne peut en aucun cas être engagée devant une juridiction française. Avec les assureurs, nous avons été en face de personnes qui, justiciables de nos tribunaux,

ne peuvent cependant être attirées devant une juridiction répressive. Avec les administrations publiques, c'est une troisième sorte d'incompétence que nous avons à déterminer. Les personnes morales, que constituent les administrations publiques, ne peuvent, pas plus que les assureurs ou les agents diplomatiques, être citées devant un tribunal répressif en qualité de civilement responsables du fait d'autrui. Mais, ici, le motif de l'incompétence se trouve dans le fait que les administrations publiques ne sont justiciables que des tribunaux administratifs. Contre cette thèse, cependant, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation s'est élevée et continue de s'élever d'une façon constante. Aussi nous trouvons-nous aujourd'hui, sur ce sujet, en présence d'un conflit de jurisprudence, non seulement entre diverses cours, mais encore au sein même de la Cour de Cassation, la Chambre Civile adoptant une attitude opposée à celle de la Chambre Criminelle.

§ 1. — *Les textes.*

Le Droit Intermédiaire, survenant après la législation de l'Ancien Régime, s'était dressé avec force contre toute ingérence des tribunaux judiciaires dans les actes de l'administration. On craignait l'ancien pouvoir des Parlements. Et c'est ainsi que la Constituante et la Convention votèrent la loi des 16-24 août 1790 et le décret du 16 fructidor an III. La loi des 16-24 août 1790 déclarait dans son article 13 :

« Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives. Les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler, de quelque manière que ce soit, les opéra-

tions des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions. »

Quant au décret du 16 fructidor, an III, il est ainsi conçu :

« La Convention Nationale, après avoir entendu son comité des finances, décrète qu'elle annule toutes procédures et jugements intervenus, dans les tribunaux judiciaires, contre les membres des corps administratifs et comités de surveillance, sur réclamation d'objets saisis, de taxes révolutionnaires, et d'autres actes d'administration émanés des dites autorités pour l'exécution des lois et arrêtés des représentants du peuple en mission, ou sur répétition des sommes et effets versés au Trésor public.

« Défenses itératives sont faites aux tribunaux de connaître des actes d'administration de quelque espèce qu'ils soient... »

Ces textes ont sans doute été rédigés sous la Révolution dans un but spécial : la haine des Parlements et la crainte d'un retour à l'Ancien Régime. Ce but, aujourd'hui, est devenu sans intérêt. Cependant ces deux lois n'ont pas été abrogées. Elles ont gardé toute leur valeur et leur signification. Les administrations publiques ne peuvent être citées devant un tribunal d'ordre judiciaire. On a prétendu pourtant que, dans le cas de responsabilité du fait d'autrui, c'est le droit commun qui devait s'appliquer. Pendant tout le *xix^e* siècle, Cours et Tribunaux ont discuté sur ce point. Aujourd'hui la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, seule, maintient le point de vue de la responsabilité de droit commun pour les administrations publiques. La Chambre Civile, le Conseil d'Etat, le Tribunal des Conflits soutiennent que, tout ce qui concerne

l'Administration étant de droit public et non point de droit privé, c'est aux tribunaux administratifs qu'il appartient de juger les conflits dans lesquels la responsabilité de l'Administration est engagée. Cependant, c'est seulement après une lente évolution que l'on est parvenu à dégager ces principes d'une foule de décisions. Nous allons donc examiner séparément, d'une part la jurisprudence du Conseil d'Etat, du Tribunal des Conflits et de la Chambre Civile de la Cour de Cassation, d'autre part la jurisprudence de la Chambre Criminelle. C'est d'ailleurs cette dernière qui nous intéresse le plus, puisque notre étude est consacrée à l'attraction du civilement responsable devant les tribunaux répressifs. Mais nous verrons combien sa théorie est osée et critiquable.

§ 2. — *La jurisprudence du Conseil d'Etat, du Tribunal des Conflits et de la Chambre Civile de la Cour de Cassation.*

A. Le Conseil d'Etat.

Depuis 1855, le Conseil d'Etat a fixé sa jurisprudence en cette matière. Pour lui, dans toute action en responsabilité dirigée contre les administrations publiques, il y a lieu de statuer sans tenir compte de l'article 1384 du Code Civil. Dans l'arrêt rendu le 6 décembre 1855 dans l'affaire Rotschild (D. P. 1859.3.34) il déclare :

« ... A l'administration seule il appartient, sous l'autorité de la loi..., de déterminer les rapports qui s'établissent entre l'Etat, les nombreux agents qui agissent en son nom, et les particuliers qui profitent de ses ser-

vices, et, dès lors, de connaître et d'apprécier le caractère et l'étendue des droits et obligations réciproques qui en doivent naître ; ces rapports, ces droits et obligations ne peuvent être réglés selon les principes et les dispositions du seul droit civil, et comme ils le sont de particulier à particulier, notamment en ce qui touche la responsabilité en cas de faute, de négligence ou d'erreur commises par un agent de l'administration... »

Ainsi, d'après le Conseil d'Etat, seuls les tribunaux administratifs sont juges de la responsabilité des administrations publiques, puisque ce sont les principes et les dispositions du droit public qui déterminent les rapports entre administrations et particuliers. En cas de faute d'un agent de l'administration, le droit privé n'a pas à être appliqué. Les derniers arrêts qu'a rendus le Conseil d'Etat consacrent cette théorie à laquelle, depuis quatre-vingts ans, il est resté fidèle (1^{er} août 1919, D. P. 1920.3.1 ; 11 août 1922 et 27 octobre 1922, *Revue du droit public*, 1922, p. 572 à 577 ; 9 février 1934, D. P. 1934.3.9).

B. Le Tribunal des Conflits.

C'est la même théorie que nous voyons reproduite dans la jurisprudence du Tribunal des Conflits. Le 8 février 1873, dans le célèbre arrêt Blanco (D. P. 1873.3.17), le Tribunal des Conflits, quelques années après l'arrêt Rotschild du Conseil d'Etat, déclarait :

« ... La responsabilité qui peut incomber à l'Etat pour les dommages causés aux particuliers par le fait des personnes qu'il emploie dans le service public ne peut être régie par les principes qui sont établis dans

le Code Civil pour les rapports de particulier à particulier... Cette responsabilité n'est ni générale ni absolue... Elle a ses règles spéciales qui varient suivant les besoins du service et la nécessité de concilier les droits de l'Etat avec les droits privés... Dès lors l'autorité administrative est seule compétente pour la connaître. »

Dans tous les arrêts qu'il a rendus par la suite, jusqu'en 1933, le Tribunal des Conflits a invariablement proclamé le même principe (15 février 1890, D. P. 1891.3.71 ; 10 mai 1890, D. P. 1891.3.108 ; 29 novembre 1890, D. P. 1892.3.4 ; 15 avril 1905, D. P. 1907.3.8 ; 29 février 1908, D. P. 1908.3.49 ; 11 avril 1908, D. P. 1908.3.67 ; 26 mai 1924, D. P. 1924.3.52).

Dans le dernier arrêt, rendu le 26 mai 1924, il s'agissait d'une action civile intentée devant le Tribunal Correctionnel contre le Préfet de Police, pris en qualité de civilement responsable d'un délit d'homicide par imprudence commis par un gardien de la paix. Le Tribunal des Conflits a rappelé le principe de l'incompétence de la juridiction répressive en ces termes :

« ... Considérant que l'action portée devant la Cour d'Appel de Paris, Chambre des Appels Correctionnels, tendait à faire déclarer le Préfet de Police, pris en sa qualité de représentant de la Ville de Paris, civilement responsable du délit d'homicide par imprudence relevé à la charge du gardien de la paix Lainé, qui aurait mortellement atteint d'une balle de revolver le sieur Lemetti qu'il conduisait au poste de police.

« Considérant que l'appréciation de la responsabilité encourue par l'administration publique dont le sieur Lainé était le préposé, ne relève que de la juridiction

administrative ; que c'est donc à bon droit que le préfet de police a revendiqué pour cette autorité la connaissance de la demande en déclaration de responsabilité civile formée par la dame Lemetti, etc... »

Cependant, en 1933, dans un arrêt isolé, le Tribunal des Conflits se prononce dans le sens contraire. Le 11 juillet 1933 (aff. Mélinette, D. P. 1933.3.65) il déclare que l'autorité judiciaire est compétente pour déclarer une administration communale civilement responsable envers les victimes des délits commis par ses préposés « dans l'exercice ou à l'occasion de fonctions ne rentrant pas dans les attributions exclusives de la puissance publique ».

Cet arrêt fut soumis à une violence critique de la part de quelques auteurs (Blaevoet, D. P. 1933.3.65 ; Jèze, *Revue de Droit Public*, 1933, p. 426-428 ; Albert, S. 1933.3.97 ; Waline, D. P. 1934.3.9). On lui reprocha de rompre sans raison avec une jurisprudence bien établie. On fit apparaître le manque de netteté de ses motifs et le caractère quelque peu sibyllin de ses formules.

Quatre mois plus tard, le 27 novembre 1933, le Tribunal des Conflits revenait à son ancienne jurisprudence (aff. Verbanck, D. P. 1934.3.9). D'après celle-ci, la responsabilité des administrations publiques ne peut être arbitrée conformément aux règles du Droit Privé, par les tribunaux de l'ordre judiciaire. En effet, les relations des administrations publiques avec leurs agents n'ont aucun rapport avec des relations de maître à domestique, de commettant à préposé. Ce sont « des relations régies par le Droit Public, par des règlements et des actes administratifs, par des ordres hiérarchiques que l'autorité judiciaire n'a pas le droit

d'apprécier » (Trib. des Conflits, 29 février 1908, D. P. 1908.3.8. Conclusions de M. Teissier, commissaire du gouvernement).

C. La Chambre Civile de la Cour de Cassation.

La Chambre Civile a subi une double évolution, ou, plus exactement, on note dans sa jurisprudence deux revirements assez nets. Pendant toute la fin du XIX^e siècle, elle a proclamé le principe de l'incompétence des tribunaux judiciaires en matière de responsabilité des administrations publiques. Elle s'appuyait, dans ses décisions, sur la loi des 16-24 août 1790 et sur le décret du 16 fructidor an III (4 avril 1876, D. P. 1877.1.69 ; 13 juin 1876, D. P. 1877.1.69 ; 19 novembre 1883, D. P. 1884.1.246 ; 17 mars 1884, D. P. 1884.1.327 ; 26 août 1884, D. P. 1885.1.72 ; 27 octobre 1897, D. P. 1898.1.86 ; 26 décembre 1899, D. P. 1900.1.254).

En 1905-1906, premier revirement. Considérant la responsabilité des maires (3 avril 1905 et 15 janvier 1906, D. P. 1909.1.91), elle fait la distinction suivante. Si le maire a agi comme mandataire, chargé de la gestion communale, la commune peut être citée devant le tribunal judiciaire en qualité de civilement responsable. S'il a agi en tant que « magistrat de l'ordre administratif, investi d'une délégation directe de la puissance publique, comme dans le cas où il exerce les pouvoirs de police que lui confère l'article 97 de la loi de 1884 », c'est le tribunal administratif qui est seul compétent. Cette théorie avait alors de nombreux adeptes dans la doctrine (V. notamment Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. I, p. 477 et suiv ; Berthélémy, *Traité élémentaire de Droit administratif*,

p. 18 et suiv. ; Hauriou, *Précis de Droit administratif*, p. 410).

Dans un arrêt rendu le 2 mai 1906 (D. P. 1909.1.97), la Chambre Civile alla plus loin, généralisant la thèse de la compétence des tribunaux judiciaires. Un individu, victime d'un acte de violence de la part d'un agent de police au cours d'une manifestation sur la voie publique, demandait des dommages-intérêts à la ville de Nîmes, représentée par son maire. La Cour d'Appel de Nîmes s'étant reconnue compétente, la Chambre Civile confirma cette thèse « attendu que les termes de l'article 1384 sont généraux et qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions des articles 91, 97 et 103 de la loi du 5 avril 1884 ».

Mais, dès 1912, deuxième revirement. La Chambre Civile, revenant à sa première doctrine par un arrêt rendu le 26 février 1912 (D. P. 1912.1.119), consacrait la règle de l'incompétence de l'autorité judiciaire. C'est le principe qu'aujourd'hui elle proclame. « Il n'appartient, dit-elle dans un arrêt rendu le 16 février 1925 (D. H. 1925.218), qu'à l'autorité administrative de prononcer sur la responsabilité de l'Etat ou de la commune à raison des faits des agents qu'ils ont préposés à un service public. » Dans un arrêt rendu le 30 décembre 1930 (D. H. 1931.68), elle déclare que « c'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient de déclarer la responsabilité civile d'un établissement public municipal ou départemental à raison du fait de ses agents ». Et elle casse un arrêt de la Cour de Paris qui se reconnaissait compétente : « Attendu qu'il lui (la Cour de Paris) suffisait de constater que la responsabilité civile de l'établissement public, directement mis en cause, ne pouvait être appréciée qu'au regard

des règles spéciales qui déterminent, en cas de faute dommageable, l'étendue des droits et des obligations respectives des particuliers d'une part, de l'administration et de ses agents d'autre part ; que pareille appréciation postule la compétence de l'autorité administrative. »

La Chambre Civile de la Cour de Cassation rejoint donc aujourd'hui le Conseil d'Etat et le Tribunal des Conflits. Elle admet que, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, eu égard à la loi des 16-24 août 1790 et au décret du 16 fructidor an III, la responsabilité civile des personnes morales de Droit Public, du fait des fonctionnaires et des agents de l'autorité, ne peut être portée devant la barre d'un tribunal judiciaire. L'article 1384 du Code Civil est étranger à cette sorte de conflit : la responsabilité de la puissance publique n'est pas régie par les règles du Droit Privé. Elle obéit aux dispositions du Droit Public. Et ceci tient, selon la formule de M. Appleton, à ce que « les fonctionnaires et agents de l'autorité publique ne sont pas les préposés de l'Etat-personne ou de ses succédanés (départements, communes, établissements publics) ; ce sont, sauf exceptions, des organes de l'Etat-puissance, non des commis de l'Etat-personne ».

§ 3. — *La jurisprudence de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation.*

La Chambre Criminelle, ayant à statuer sur les pouvoirs d'administrations publiques déclarées civilement responsables des infractions de leurs agents, a maintenu le point de vue de la compétence des tribunaux répressifs réguliers. Elle a pris le contre-pied de la ju-

jurisprudence des autres juridictions supérieures. Elle s'est mise en opposition, non seulement avec le Conseil d'Etat et le Tribunal des Conflits, mais encore avec la Chambre Civile dont nous venons d'étudier la doctrine.

A. Motifs de cette jurisprudence.

Dans plusieurs arrêts récents, rendus notamment le 15 mars 1923 (D. P. 1923.1.137), le 28 mai 1930 (D. P. 1930.1.161), le 20 novembre 1931 (D. P. 1932.1.16), le 30 avril 1932 (D. H. 1932.318), le 30 mars 1933 (D. P. 1934.1.175), la Chambre civile a soutenu que la responsabilité de l'administration du fait d'autrui était en tous points conforme à celle des particuliers et rentrait dans le cadre du droit commun. Dans l'arrêt rendu le 15 mars 1923, elle justifie sa thèse ainsi :

« ... Attendu que, aux termes de l'article 1384, les commettants répondent du dommage causé par leurs domestiques et leurs préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.

« Attendu que cette disposition est générale et qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions des lois relatives à l'organisation de la police... »

Il est certain que le seul argument, que « cette disposition est générale », est assez faible. Nous l'avons déjà rencontré dans l'arrêt de la Chambre Civile du 2 mai 1906. Et nous avons vu comment la Chambre Civile, s'apercevant rapidement que cette doctrine n'était pas conforme aux principes de la séparation des pouvoirs, évolua dans le sens opposé. Mais la Chambre Criminelle fit le contraire. Ayant à statuer, le 28 mai 1930, sur un cas identique, elle renforça sa thèse

qu'elle motiva plus longuement. L'affaire soumise à sa juridiction était la suivante :

Un gardien municipal de Sarreguemines ayant, le 14 juin 1929, aperçu trois maraudeurs qui cueillaient des cerises à 2 m. 50 de la route, s'était approché d'eux, avait braqué sur eux son revolver, et, sans sommation préalable, avait tiré. L'un des maraudeurs ayant été tué, le gardien fut poursuivi pour homicide par imprudence et la ville de Sarreguemines assignée en qualité de civilement responsable. Mais la Cour d'Appel de Colmar, sur cette dernière assignation, se déclara incompétente par ce motif que « la responsabilité de la commune procède directement de la faute qu'elle a pu commettre, soit en choisissant son agent, soit en négligeant de le surveiller » et que « l'appréciation de cette responsabilité échappe, en dehors de tout texte contraire, aux principes établis par le Code Civil et ne peut que relever de l'autorité administrative par application de la loi des 16-24 août 1790, titre II ». La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation cassa cet arrêt :

« ... Attendu qu'aux termes de l'article 1384 du Code Civil, les commettants répondent du dommage causé par leurs domestiques et leurs préposés dans les fonctions auxquelles ils sont employés.

« Que cette disposition est générale et qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions des lois relatives à l'organisation de la police.

« Que l'action en responsabilité intentée en vertu dudit article contre une commune à raison, non d'une faute de service, mais d'une faute personnelle commise par un préposé de ladite commune chargé d'un service de police, présente le caractère d'une des actions pré-

vues par les articles 2 et 3 du Code d'Instruction Criminelle et 74 du Code Pénal et relève, aux termes mêmes de ces articles, de la compétence judiciaire. »

Dans les arrêts suivants, c'est sur les mêmes motifs que la Chambre Criminelle, en termes à peu près identiques, soutint une doctrine analogue.

Il y a deux raisons, d'après elle, pour justifier la compétence de l'autorité judiciaire en matière de responsabilité civile des administrations, pour les infractions commises par leurs agents.

D'une part, c'est à cause du fait personnel de l'agent ou du fonctionnaire que l'autorité judiciaire est compétente. La Chambre Criminelle distingue l'acte administratif et l'acte personnel. Si celui-là est de droit public, celui-ci, dit-elle, est de droit privé. Or, lorsqu'il s'agit de contraventions, de délits ou de crimes commis par l'agent, nous sommes en présence d'actes personnels. Si l'agent de l'administration est justiciable d'un tribunal répressif, on ne peut invoquer le fait d'un acte administratif puisque l'infraction suppose un geste personnel et répréhensif. Aussi, à côté de son agent ou du fonctionnaire, l'administration, civilement responsable de la contravention, du délit ou du crime, pourra-t-elle être citée devant le tribunal répressif afin de répondre du dommage causé à des tiers. Le fait que l'agent ait commis la faute pour laquelle il est poursuivi dans l'exécution de ses fonctions n'implique nullement la compétence du tribunal administratif pour statuer relativement à l'action civile.

D'autre part, les dispositions de l'article 1384 du Code Civil sont générales. L'article 1384 concerne tous les commettants. Il ne fait aucune distinction entre les personnes privées et les personnes morales de droit

public. L'agent d'une administration est le préposé de celle-ci de même que l'employé d'une société commerciale est le préposé de cette société. Tout fait dommageable imputable à l'agent engage la responsabilité civile de l'administration. Et cette responsabilité est conforme en tous points aux règles du Droit Privé. Or les articles 2 et 3 du Code d'Instruction Criminelle permettent l'action civile à côté de l'action publique devant les tribunaux répressifs. Il n'y a donc aucune raison de faire une exception pour les administrations publiques. Celles-ci peuvent être citées en la personne de leurs représentants devant le tribunal de simple police, le tribunal correctionnel ou la Cour d'Assises, pour y répondre civilement des infractions commises par leurs agents.

B. Critique de cette jurisprudence.

La jurisprudence de la Chambre Criminelle est fondée sur deux motifs :

1^o Le tribunal judiciaire est compétent lorsqu'il y a faute personnelle de l'agent, et c'est le cas en matière pénale.

2^o L'article 1384 du Code Civil a une portée générale et son application ne doit pas être restreinte aux personnes privées.

Examinons successivement la valeur de ces deux motifs :

1^o Faute personnelle de l'agent.

La Chambre Criminelle s'appuie à tort sur cet argument. Celui-ci n'apporte aucune justification à la thèse de la compétence du tribunal judiciaire, relativement à l'action civile intentée contre l'administration.

C'est ce qu'a fort bien dégagé M. Appleton (Note sous Crim. 28 mai 1930, D. P. 1930.1.161). En effet, en cas de faute d'un fonctionnaire ou d'un agent quelconque d'une administration publique, deux actions sont possibles pour le tiers lésé. Soit une action contre l'auteur même de la faute, soit une action contre l'administration civilement responsable. L'action intentée contre l'auteur sera fondée sur l'article 1382 du Code Civil et poursuivie devant le tribunal civil s'il ne s'agit que d'un délit civil. S'il s'agit d'une infraction pénale, elle pourra conformément aux articles 2 et 3 du Code d'Instruction Criminelle, être poursuivie accessoirement à l'action publique devant le tribunal répressif. Or, c'est uniquement pour cette action que se pose la question de savoir : y a-t-il faute personnelle, y a-t-il faute administrative ? S'il y a faute personnelle, la responsabilité de l'agent est complètement engagée. Il pourra, à bon droit, être condamné au paiement de dommages-intérêts. Lorsqu'il y a faute administrative, celle-ci provenant du fonctionnement défectueux d'un service ou d'un fait quelconque de l'administration, la responsabilité de l'agent est dégagée. Par contre, en ce qui concerne les rapports de la victime et de l'administration en cas d'action civile dirigée contre cette dernière, il n'y a pas lieu d'examiner si nous nous trouvons ou non en présence d'une faute personnelle de l'agent. En quoi l'attraction de l'administration devant une juridiction répressive peut-elle dépendre de la nature de la faute de l'agent ? Il nous semble irrationnel de s'appuyer sur le caractère personnel et pénalement punissable de la faute, pour déterminer la compétence du tribunal qui devra être saisi de l'action intentée contre l'administration, tiers responsable.

Comme déclare Laferrière : « Les règles qui consacrent la compétence administrative s'appliquent à l'égard de l'Etat assigné comme responsable des fautes de ses agents, sans qu'il y ait à distinguer si ces fautes sont des infractions administratives ou des fautes personnelles commises par l'agent dans l'exercice de ses fonctions. La nature de la faute, qui fait varier la compétence à l'égard du fonctionnaire, n'y apporte aucun changement pour l'Etat ; dans les deux cas elle reste administrative. »

2^e Portée générale de l'article 1384.

Cet argument ne nous paraît pas moins critiquable que le précédent. Que les dispositions de l'article 1384 soient générales, soit, mais c'est dans le cadre du Droit Privé. Lorsque cet article rend le commettant civilement responsable de son préposé, c'est en vertu du contrat qui unit commettant et préposé. Aussi, afin d'étendre les conséquences de cette responsabilité aux administrations publiques, on a prétendu, il y a quelques années, qu'une sorte de contrat de louage de services unissait les administrations et leurs agents. En vertu de ce contrat, il y aurait une analogie parfaite entre la situation de l'agent d'une administration et celle du préposé d'un particulier. L'article 1384 s'appliquant à celui-ci, il semblait rationnel qu'on l'appliquât à celui-là. L'administration n'étant que le commettant du fonctionnaire, toute faute de ce dernier devait la faire déclarer civilement responsable dans les termes du Code Civil. L'article 74 du Code Pénal, pour déterminer les personnes civilement responsables du fait d'autrui devant une juridiction répressive, renvoie au chapitre du Code Civil qui contient les articles 1382

à 1386. Il paraissait donc normal d'attirer une administration publique devant un tribunal répressif afin de voir statuer par celui-ci sur l'action civile accessoire à l'action publique.

Mais cette idée est aujourd'hui réfutée par tous les auteurs. Les rapports entre l'administration et ses agents ne sont pas d'ordre contractuel : ils sont d'ordre légal et réglementaire (V. notamment : Jèze, *Les principes généraux du Droit administratif*, 3^e édit., t. 3, p. 422 ; Appleton, *Traité élémentaire du Contentieux administratif*, § 243 ; Hauriou, *Précis de droit administratif*, 11^e éd., p. 591). Il n'y a même pas entre l'administration et ses agents un contrat d'adhésion dont les termes auraient été rédigés par l'administration et auquel les agents, parties contractantes, ne pourraient qu'adhérer sans discussion. S'il en était ainsi, en effet, les agents de l'administration ne seraient soumis dans leur travail qu'aux conditions du contrat, en vertu de l'article 1134 du Code Civil : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites... » Or ce n'est pas le cas pour les fonctionnaires. Ils sont chargés de l'exécution de services publics. C'est dans l'intérêt général qu'ils accomplissent leur travail. Aussi la coalition de fonctionnaires, par exemple, est-elle un délit réprimé par l'article 123 du Code Pénal, alors que la liberté de la coalition a été proclamée par la loi du 25 mai 1864 pour les ouvriers et tous préposés des personnes privées. De même, la démission concertée pour des préposés de personnes privées n'est pas une infraction : elle pourra simplement les exposer au paiement éventuel de dommages-intérêts pour rupture de contrat. Quant aux fonctionnaires ou employés des services publics, le projet de Code Pénal

de la Commission de Révision de la Législation Pénale fait de leur démission concertée un délit que, dans son article 222, il punit d'un à trois ans de prison. Par ces exemples, nous voyons qu'il n'y a aucune analogie entre les administrations publiques et des commettants de droit commun. C'est la loi qui régit la situation des fonctionnaires. Et c'est pourquoi la responsabilité qui peut incomber aux administrations publiques du fait de leurs agents a ses règles spéciales : seule l'autorité administrative est compétente pour en connaître. Comme dit M. Duez : « Les rapports envisagés, sous l'article 1384, entre maître et domestique, commettant et préposé, sont des rapports contractuels de Droit Privé. Les rapports entre la puissance publique et la plupart de ses agents ressortissent au Droit Public et s'analysent même, le plus souvent, en dehors de tout élément contractuel, en situations légales et réglementaires. L'extension par analogie de l'article 1384 est donc juridiquement impossible dans la majeure partie des cas. »

§ 4. — *Conclusion de ce conflit.*

Ainsi, avons-nous vu, sur les trois juridictions supérieures, deux, le Tribunal des Conflits et le Conseil d'Etat, dénie aux tribunaux de l'ordre judiciaire la compétence en matière de responsabilité civile des administrations publiques du fait de leurs agents. La troisième, la Cour de Cassation, est partagée. Dans son sein même, un conflit s'est élevé entre la Chambre Civile et la Chambre Criminelle. La Chambre Civile, après une évolution, s'est rangée à l'opinion du Conseil d'Etat et du Tribunal des Conflits. Quant à la

Chambre Criminelle, elle a pris le contre-pied de cette doctrine et, seule aujourd'hui, elle proclame la compétence des tribunaux de droit commun. Cette opposition dans la jurisprudence est fort regrettable. Nous en arrivons à cette situation étrange qu'une administration publique, qui ne peut être atraite devant un tribunal civil, pourra, par contre, être citée devant un tribunal répressif. Aussi souhaitons-nous qu'un arrêt solennel, rendu par la Cour de Cassation toutes Chambres Réunies, mette fin à ce conflit. Etant donné la faiblesse d'argumentation de la Chambre Criminelle et l'unanimité qui s'est faite dans la doctrine et la jurisprudence contre la thèse émise par elle, nous espérons qu'un tel arrêt proclamerait définitivement l'incompétence des tribunaux judiciaires en cette matière. Le principe de la séparation des pouvoirs, la loi des 16-24 août 1790, le décret du 16 fructidor an III, réclament, sous peine d'être violés, une telle solution.

§ 5. — *Le cas spécial prévu par la loi du 20 juillet 1899.*

La loi du 20 juillet 1899 a ajouté à l'article 1384 du Code Civil un alinéa 8 ainsi conçu :

« ... La responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public. »

Il s'agit ici de la responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers par le fait des élèves. Les tribunaux judiciaires, dans ce cas, sont compétents pour statuer sur la responsabilité incombant à l'Etat. En effet, il n'y a pas de rapports d'ordre légal ou réglementaire entre l'Etat et l'élève, tels qu'entre une administration publique et ses agents. L'agent, ici, c'est le membre de l'enseignement public. Il y a en quelque

sorte un double degré. De plus, l'élève ne travaille pas pour le compte de l'Etat comme le fonctionnaire. Cette responsabilité découle seulement du manque de surveillance du professeur, de l'instituteur ou de tout autre membre de l'enseignement public. La loi du 20 juillet 1899 n'a eu pour but que de décharger ceux-ci du poids d'une responsabilité fort lourde. Nous nous trouvons en présence d'une simple substitution de responsabilité. Aussi est-ce le tribunal judiciaire qui est compétent et la procédure demeure-t-elle soumise aux règles du droit commun sans qu'il soit permis d'assujettir les victimes des dommages à des formalités qui, antérieurement, ne leur étaient pas imposées (Cass. Civ., 3 juillet 1912, D. P. 1916.1.233).

Cette distinction entre le cas général de responsabilité de l'Etat et la responsabilité spéciale édictée par la loi du 20 juillet 1899 a été nettement posée par un arrêt du Conseil d'Etat du 7 août 1905 (D. P. 1907.3.56). Il s'agissait en l'espèce des écoles préparatoires militaires. Si celles-ci doivent être considérées comme un service public se rattachant au fonctionnement du Ministère de la Guerre, tout dommage survenu à un élève ou causé par un élève rentre dans le cas général examiné plus haut : le tribunal administratif est seul compétent pour statuer sur la responsabilité civile de l'Etat. Par contre, si ces écoles sont assimilées aux établissements d'enseignement public, l'article 1384 modifié par la loi du 20 juillet 1899 devient applicable. C'est à cette dernière opinion que s'est rangé le Conseil d'Etat : l'autorité judiciaire seule, décida-t-il, est compétente en cette matière.

Ainsi la responsabilité prévue pour l'Etat par la loi du 20 juillet 1899 est-elle absolument différente dans

sa nature, son caractère et ses conditions de la responsabilité du fait d'un fonctionnaire ou d'un agent d'une administration publique. On ne peut même pas parler d'exception à la règle générale, l'Etat n'étant ici responsable qu'en vertu d'une substitution. C'est un cas spécial et, si nous l'avons examiné à la fin de ce chapitre, c'est pour bien montrer que lorsqu'une administration publique est justiciable d'un tribunal de droit commun, en qualité de civilement responsable du fait d'autrui, ce ne peut être que pour une raison particulière, sortant de la règle normale.

DEUXIÈME PARTIE

**Situation des personnes
civilement responsables
du fait d'autrui
au cours de l'instance pénale.**

GÉNÉRALITÉS

Nous avons, dans la première partie de cet ouvrage, précisé quelles étaient les personnes civilement responsables du fait d'autrui et sur quoi portait leur responsabilité. Nous allons maintenant étudier la procédure. Nous verrons les conditions de l'action intentée contre les personnes civilement responsables, les droits dont jouissent celles-ci au cours de l'instance, les règles particulières en cette matière aux différentes juridictions répressives. Nous considérerons la situation du civilement responsable, d'une part avant la décision du tribunal saisi de cette action, d'autre part après que le tribunal ait statué par un jugement susceptible des voies de recours. Cette partie se divisera ainsi en deux titres, qui seront les suivants :

TITRE I. — *Conditions de l'action.*

TITRE II. — *Des voies de recours.*

TITRE I

Conditions de l'action.

Ces conditions sont de deux sortes : les unes sont communes à tous les tribunaux, les autres consistent en des règles particulières à chaque juridiction. Toutes sont indispensables à l'exercice de l'action intentée contre la personne civilement responsable du fait d'autrui. Elles sont cependant difficiles à délimiter, par suite du peu de textes les concernant dans le Code d'Instruction Criminelle. Pour les conditions générales, en raison de la carence législative, la jurisprudence et la doctrine ont dû, par le raisonnement et la comparaison avec d'autres matières, échafauder une véritable théorie. C'est cette théorie que, dans les quelques pages qui suivent, nous exposons, en en rapprochant et condensant les divers éléments. Nous verrons ensuite les règles édictées pour chaque juridiction par le Code d'Instruction Criminelle.

CHAPITRE I

Règles communes à toutes les juridictions répressives.

L'action contre les personnes responsables du fait d'autrui est essentiellement une action civile. Elle ne concerne que les dommages-intérêts et les frais. Sauf exceptions, elle ne s'applique jamais à l'amende. Aussi, les règles que nous allons voir découleront-elles toutes de ce qu'il s'agit d'une action civile connexe à une action pénale. Elles se ramènent à cinq conditions essentielles :

1^o La personne civilement responsable ne peut pas être attraitée devant une juridiction répressive après l'avoir été devant une juridiction civile.

2^o Le fait qui a produit le dommage doit constituer une infraction.

3^o L'action publique doit être recevable.

4^o Le tribunal répressif doit statuer par le même jugement sur les deux actions.

5^o Le tribunal répressif ne peut condamner la personne civilement responsable au paiement de dommages-intérêts ou des frais en cas d'acquiescement du prévenu.

Ces deux dernières conditions, cependant, ne sont

pas exigées pour l'action intentée devant la Cour d'Assises. Nous en verrons plus loin les raisons.

Toutes ces conditions sont d'ordre public. L'irrecevabilité de l'action, au cas où l'une d'elles ferait défaut, est en effet fondée sur l'incompétence même de la juridiction répressive à statuer sur l'action civile. Par suite, l'irrecevabilité devra être soulevée d'office par le tribunal, lorsque le civilement responsable ne l'aura pas invoquée. Elle pourra être soulevée en tout état de cause, devant les premiers juges comme devant les juges d'appel, devant la Cour de Cassation comme devant les juges du fait. Dès 1818, la Cour de Cassation s'est prononcée dans ce sens. Dans un arrêt du 11 septembre 1818 (S. 1818.1.117), elle s'exprime ainsi :

« ... Attendu que dans l'état de séparation des actions publique et civile, l'incompétence du tribunal de police pour statuer sur l'action du réclamant était matérielle et absolue ; qu'elle a donc pu être proposée en tout état de cause et conséquemment accueillie comme moyen valable d'appel... »

Depuis, ce principe n'a jamais été contesté, ni dans la jurisprudence, ni dans la doctrine.

SECTION I.

**La personne civilement responsable
ne peut pas être attraité devant une juridiction répressive
après l'avoir été devant une juridiction civile.**

§ 1. — Règle générale.

Ce principe n'est qu'une application de la règle :
Electa una via, non est datur recursus ad alteram, lors-

qu'on a choisi une voie, on ne peut recourir à une autre. Déjà sous l'Ancien Droit cette maxime juridique était admise dans de nombreux cas. L'Ordonnance de 1667 y fait allusion (titre XVIII, art. 2). Elle est fondée, disait au siècle dernier le Président Barris, « sur l'humanité et même la justice, qui ne permettent pas qu'on traîne ainsi un accusé d'une juridiction devant une autre et qu'on décline, à son préjudice, celle qu'on a volontairement saisie, parce qu'on ne la croira peut-être pas favorable aux demandes qu'on a formées devant elle » (*Répertoire de jurisprudence* Dalloz, V^o Délit, § 1, t. IV, p. 264).

L'article 74 du Code Pénal renvoie, avons-nous vu, au chapitre du Code Civil contenant les articles 1382 à 1386. Or, sans tenir compte de l'article 74 du Code Pénal, non plus que des articles 2 et 3 du Code d'Instruction Criminelle, la personne lésée par une infraction quelconque peut demander à la personne civilement responsable réparation du préjudice qui lui est causé, en fondant son action sur le seul article 1384 du Code Civil. Dans ce cas, c'est le tribunal civil qui est compétent. Par contre, si c'est par l'intermédiaire de l'article 74 du Code Pénal que la victime invoque l'article 1384 du Code Civil, c'est le tribunal répressif qui sera compétent. Deux voies sont ainsi ouvertes à la victime. Les deux lui sont accordées par la loi. Mais, si elle choisit d'abord la voie civile, elle ne peut pas ensuite demander au juge pénal d'arbitrer son différend. Tel est le sens qu'il faut donner, en notre matière, à la règle : *Electa una via, non est datur recursus ad alteram*. Même lorsque l'action publique est déjà poursuivie contre le délinquant, la partie lésée ne peut renoncer à son action devant le tribunal civil, pour

citer le civilement responsable devant le tribunal répressif.

La raison et l'équité sont à la base de ce principe. On ne peut aggraver sans motif le sort du civilement responsable au cours de l'instance. Et c'est pourquoi l'article 3 du Code d'Instruction Criminelle déclare que, dans le concours de l'action civile et de l'action publique, intentées séparément, l'exercice de l'action civile est suspendu jusqu'au jugement définitif de l'action publique. Par le mot « suspendu », le législateur a voulu bien insister sur le fait que la partie lésée ne peut abandonner son action devant le juge civil pour la reproduire devant le juge répressif.

§ 2. — *Exceptions.*

Il y a trois cas dans lesquels la personne civilement responsable pourra être atraite devant une juridiction répressive après l'avoir été devant une juridiction civile. Ce sont les cas de faux, de découverte de nouveaux faits et d'incompétence du tribunal civil.

A. Le faux.

Lorsque le civilement responsable s'appuie sur des documents dont la sincérité est déniée par la victime, celle-ci peut toujours, en vertu de l'article 250 du Code de Procédure Civile, se pourvoir en faux principal devant le juge pénal. L'article 250 déclare en effet :

« Le demandeur en faux pourra toujours se pourvoir par la voie criminelle en faux principal, et, dans ce cas, il sera sursis au jugement de la cause, à moins que les

juges n'estiment que le procès ne puisse être jugé indépendamment de la pièce arguée de faux. »

Cependant, il convient de remarquer que nous ne sommes pas à proprement parler en présence d'une exception à la règle générale vue plus haut. Ce n'est plus en qualité de civilement responsable, mais en qualité de pénalement responsable, que le commettant, le père, l'artisan, seront cités devant la juridiction répressive. Ce ne sera pas en vertu de l'article 74 du Code Pénal. De plus, l'article 250 du Code de Procédure Civile décide que : « Dans ce cas, il sera sursis au jugement de la cause ». Le terme « sursis » nous rappelle le terme « suspendu » qui se trouve dans l'article 3 du Code d'Instruction Criminelle et dont nous avons souligné la valeur. Seulement, si nous avons cité ce cas, c'est afin de montrer qu'il ne fallait pas interpréter la règle *Electa una via* d'une manière trop absolue, au point de dénier toute compétence d'un tribunal répressif à l'encontre d'une personne, dès l'instant où celle-ci est citée devant un juge civil comme responsable du fait d'autrui. Même si l'action devant le tribunal répressif devait avoir une influence quelconque sur l'action devant le tribunal civil, elle sera toujours possible, en dépit de la maxime *Electa una via*, dans le cas de production de documents faux.

B. Découverte de nouveaux faits.

Lorsqu'un voyageur est victime d'un vol ou d'un dommage quelconque dans un hôtel ou dans une auberge, l'hôtelier ou l'aubergiste « sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les do-

mestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie ». Ainsi en décide l'article 1953 du Code Civil. Dans ce cas, le voyageur intentera un procès à l'hôtelier, dépositaire des effets de son client en vertu de l'article 1952 du Code Civil, et ce procès sera de la compétence de la juridiction civile. Supposons maintenant que, au cours de ce procès, le demandeur, victime du délit, apprenne le nom du coupable, voyageur de passage, et constate que l'hôtelier n'avait pas inscrit ce nom sur ses registres, comme le lui prescrit la loi. Il pourra, contrairement à la maxime *Electa una via*, abandonner son action devant le juge civil et citer l'hôtelier civilement responsable, en vertu de l'article 73 du Code Pénal, devant la juridiction répressive.

Lorsque, depuis l'introduction de la demande, il se découvre de nouveaux faits qu'on avait pu ignorer, et qui sont de nature à justifier l'attraction devant le juge pénal, la victime a le droit de citer devant celui-ci la personne responsable du fait d'autrui. Comme disent Mangin et Sorel, dans leur *Traité de l'action publique et de l'action civile* : « Pour que la voie civile puisse exclure la voie criminelle, il faut qu'elle ait été prise avec choix et en connaissance de cause. »

C. Incompétence du tribunal civil.

Le tribunal civil devant lequel la partie lésée a porté sa demande peut se déclarer incompétent pour en connaître. S'il s'agit de l'incompétence *ratione materiæ*, le tribunal répressif ne pourra, pas plus que le tribunal civil, être juge de l'affaire : ce sont, aux termes de l'article 74 du Code Pénal, les conditions du Code

Civil qui sont applicables pour la responsabilité du fait d'autrui devant les juridictions pénales. Ces conditions sont donc identiques, que l'affaire soit portée devant un juge civil ou qu'elle le soit devant un juge répressif. Si celui-ci est incompétent, celui-là le sera de même.

Par contre, si le tribunal civil se déclare incompétent *ratione loci*, le demandeur, qui peut intenter une nouvelle action, aura encore le choix entre la juridiction civile et la juridiction répressive compétentes. Il se trouvera dans une situation identique à celle où il se trouvait avant d'avoir intenté toute action. Il avait une option. Choisisant la voie civile, il avait renoncé à la voie pénale que la loi lui permettait de prendre. Mais, pour être légalement saisi, il fallait que le tribunal soit en mesure de statuer sur la demande. La déclaration d'incompétence, par laquelle le tribunal se dessaisit de l'affaire, rend au demandeur toute liberté. La maxime *Electa una via, non est datur recursus ad alteram*, n'a plus lieu d'être appliquée. Si c'est le tribunal civil du lieu où habite le demandeur qui, conformément à la loi, se déclare incompétent, le tribunal correctionnel du lieu de l'accident, par exemple, peut être régulièrement saisi de l'affaire.

SECTION II.

Le fait qui a produit le dommage doit constituer une infraction.

La personne civilement responsable du fait d'autrui peut être atraite devant un tribunal répressif. Mais cette action ne sera intentée qu'accessoirement à une

action publique. Pour que la réparation d'un dommage puisse être poursuivie devant un juge pénal, il faut que ce dommage soit la conséquence d'une infraction. Le délinquant ou le criminel, pénalement responsable, sera traduit devant le tribunal de simple police, devant le tribunal correctionnel ou devant la Cour d'Assises : c'est à ses côtés que le civilement responsable comparaitra, afin de répondre du dommage causé à la victime ou à ses ayants cause.

Lorsque le fait qui a produit le dommage ne constitue pas une infraction, la juridiction répressive est incompétente pour statuer sur une action en dommages-intérêts.

Cependant, une question fort délicate se pose. C'est celle des délits d'habitude. Dans ces délits, l'infraction consiste en une série de faits : chacun de ces faits, pris individuellement, n'est pas punissable. Considérons, par exemple, le délit d'usure. L'article 4 de la loi du 3 septembre 1807, sur le taux de l'intérêt, décide que : « Tout individu qui sera prévenu de se livrer habituellement à l'usure sera traduit devant le tribunal correctionnel, et, en cas de conviction, condamné à une amende qui ne pourra excéder la moitié des capitaux qu'il aura prêtés à usure. » Et la loi du 19 décembre 1850, relative au délit d'usure, déclare dans son article 2 : « Le délit d'habitude d'usure sera puni d'une amende qui pourra s'élever à la moitié des capitaux prêtés à usure, et d'un emprisonnement de six jours à six mois. » Qu'une personne mineure soit traduite en police correctionnelle pour avoir commis des infractions à ces lois : le père, la mère ou le tuteur, civilement responsables, pourront-ils être cités à ses côtés ?

Il y a lieu d'envisager deux cas : ou bien la personne civilement responsable est citée par le ministère public afin de répondre des frais et dépens, ou bien elle est citée par une victime du délit qui lui demande réparation du dommage à elle causé. Dans le premier cas, la citation sera justifiée. Le ministère public poursuit le délinquant pour le délit d'habitude d'usure : il poursuit accessoirement, en raison de ce délit, la personne civilement responsable. Mais, dans le deuxième cas, il n'en est pas de même. En effet, le délinquant est poursuivi pour « se livrer habituellement à l'usure ». Quant à la personne civilement responsable, la victime ne lui demande réparation que d'un prêt à usure, c'est-à-dire du dommage causé par un élément du délit, non par le délit lui-même. Aussi l'article 3 de la loi du 3 septembre 1807 décide-t-il que les actions en réparation du tort causé par la perception d'intérêts usuraires sont exclusivement attribués aux tribunaux civils. La personne civilement responsable du fait d'autrui ne peut pas comparaître, sur citation de la partie civile, devant le tribunal correctionnel.

Un arrêt célèbre rendu par la Cour de Cassation, toutes Chambres Réunies, le 21 juillet 1841 (S. 1841. 1.842), a fixé définitivement la jurisprudence dans ce sens. Il statue sur l'exercice de l'action civile en général, pour la réparation du dommage causé par le délit d'usure. Or l'incompétence du tribunal correctionnel, en cette matière, sur la responsabilité civile du fait d'autrui, n'est qu'une application de la théorie générale. La Cour de Cassation, dans son arrêt de 1841, s'exprime ainsi :

« ... Attendu que l'action civile en réparation d'un dommage causé par un fait quelconque de l'homme

est, de sa nature, dans les attributions des tribunaux civils ; que ce n'est que par exception à l'ordre général des juridictions, que la loi criminelle a autorisé facultativement l'exercice de l'action d'intérêts privés devant les juges qui ont pour mission spéciale de réprimer, dans l'intérêt de la société, les crimes, délits et contraventions.

« Attendu que le délit d'habitude d'usure n'est pas du nombre des délits ordinaires qui sont prévus par la législation générale, mais qu'il forme une espèce toute particulière de délit dont le caractère et la pénalité sont déterminés par une loi toute spéciale, qui ne permet pas de confondre, ni de réunir l'action publique et l'action privée auxquelles cette nature de délit peut donner ouverture.

« Qu'en effet, aux termes de l'article 3 de la loi du 3 septembre 1807, les actions en réparation du tort causé par la perception d'intérêts usuraires sont exclusivement attribués aux tribunaux civils, tandis qu'aux termes de l'article 4 l'action publique, qui a pour objet la répression du délit d'habitude d'usure et l'application de la peine infligée à ce délit, est attribuée aux tribunaux correctionnels.

« Attendu que cette distinction est la conséquence nécessaire de la différence qui existe entre le délit d'habitude et les délits ordinaires.

« Qu'en matière de délits ordinaires la loi ne permet de transporter l'action civile devant les tribunaux correctionnels, soit accessoirement à l'action publique, soit par citation directe, qu'à celui qui se prétend lésé par un délit et qui réclame la réparation du dommage causé par ce délit ; qu'il faut donc que le fait sur

lequel se fonde cette action constitue par lui-même un délit.

« Qu'en matière d'usure, la loi, en ouvrant l'action civile pour la réparation des faits particuliers d'usure, n'a établi la répression pénale que contre celui qui s'est livré habituellement à l'usure.

« Qu'il suit de là que, si l'on prend séparément chacun des faits imputés au prévenu, ils ne peuvent pas seuls constituer le délit d'habitude d'usure ; et que, si l'on considère le délit complexe tel qu'il est déterminé par la loi, le dommage causé à chacune des parties lésées ne résulte pas du délit d'habitude d'usure qui n'a d'existence que par l'ensemble des faits qui constituent cette habitude.

« Qu'ainsi, et sous ces différents rapports, les conditions exigées par les articles précités (art. 2 et 3) du Code d'Instruction Criminelle ne peuvent se trouver remplies en matière du délit spécial d'habitude d'usure... »

La Cour de Cassation est formelle. Aussi les auteurs ont-ils proposé un certain nombre d'expédients pour tourner la loi. C'est ainsi que, d'après Garraud, l'action civile devrait être autorisée lorsque plusieurs personnes se constituent parties civiles. Plusieurs éléments du délit étant réunis, la personne civilement responsable pourrait être citée. Mais ce raisonnement nous paraît critiquable. La situation du civilement responsable sera, en effet, particulière vis-à-vis de chacune des parties civiles. Celles-ci ne se présentent point en vertu d'une créance solidaire. Le fait que leurs demandes sont effectuées conjointement ne peut changer la nature du tribunal compétent. Les parties civiles ne sont point les victimes du délit d'habitude :

chacune d'entre elles est victime d'un des éléments du délit.

Il y a cependant un cas où la personne civilement responsable du délit d'usure pourra être citée devant le tribunal correctionnel. C'est le cas de récidive. Aux termes de l'article 3 de la loi du 19 décembre 1850 : « Après une première condamnation pour habitude d'usure, le nouveau délit résultera d'un fait postérieur, même unique, s'il est accompli dans les cinq ans, à partir du jugement ou de l'arrêt de condamnation. » Ici, le délit n'est plus un délit d'habitude : nous rentrons dans le cadre des délits habituels, résultant de l'exécution d'un fait.

La théorie que nous venons de voir, à propos de la responsabilité civile du fait d'autrui en matière de délits d'habitude, est applicable toutes les fois que le dommage causé ne résulte pas du fait précis de l'infraction. Ainsi, il en sera de même pour le délit de tenue de maison de prêts sur gages ou nantissement sans autorisation légale, prévu par l'article 411 du Code Pénal. Le fait punissable ne consiste pas à prêter sur gages, mais à établir ou à tenir un établissement de prêts sur gages. De sorte qu'un fait isolé étant licite, la victime d'un de ces prêts ne peut citer la personne civilement responsable devant un tribunal répressif. L'action contre celle-ci, uniquement fondée sur l'article 1384 du Code Civil, sera de la compétence du tribunal civil. Seule, l'action publique contre le pénalement responsable pourra être poursuivie, en vertu de l'article 411 du Code Pénal, devant le tribunal correctionnel. L'action contre la personne civilement responsable, toutefois, pourra être intentée devant ce tribunal par le ministère public : cette action, qui ne vise

qu'une condamnation aux dépens, est l'accessoire même de l'action publique.

SECTION III.

L'action publique doit être recevable.

La juridiction répressive ne saurait être compétente pour statuer sur l'action intentée contre le civilement responsable que lorsque l'action publique contre le pénalement responsable est recevable. Il faut, avons-nous vu dans la section précédente, que le fait dommageable constitue une infraction. Il faut, de plus, que cette infraction permette une poursuite pénale. Or, il est des cas où l'infraction ne donne pas, ou ne donne plus, ouverture à une poursuite pénale. Il y a trois cas dans lesquels, en vertu de ce principe, l'action contre la personne civilement responsable du fait d'autrui ne pourra pas être poursuivie devant un tribunal répressif.

1^o Certaines infractions, en raison des circonstances dans lesquelles elles ont été commises, des personnes qui en sont les auteurs, du lieu où les délinquants s'en sont rendus coupables, ne sont pas répressibles. Ainsi, la loi du 26 février 1910, modifiant l'article 5 du Code d'Instruction Criminelle, n'autorise, en matière d'infractions commises hors de France contre un particulier français ou étranger, que la poursuite des crimes et des délits accomplis par un Français ou par une personne ayant acquis ultérieurement la nationalité française. Un étranger, auteur d'un crime ou d'un dé-

lit accompli en territoire étranger, n'est pas justiciable de nos tribunaux répressifs. La personne civilement responsable, même si elle est de nationalité française, ne pourra comparaître que devant un tribunal civil, la juridiction répressive n'étant compétente pour connaître de cette action qu'accessoirement à l'action publique.

2^o L'action publique contre le délinquant, pénalement responsable, ne doit pas être prescrite pour que puisse être cité le civilement responsable. Les articles 637, 638 et 640 du Code d'Instruction Criminelle, déterminant les délais de prescription en matière de crimes, de délits et de contraventions, ne font pas de différence entre l'action publique et l'action civile. Aussi l'attraction de la personne civilement responsable devant un tribunal répressif ne sera-t-elle possible que lorsque le délai de prescription de l'action publique ne sera pas écoulé.

3^o Enfin, sans qu'il y ait prescription, l'action publique peut être éteinte par le décès du prévenu, conformément à l'article 2 du Code d'Instruction Criminelle. Elle peut l'être aussi par l'amnistie, par la chose jugée, par l'abrogation de l'incrimination par une loi nouvelle. Par suite de ces événements, le civilement responsable ne peut plus être cité que devant un tribunal civil. La victime peut toujours lui demander la réparation du dommage qui lui est causé, mais, en raison des circonstances, cette réparation ne peut être demandée devant une juridiction répressive.

SECTION IV.

Le tribunal répressif doit statuer par le même jugement sur les deux actions.

La personne civilement responsable étant citée devant une juridiction répressive pour répondre du dommage causé à l'occasion d'une infraction, le juge doit statuer par une même décision sur l'action publique et sur l'action civile. C'est la présence du pénalement responsable qui permet seule la comparution du civilement responsable à la barre d'un tribunal répressif. Aussi comprend-on que ce tribunal doive dans un même jugement déterminer les conséquences des deux responsabilités. Cependant, à cette règle générale, il faut apporter une exception. La Cour d'Assises peut statuer par des arrêts séparés sur l'action poursuivie contre le criminel et sur l'action intentée contre la personne civilement responsable (V. Chapitre II du présent titre, Section IV, § 2). Devant toutes les autres juridictions la règle est formelle. Elle entraîne deux ordres de conséquences :

1^o Le tribunal répressif ne peut pas statuer sur les dommages-intérêts prétendus par une partie lésée à l'occasion d'une infraction, s'il n'a préalablement reconnu l'existence de cette infraction. Ainsi, il ne peut rendre un jugement nommant un expert, avec mission d'évaluer les dommages-intérêts qu'il affirme dus par le civilement responsable, sans avoir statué sur le fait même du délit ou de la contravention.

2^o La personne civilement responsable du fait d'autrui ne peut pas être mise en cause après le prononcé

de la peine, lorsque l'affaire ne revient, après expertise, que pour la fixation du quantum des dommages. La jurisprudence est unanime dans ce sens. Un arrêt de la Cour d'Amiens, rendu le 23 février 1933 (*G. T.*, 1933.1.222), rappelle formellement ce principe. En vertu de cet arrêt, « le civilement responsable, qui n'a pas été mis en cause devant la juridiction correctionnelle en même temps que le pénalement responsable, ne peut pas y être appelé pour la première fois quand l'affaire revient devant cette juridiction pour être statué après expertise ordonnée par elle ». La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, par une décision en date du 3 mars 1934 (*D. P.* 1934.1.167), a confirmé cet arrêt. Dans une espèce identique, le 13 avril 1934, elle s'est encore prononcée dans le même sens (*D. P.* 1934.1.167).

Cependant, un arrêt isolé, rendu récemment par elle consacre la thèse inverse. La Chambre Criminelle, le 9 novembre 1934 (*D. H.* 1934.589) décidait en effet que le civilement responsable pouvait être valablement mis en cause postérieurement au jugement condamnant le prévenu et même après la clôture de l'expertise ordonnée par le jugement, s'il était partie au procès quand le tribunal avait à se prononcer sur les dommages-intérêts.

Nous ne croyons pas que cet arrêt marque un tournant dans la jurisprudence. Il est trop opposé à la raison et à l'équité pour que les tribunaux puissent fixer leurs décisions dans ce sens. En effet, comme déclare très justement M. Lalou (*D. H.* 1932, *Chronique*, p. 105), « la présence du civilement responsable devant une juridiction répressive constitue quelque chose d'anormal ; elle suppose nécessairement que l'action

civile ou l'action publique sont recevables et qu'il n'a pas encore été statué sur cette recevabilité par la juridiction répressive. Par suite, la présence du civilement responsable ne peut être requise au plus tard qu'avant le jugement sur la recevabilité de l'action publique ou de l'action civile ». La personne civilement responsable pourrait, sinon, se trouver en présence d'une véritable assignation tardive en déclaration de jugement commun. Le principe de la responsabilité du délinquant dont elle répond étant déjà établi, elle ne pourrait même plus en discuter. Une atteinte incontestable serait portée au libre exercice de ses droits.

La Chambre Criminelle, il est vrai, déclare, pour justifier sa thèse, que si le civilement responsable se trouve partie au procès lorsque le tribunal, après l'expertise, a à se prononcer sur l'évaluation des dommages-intérêts, il lui appartient alors de discuter la culpabilité du prévenu et la responsabilité civile qui peut en découler. « En effet, dit l'arrêt du 9 novembre 1934, le civilement responsable a la faculté d'invoquer, pour faire rejeter la demande intentée contre lui, les moyens relatifs au prévenu même définitivement condamné, l'autorité de la chose jugée ne s'attachant qu'à ce qui a été décidé entre les mêmes parties. » Evidemment, le seul moyen de rendre équitablement la justice serait de recommencer les débats. Mais ce serait violer les principes les plus élémentaires de la procédure pénale : un tribunal ne peut pas se rétracter dès l'instant où il a jugé (Crim. 11 janvier 1861, D. P. 1861.1.282).

Or ici, non seulement on demanderait au tribunal de se rétracter, mais encore on lui laisserait la possibilité de condamner le pénalement responsable à une peine privative de liberté et de mettre hors de cause

le civilement responsable, parce que celui-ci, lors du débat sur la fixation des dommages-intérêts, lui apporterait la preuve que l'infraction n'a pas été commise. Ce serait revenir au régime de l'arbitraire : un même tribunal pourrait, au sujet d'une même affaire, au cours des mêmes débats, dire tantôt qu'un prévenu est coupable, tantôt qu'il ne l'est pas. Grâce à une instabilité peu compatible avec la justice, des juges pourraient faire incarcérer un homme quand la preuve de son innocence même leur permettrait d'en exonérer un autre, civilement responsable, de toute responsabilité. Nous ne sommes plus au temps où les braves gens, implorant le ciel, s'écriaient : « Protégez-nous de l'équité des Parlements ! »

Cependant, lorsque le civilement responsable n'a pas été cité au cours de l'instance pénale, doit-il être considéré comme mis définitivement hors de cause ? Nous venons de voir que le tribunal répressif doit statuer par le même jugement sur les deux actions. La négligence du ministère public ou de la partie civile va-t-elle, en vertu de cette règle, profiter au civilement responsable au point de le dégager de sa responsabilité ? Non. Ce que commande la règle, c'est l'interdiction de le citer devant un tribunal répressif, après que le jugement sur l'action publique ait été rendu. Mais il pourra être assigné devant une juridiction civile. Et, devant celle-ci, il pourra discuter la responsabilité civile dont il répond, sans qu'on puisse lui opposer le principe de l'autorité absolue au civil de la chose jugée au criminel. Telle est la jurisprudence constante de la Cour de Cassation (Civ. 18 avril, 11 mai, 7 juin, 18 octobre 1921 et 6 juin 1923, D. P. 1924.1.204 ; Civ. 11 décembre 1928, D. H. 1929.51). Dans le dernier

arrêt qu'elle a rendu, le 11 décembre 1928, la Chambre Civile déclare :

« ... Attendu qu'Escande, poursuivi par la dame Veuve Landric, comme patron responsable du meurtrier de son fils, n'a été cité devant la Cour d'Assises ni par le ministère public, ni par la partie civile ; qu'il n'y a été représenté par aucun avoué ni aucun mandataire ; qu'il n'a pas été appelé à se défendre ; qu'il n'a pas pu discuter sa responsabilité et qu'il n'a pas même comparu, ainsi que cela résulte de l'arrêt de la Cour d'Assises.

« ... Attendu qu'en vertu du principe posé par l'article 1351 du Code Civil, l'autorité de la chose jugée n'existe qu'entre les personnes qui ont été parties à l'instance ou qui y ont été représentées.

« Attendu, il est vrai, que les décisions de la justice pénale ont, au civil, l'autorité de la chose jugée à l'égard de tous, en ce qui concerne l'existence du fait incriminé, sa qualification, la culpabilité ou l'innocence de ceux auxquels ce fait est imputé ; mais qu'il n'en est pas de même lorsque ces décisions statuent, accessoirement à l'action publique, sur les dommages-intérêts ; qu'elles n'interviennent alors que dans un intérêt purement privé et sont soumises à la règle de la relativité de la chose jugée posée par l'article 1351 du Code Civil... »

Ainsi, le principe que le tribunal répressif doit statuer par le même jugement sur les deux actions est-il catégorique. Cependant, lorsque, pour une raison quelconque, le tribunal ne s'y est pas conformé, la demande en réparation peut toujours être intentée contre le civilement responsable devant la juridiction civile. Les articles 182 et 194 du Code d'Instruction

Criminelle permettaient de porter cette demande devant la juridiction répressive en même temps que les actions introduites contre le prévenu : mais les règles de compétence et de procédure ne modifient pas la nature du litige. Litige civil, le conflit, en raison de la relativité de la chose jugée, pourra toujours être soumis au juge civil. Et l'on devra en décider ainsi, même lorsque le ministère public avait assigné devant le juge pénal la personne civilement responsable pour la faire condamner aux frais du procès. La partie civile, qui avait négligé de la citer, pourra toujours l'actionner devant la juridiction civile. Car le ministère public n'a pu représenter et défendre les intérêts de la victime de l'infraction. Comme disaient les magistrats de la Cour de Saïgon (2 juin 1916, D. P. 1924.1.204) : « Le législateur n'a certainement pas voulu que des intérêts privés, parfois considérables, fussent abandonnés à l'apathie ou même à l'erreur possible d'un magistrat du ministère public. »

SECTION V.

Il faut une condamnation pénale du prévenu.

De même que la juridiction répressive ne peut condamner le civilement et le pénalement responsables que par un seul et même jugement, de même elle ne peut acquitter celui-ci et condamner celui-là. La condamnation pénale est la base de toute décision, puisque nous sommes devant un juge répressif. Aussi, l'acquittément du prévenu doit-il être considéré comme une fin de non-recevoir péremptoire à toute action dirigée contre le civilement responsable.

Cependant disons tout de suite, avant de voir les conséquences de cette règle, que deux exceptions sont apportées à celle-ci :

1^o La Cour d'Assises peut condamner la personne civilement responsable au paiement de dommages-intérêts ou au remboursement des frais, alors que le criminel est acquitté. Nous verrons d'ailleurs plus loin, en étudiant les règles particulières à la procédure de la Cour d'Assises, les causes de cette exception au principe général (V. Chapitre II du présent titre, Section IV, § 3).

2^o La personne civilement responsable ne peut pas se prévaloir de l'acquittement du prévenu pour demander sa mise hors de cause, lorsque l'acquittement est prononcé, conformément aux dispositions de l'article 66 du Code Pénal, pour défaut de discernement. Le délinquant qui bénéficie de l'article 66 est déclaré coupable. En effet, aux termes de l'article 340 du Code d'Instruction Criminelle statuant, sur la procédure devant les Cours d'Assises : « Si l'accusé a moins de dix-huit ans, le Président posera, à peine de nullité, cette question : « L'accusé a-t-il agi avec discernement ? » La circonstance qui entraîne son acquittement ne fait pas obstacle à ce que la décision constate cette culpabilité. Et il en est de même pour l'acquittement pour défaut de discernement prononcé par le juge correctionnel ou par le juge de simple police.

Ces deux exceptions mises à part, les tribunaux de répression ne peuvent jamais statuer sur l'action intentée contre la personne civilement responsable, s'ils acquittent le prévenu. Il peut rester à la charge du civilement responsable un fait dommageable et illicite, consistant en un délit ou un quasi-délit civil commis

par le préposé, l'enfant, l'élève, l'apprenti, etc..., et dont la personne lésée a certainement le droit de poursuivre en justice la réparation. Mais cette réparation ne pourra être demandée que devant les tribunaux civils, les tribunaux correctionnels et de simple police étant sans qualité pour arbitrer un procès civil toutes les fois que le prévenu est renvoyé des fins de la poursuite.

Durant tout le cours du xix^e siècle la Cour de Cassation s'est exprimée de façon constante dans ce sens (Cass. 12 juillet 1810, *B. Cr.*, n^o 91 ; 22 octobre 1818, *B. Cr.*, n^o 131 ; 27 mai 1840, *B. Cr.*, n^o 151 ; 2 mai 1847, S. 1851.1367 ; 10 août 1860, D. P. 1860.1.513 ; 12 juin 1886, D. P. 1887.1.45 ; 5 juillet 1890, D. P. 1891.1.143). Et, s'il n'y a pas d'arrêt récent sur cette matière, c'est qu'aujourd'hui plus personne ne discute la valeur de cette règle, parfaitement juste et équitable. Le principe a d'ailleurs été fort bien posé par l'arrêt rendu par la Chambre Criminelle le 10 août 1860. Celui-ci est ainsi conçu :

« ... Attendu qu'aux termes des articles 2 et 3 du Code d'Instruction Criminelle le juge correctionnel n'est compétent pour connaître de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique ; que, par application de ce principe, et d'après les articles 191 et 192 du Code d'Instruction Criminelle, les tribunaux correctionnels, en renvoyant le prévenu de la plainte, ne peuvent statuer sur les réparations civiles réclamées par la partie plaignante.

« Attendu, en fait, que, soit devant le tribunal correctionnel, soit devant la Cour saisie de l'appel, Philipps a été actionnée comme prévenu du délit de contre-façon, et la Compagnie du Grand Central, au-

jourd'hui représentée par les Compagnies des Chemins de fer d'Orléans et de Lyon à la Méditerranée, comme civilement responsable.

« Que le prévenu Philipps ayant demandé, par des conclusions prises devant la Cour, son renvoi de la plainte sur le motif qu'il était resté complètement étranger aux faits de contre-façon allégués contre lui, a été renvoyé des fins de la plainte du consentement de toutes les parties.

« Qu'en cet état la juridiction correctionnelle devenait incompétente pour statuer sur l'action civile, puisqu'aux termes des articles susvisés sa compétence, à cet égard, ne se justifiait que par la simultanité et la concomitance de l'action publique, laquelle disparaissait avec le prévenu renvoyé des fins de la poursuite... »

Ainsi, les tribunaux répressifs sont-ils incompétents pour statuer sur l'action intentée contre la personne civilement responsable en cas d'acquittement du prévenu. Cette règle est formelle. Elle l'est même à ce point que le juge, obligé de se déclarer incompétent sur l'action civile, ne peut, en la rejetant, dire celle-ci mal fondée. Un arrêt de la Cour de Cassation du 12 juin 1886 (D. P. 1887.1.45) a fixé dans ce sens la jurisprudence. La Cour de Cassation n'hésita pas à casser l'arrêt d'une Cour d'Appel qui, ayant prononcé la relâche du prévenu, déclara que le préjudice était inexistant et qu'il n'y avait pas lieu à allouer des dommages-intérêts.

CHAPITRE II

Règles particulières aux diverses juridictions répressives.

Nous avons déterminé les règles générales qui permettent l'exercice devant les tribunaux répressifs de l'action intentée contre la personne civilement responsable. Nous allons maintenant voir comment, pour chacune de ces juridictions, le législateur, la doctrine et la tradition ont édicté ou fait admettre des modalités particulières. Tribunal de simple police, tribunal correctionnel, Cour d'Assises, tribunaux militaires, chacune de ces juridictions, par suite de sa composition même et de la nature des infractions qu'elle est chargée de réprimer, a des règles qui lui sont personnelles. Ce sont celles-ci que nous allons considérer. Mais, auparavant, nous verrons quel est le rôle du civilement responsable à l'instruction.

SECTION I.

Intervention de la personne civilement responsable à l'instruction.

Le juge d'instruction peut convoquer à son cabinet la personne civilement responsable d'une infraction. Lorsqu'il saura, soit par les affirmations de la partie

civile, soit par les aveux du délinquant, soit même par la simple considération de l'âge ou de la profession de celui-ci, qu'il existe à côté du prévenu une personne civilement responsable, c'est généralement ainsi qu'il agira. Devons-nous en conclure que le civilement responsable a des droits identiques à ceux de la partie civile ? Non : nous dirons même qu'il n'a aucun droit. Que le juge d'instruction, le convoquant à son cabinet, lui donne connaissance de l'instruction en cours, lui demande s'il se reconnaît civilement responsable, lui apprenne les griefs reprochés au prévenu, c'est pour lui une possibilité, jamais une obligation. La situation de la personne civilement responsable est étrange : aucune des lois sur l'instruction n'a prévu son existence. Elle ne peut invoquer à son profit aucun de ces textes qui sont la garantie d'une instruction équitablement conduite. Si le magistrat instructeur veut l'ignorer, rien ne l'en empêche. Et la personne civilement responsable n'aura connaissance d'une infraction dont elle devra réparation, des circonstances dans lesquelles cette infraction fut commise, des conditions qui l'ont fait mettre en cause, que le jour de l'ouverture des débats, c'est-à-dire alors que l'esprit des juges sera déjà influencé par la lecture du dossier d'instruction. Le prévenu sera sur ses gardes, la partie civile saura sur quel point elle devra attirer particulièrement l'attention des juges. Le civilement responsable, qui subira les frais du procès, qui sera tenu au paiement de dommages-intérêts parfois considérables, arrivera à l'audience, ignorant tout, sans un renseignement, sans une précision, alors que les autres parties au débat auront déjà eu tout loisir d'apprécier la valeur des aveux, des témoignages, des expertises.

Heureusement, les juges d'instruction, qui ont une haute conscience de leur tâche, compensent généralement par leur initiative cette carence des textes. Ils appellent presque toujours à l'instruction le civilement responsable. Cependant, celui-ci, malgré toute la bonne volonté des magistrats instructeurs, ne peut invoquer à son profit certains privilèges accordés par la loi au prévenu et à la partie civile. C'est ainsi qu'il ne peut interjeter appel des ordonnances du juge d'instruction, c'est ainsi qu'il ne peut être assisté d'un conseil, ni, par suite, avoir communication du dossier.

L'article 4 de la loi du 7 février 1933, modifiant l'article 135 du Code d'Instruction Criminelle, énonce les personnes susceptibles d'interjeter appel des ordonnances du juge d'instruction et les cas dans lesquels cet appel sera recevable :

« Le procureur de la République, dit cet article, indépendamment du droit d'appel devant la Chambre du Conseil qui lui est conféré par l'article 116 § 2 du Code d'Instruction Criminelle, contre les ordonnances du juge d'instruction statuant sur le maintien de l'arrestation ou sur la mise en liberté provisoire, pourra interjeter appel de toute autre ordonnance du juge devant la Chambre des mises en accusation.

« Le même droit appartiendra à l'inculpé dans les cas prévus par les articles 115, 119 et 539 du Code d'Instruction Criminelle et à la partie civile contre : 1^o les ordonnances rendues dans les cas prévus par les articles 128, 129, 131 et 539 du présent code ; 2^o toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils. »

L'article 135, ainsi modifié, doit s'entendre d'une manière restrictive, puisqu'il précise bien qui peut, et dans quels cas l'on peut, interjeter appel des ordon-

nances du juge d'instruction. La personne civilement responsable n'étant même pas mentionnée, il est incontestable que ce droit ne saurait lui être reconnu.

De même en est-il du droit de se faire assister d'un conseil. La loi du 8 décembre 1897 déclare dans son article 3 :

« ... Le magistrat donnera avis à l'inculpé de son droit de choisir un conseil parmi les avocats inscrits au tableau ou admis au stage, ou parmi les avoués, et, à défaut de choix, il lui en fera désigner un d'office si l'inculpé le demande... »

La loi du 22 mars 1921 ajoute :

« La partie civile, régulièrement constituée, aura également le droit de se faire assister d'un conseil à partir de sa première audition. »

Et plus loin :

« L'inculpé détenu ou libre et la partie civile ne peuvent être interrogés ou confrontés, à moins qu'ils n'y renoncent expressément, qu'en présence de leurs conseils ou eux dûment appelés. »

La loi de 1897 et la loi de 1921 sont également muettes sur l'assistance d'un conseil à l'égard du civilement responsable. Evidemment, ces lois ne considèrent même pas l'éventualité de la présence du civilement responsable à l'instruction ! Certains auteurs, cependant, tel M. Le Griel (*Traité pratique de l'exercice de l'action civile*, n° 185), ont estimé qu'une telle assistance n'était pas contraire à l'esprit de la loi. Nous voudrions pouvoir dire comme eux, tant cela nous paraîtrait plus équitable. Mais il est certain qu'ils font erreur. Si le juge d'instruction peut toujours convoquer à son cabinet le civilement responsable qu'il entendra au même titre qu'un témoin, comment pour-

rait-il autoriser la présence d'un conseil, alors justement que le législateur a précisé les personnes qui peuvent être assistées d'un tel conseil et qu'il n'a pas nommé le civilement responsable ?

Enfin, dernier privilège considérable qu'ont le prévenu et la partie civile, et que la loi n'accorde pas au civilement responsable : la communication du dossier.

« La procédure, dit l'article 10 de la loi du 8 décembre 1897, modifié par la loi du 22 mars 1921, doit être mise à la disposition des conseils la veille de chacun des interrogatoires que l'accusé doit subir et des auditions de la partie civile. »

C'est par l'intermédiaire de leurs conseils que l'inculpé et la partie civile auront connaissance du dossier. Comment en serait-il de même pour la personne civilement responsable, puisqu'elle ne peut être assistée d'un conseil ? Et, pourtant, la communication du dossier lui serait non moins utile qu'à l'inculpé ou à la partie civile. Bien souvent, c'est le rapport d'un expert qui déterminera le dommage subi par la victime. Le civilement responsable, qui devra réparation de ce dommage, ne pourra connaître ce rapport tant que celui-ci se trouvera au dossier d'instruction.

Un tel état de choses nous paraît absolument inique. Dans certains tribunaux, d'ailleurs, les juges d'instruction ne se montrent pas très rigides à cet égard. Aussi souhaitons-nous qu'un état de droit juste et équitable vienne se substituer à un état de fait instable. Le législateur, par la loi du 7 février 1933, a apporté de nouvelles garanties à la situation des inculpés. Peut-être pourrait-il aujourd'hui songer aux civilement responsables dont les charges, souvent, sont

excessivement lourdes, pour des infractions que d'autres ont commises.

SECTION II.

Action devant le tribunal de simple police.

La compétence du tribunal de simple police pour statuer sur l'action intentée contre la personne civilement responsable est reconnue par l'article 145 du Code d'Instruction Criminelle. Celui-ci est ainsi conçu :

« Les citations pour contraventions de police seront faites à la requête du ministère public ou de la partie qui réclame, et, en matière forestière, à la requête des agents forestiers.

« Elles seront notifiées par un huissier ; il en sera laissé copie au prévenu ou à la personne civilement responsable. »

Cet article, en raison de sa rédaction ambiguë, a fait couler beaucoup d'encre durant le siècle dernier. Comment fallait-il entendre la dernière phrase ? Devait-on la comprendre dans ce sens que le fait de citer le seul civilement responsable était suffisant et que celui-ci pouvait être condamné sans que le prévenu fût appelé aux débats ? Le terme « ou » employé par le législateur pouvait le laisser croire. L'article 145 porte que copie des citations, pour contraventions de police, sera laissé au prévenu « ou » à la partie civilement responsable. Il semble résulter de ces termes que l'on peut indifféremment traduire devant le tribunal de simple police l'auteur de l'infraction ou la personne qui en répond civilement. Trois arrêts rendus par la Cour de Cassa-

tion, le 24 septembre 1829 (D. P. 1829.1.360), le 24 mars 1848 (S. 1849.1.384) et le 3 août 1855 (*Bull. Crim.*, n° 277) confirmèrent cette thèse. La Cour de Cassation déclarait que si le civilement responsable ne pouvait être condamné par un tribunal de répression qu'autant qu'il y avait des prévenus en cause, il n'en était pas ainsi en matière de simple contravention de police et quand il ne s'agissait, par conséquent, ni de crimes ni de délits.

Cette thèse fit de nombreux adeptes. Son défenseur le plus acharné fut Legraverend (*Traité de la Procédure Criminelle*, t. 2). Le raisonnement de Legraverend était le suivant : « Si la citation n'était dirigée que contre la personne réputée civilement responsable d'après la loi, sans que l'auteur de la contravention fût appelé, la citation n'en serait pas moins régulière quant à cette personne et elle n'en devrait pas moins être condamnée par le tribunal de police, s'il y avait lieu, aux dommages-intérêts résultant de la contravention. En effet, quoique le tribunal de police ne doive connaître que des faits qui sont considérés comme contraventions et que, dans le cas supposé, on ne peut reprocher aucune contravention personnelle à celui qui serait cité devant le tribunal, cependant, comme son appel en justice serait le résultat d'une contravention et que la loi n'oblige pas à citer tout à la fois le contrevenant et celui qui en répond ; qu'elle semble, au contraire, permettre de ne citer que le dernier, et que dans beaucoup de cas, c'est le responsable seul qui peut être cité, il est évident que le tribunal de police est compétent pour statuer, quoique le responsable soit seul mis en cause. »

Nous avons vu plus haut que tout tribunal répressif

devait statuer par le même jugement sur l'action contre le prévenu et sur l'action contre le civilement responsable. Si l'on acceptait la thèse qui fut celle de la Cour de Cassation pendant la première moitié du *xix^e* siècle et que défendit si éloquemment Legraverend, ce serait faire échec à la théorie générale. Or cela, croyons-nous, ne fut pas dans l'esprit du législateur de 1808.

Mais, d'abord, la Cour de Cassation, statuant sur les litiges particuliers qui lui étaient soumis, a-t-elle entendu interpréter de façon générale et absolue l'article 145 ? Si nous examinons les motifs des arrêts qu'elle a rendus en cette matière, nous devons constater qu'à chaque fois il s'agissait de contraventions commises par des domestiques ou gens de travail, par suite des ordres qui leur étaient donnés. La responsabilité de l'infraction retombait entièrement sur le maître dont le préposé n'avait été que l'instrument. Il ne s'agissait plus d'un cas de responsabilité civile : le commettant devenait pénalement responsable. C'est dans ce seul cas que la Cour de Cassation a jugé possible la condamnation du civilement responsable, sans que l'auteur même de l'infraction fût cité. Il nous paraît donc impossible de s'appuyer sur la jurisprudence de la Cour Suprême pour donner un sens abusif à l'article 145.

Quant aux affirmations de Legraverend, elles sont certainement erronées. Elles partent, en effet, du principe que « la loi n'oblige pas à citer tout à la fois le contrevenant et celui qui en répond ». Mais est-ce bien là la signification de l'article 145 ? Non, assurément.

D'après Boitard (*Leçons sur le Code d'Instruction Criminelle*, p. 436), « S'il faut donner un sens particu-

lier à ces mots de l'article 145 : « ou à la personne civilement responsable », on peut admettre, comme cas unique où la personne civilement responsable pourra être citée seule valablement, le cas où l'auteur du fait serait tellement jeune, qu'il y aurait impossibilité de voir en lui un prévenu, par exemple un enfant de sept à huit ans. »

D'autres auteurs, tel Sourdat, ont estimé que le prévenu devait toujours être cité personnellement, mais que la loi permettait de remettre la citation à la personne civilement responsable parce que celle-ci a intérêt à faire comparaître le prévenu et que la citation parviendra toujours aux mains du délinquant.

Pour nous, il nous semble que la pensée des rédacteurs du Code d'Instruction Criminelle était beaucoup plus simple. Nous nous trouvons en présence d'un vice de rédaction. La phrase qui fait l'objet de cette discussion se trouve placée aussitôt après celle-ci : « Elles (les citations) seront notifiées par un huissier. » L'article 145 *in fine* concerne seulement la forme dans laquelle ces citations doivent être faites. On doit en laisser copie. Que l'huissier se trouve au domicile du prévenu ou qu'il se trouve à celui du civilement responsable, c'est ainsi qu'il agira. Tel est, sans aucun doute, le sens de la phrase : « Il en sera laissé copie au prévenu ou à la personne civilement responsable. » Mais cela ne veut pas dire qu'une seule copie sera laissée, au prévenu ou au civilement responsable. Il ne s'agit pas d'une dérogation à la règle générale. Le civilement responsable ne peut pas être isolément poursuivi devant une juridiction répressive, pour la seule raison qu'il est actionné à raison d'une contravention.

Le tribunal de simple police sera donc compétent

pour statuer sur l'action intentée contre la personne civilement responsable, sans qu'aucune règle particulière délimite ou précise son champ d'action. Il se conformera simplement aux règles communes à toutes les juridictions de répression.

SECTION III.

Action devant le tribunal correctionnel.

Cette action est déterminée par les articles 182 et 190 du Code d'Instruction Criminelle. Elle est exercée conformément aux principes généraux que nous avons vus dans le chapitre précédent et sans qu'aucune règle particulière vienne en limiter ou en étendre la portée.

§ 1. — *L'article 182 C. I. C.*

L'article 182 concerne la saisine du tribunal correctionnel. Il est ainsi conçu :

« Le tribunal sera saisi, en matière correctionnelle, soit par le renvoi qui lui en sera fait d'après les articles 130 et 160 ci-dessus, soit par la citation donnée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables du délit par la partie civile et, à l'égard des délits forestiers, par le conservateur, inspecteur et sous-inspecteur forestier, ou par les gardes généraux et, dans tous les cas, par le procureur du Roi (le procureur de la République). »

Le civilement responsable sera cité, en matière normale, par la partie civile ou par le parquet. Le renvoi

devant le tribunal correctionnel en vertu des articles 130 et 160 ne s'applique en effet qu'au prévenu. L'article 130 concerne le renvoi par ordonnance du juge d'instruction. Nous avons vu que le civilement responsable n'a pas accès officiellement dans le cabinet du juge d'instruction. Il ne peut être entendu par ce dernier qu'à titre de témoin. Il n'était donc pas possible que le juge d'instruction le renvoie avec le prévenu devant la juridiction répressive. D'ailleurs l'article 130 déclare fort explicitement : « Si le délit est reconnu de nature à être puni par des peines correctionnelles, le juge d'instruction renverra le prévenu au tribunal de police correctionnelle. » Il n'y a pas à se méprendre sur le sens de cet article : le prévenu seul est en cause.

L'article 160 concerne le renvoi par le tribunal de simple police. Il est ainsi rédigé : « Si le fait est un délit qui emporte une peine correctionnelle ou plus grave, le tribunal renverra les parties devant le procureur du Roi (le procureur de la République). » Parlant simplement des parties, on pourrait penser qu'il s'applique aussi bien au civilement responsable qu'au délinquant. Telle n'est point cependant notre opinion. En effet, le juge de simple police ne renvoie pas directement devant le tribunal correctionnel. Il renvoie les parties, c'est-à-dire le prévenu et la partie civile s'il y en a une, devant le procureur de la République. Celui-ci citera le prévenu, et, s'il y a lieu, le civilement responsable, devant le tribunal correctionnel. Mais une telle citation du parquet au civilement responsable ne concernera que les frais et dépens, et non pas les dommages-intérêts alloués à la partie civile. Ainsi, au cas où une partie civile aurait donné citation au civile-

ment responsable à comparaître devant le tribunal de simple police, et au cas où le tribunal, considérant l'infraction commise comme un délit, renverrait les parties devant le procureur de la République, il faudrait, pour que le civilement responsable pût être condamné aux dommages-intérêts envers la partie civile, qu'il reçût de celle-ci une nouvelle citation devant la juridiction compétente.

Les dispositions de l'article 182 sur la manière de saisir les tribunaux correctionnels ne sont pas restrictives. En vertu de ce principe, la jurisprudence admet, de façon constante, la comparution volontaire du prévenu comme mode de saisine du tribunal correctionnel (Montpellier, 11 mars 1892, D. P. 1896.2.4 ; Crim. 1^{er} juin 1894, D. P. 1894.1.574 ; 8 juillet et 7 sept. 1905, D. P. 1907.1.22 ; 15 juin 1921, D. P. 1922.1.117 ; 4 juillet 1929, D. H. 1929.429). En est-il de même pour la personne civilement responsable ? La jurisprudence n'a pas eu à statuer sur ce point. Mais nous ne pensons point qu'il puisse en être ainsi. L'instance engagée contre la personne civilement responsable est, en effet, une véritable instance civile, quoiqu'elle se déroulât devant une juridiction répressive. La citation devant le tribunal correctionnel y joue le rôle de l'assignation devant le tribunal civil. Elle fait connaître au civilement responsable les différents chefs de demande formulés contre lui. Elle est indispensable. Lorsque le civilement responsable n'est cité qu'à la demande du procureur de la République, il ne saurait être condamné au paiement des dommages-intérêts réclamés par la partie civile. Lorsqu'il n'est cité par personne, il ne peut, même en cas de comparution volontaire, être condamné au versement d'une somme quelconque.

§ 2. — *L'article 190 C. I. C.*

L'article 190 a trait à la manière dont sont poursuivis les débats devant le tribunal correctionnel. Il dispose que : « ... Le prévenu sera interrogé ; le prévenu et les personnes civilement responsables proposeront leur défense ; le procureur du Roi (le procureur de la République) résumera l'affaire et donnera ses conclusions ; le prévenu et les personnes civilement responsables du délit pourront répliquer. » Le civilement responsable se trouve ainsi dans une situation à peu près identique à celle qui lui serait réservée dans l'enceinte d'une chambre civile. Contrairement à ce qui a lieu pour le prévenu, il n'est pas interrogé. Il propose sa défense par voie de plaidoirie et, s'il lui paraît utile, par voie de conclusions.

A propos de ces conclusions, cependant, se manifestent quelques différences, toutes à son avantage, avec ce que serait sa situation devant la juridiction civile.

En premier lieu, conclure est une faculté pour lui, non une obligation. Devant un tribunal civil, faute de conclure, il serait réputé défaillant. Ici, les débats de toute façon se dérouleront contradictoirement, du moment qu'il a été cité et qu'il comparait.

En second lieu, aucune disposition du Code d'Instruction Criminelle n'exige, pour la validité ou la régularité des conclusions des parties, qu'elles soient rédigées par écrit et signées. Elles peuvent être prises verbalement à l'audience. Dans un arrêt du 7 avril 1927 (D. P. 1928.1.52), la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a jugé qu'aucun moyen de nullité

ne saurait être tiré de ce que les conclusions écrites de la partie civile n'étaient revêtues d'aucune signature, dès lors qu'elles ont été présentées oralement et développées à l'audience. Cette règle, énoncée par la Chambre Criminelle pour les conclusions de la partie civile, est également applicable aux conclusions de la personne civilement responsable.

Enfin, il n'y a pas en matière correctionnelle de clôture des débats. Aussi, la personne civilement responsable peut-elle conclure tant que le jugement n'est pas prononcé. Un arrêt de la Chambre Criminelle du 14 novembre 1896 (*Bull. Crim.*, n° 333) a nettement posé ce principe en cassant l'arrêt par lequel des juges correctionnels d'appel avait rejeté des conclusions nouvelles, en les déclarant tardives et inadmissibles comme n'ayant été produites que plusieurs semaines après l'arrêt de mise en délibéré.

SECTION IV.

Action devant la Cour d'Assises.

Les conditions de l'action devant la Cour d'Assises ne sont pas formellement déterminées par les textes. L'article 3 du Code d'Instruction Criminelle permet d'intenter l'action en réparation du dommage causé par une infraction en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. L'application de ce texte en matière correctionnelle et de simple police a été consacrée par les articles 190 et 174 du Code d'Instruction Criminelle. Rien de tel en matière criminelle. L'ar-

ticle 358 du Code d'Instruction Criminelle décide simplement que : « ... La Cour statuera ensuite sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, après que les parties auront proposé leurs fins de non recevoir ou leurs défenses, et que le procureur général aura été entendu... » Et l'article 359 déclare que : « Les demandes en dommages-intérêts, formées soit par l'accusé contre ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, seront portées à la Cour d'Assises... »

Nous estimons cependant que la compétence de la Cour d'Assises en cette matière est indéniable. Les deux articles précités ne l'impliquent pas formellement, mais elle ressort de leur rapprochement avec l'article 74 du Code Pénal, qui comprend les cours devant lesquelles sont portées les affaires criminelles au nombre des tribunaux éventuellement appelés à statuer sur les cas de responsabilité civile.

Aucun texte dans le Code d'Instruction Criminelle ne déterminant la procédure de citation du civilement responsable devant la Cour d'Assises, il nous semble qu'il faudra se conformer à ce que l'article 182 décide pour les citations devant le tribunal correctionnel. La citation devra être adressée au civilement responsable soit par la partie civile, soit par le ministère public. Elle devra l'être, d'ailleurs, avant la formation du jury du jugement (Crim. 18 juin 1847, S. 1847.1.783). La personne civilement responsable doit en effet être à même de suivre l'ensemble des débats. Cette condition est obligatoire pour qu'elle puisse présenter ses moyens de défense (Crim. 17 décembre 1925, D. H. 1926.52).

L'action devant la Cour d'Assises sera subordonnée

aux conditions générales que nous avons examinées plus haut. Cependant, deux particularités sont propres à la procédure devant cette juridiction. D'une part, la Cour d'Assises peut statuer séparément sur l'action publique contre le prévenu et sur l'action civile contre la personne civilement responsable. D'autre part, elle peut condamner la personne civilement responsable à des dommages-intérêts, même en cas d'acquittallement du prévenu.

§ 1. — *Possibilité pour la Cour d'Assises de statuer séparément sur les deux actions.*

Cette possibilité est reconnue à la Cour d'Assises par les articles 358 et 366 du Code d'Instruction Criminelle. Ces deux articles permettent à la juridiction des Assises, non seulement de statuer sur l'action en dommages-intérêts après avoir statué sur l'action publique, mais même, l'acquittallement ou la condamnation pénale ayant été prononcé, de « commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces, et faire son rapport à l'audience, où les parties pourront encore présenter leurs observations, et où le ministère public sera entendu de nouveau ». Nous nous trouverons dès lors en présence d'une véritable audience civile.

L'explication de cette différence entre la Cour d'Assises et les autres juridictions répressives se trouve dans la présence, aux Assises, du jury. En matière correctionnelle ou de simple police, c'est le même juge qui statue sur l'action pénale et sur l'action civile. En matière criminelle, au contraire, la Cour seule a le pouvoir de juridiction sur la demande visant le civile-

ment responsable, alors que c'est le jury qui statue sur la culpabilité du prévenu. Depuis la loi du 5 mars 1932, le jury prend même part à la délibération sur l'application de la peine. En vertu de cette loi, la peine devant être votée à la majorité absolue par la Cour et le jury réunis, on peut dire que le jury est maître souverain de la peine à prononcer, puisqu'il représente douze voix, alors que la Cour n'en représente que trois. Par contre, dès qu'il s'agit de statuer sur la demande en dommages-intérêts ou sur les frais, le jury n'a plus aucun pouvoir. Il est donc normal de décider qu'en présence de cette dualité de juridictions représentée par la Cour d'Assises, l'arrêt sur les chefs de demandes civiles et l'arrêt sur l'action publique peuvent être rendus séparément.

L'arrêt sur la demande civile peut même être rendu un autre jour de la session. Le sort du pénalement responsable étant fixé, celui du civilement responsable le sera ultérieurement (Crim. 20 juillet 1844, Dall., *Jur. Gén.* V^o *Procédure Criminelle*, n^o 2359 ; 25 mai 1849, D. P. 1850.1.30 ; 6 octobre 1853, D. P. 1853.5.11 ; 23 janvier 1890, D. P. 1890.1.332).

L'audience civile pourra même être renvoyée à une autre session. Aucun texte de loi n'est contraire à une telle procédure. La Cour peut avoir ordonné une expertise dont les résultats ne seront acquis qu'après de longues recherches. Peu importe que les opérations d'expertise excèdent le délai de la session pour laquelle sont convoqués les jurés, puisque ceux-ci ne prennent point part à l'audience civile. Telle est, d'ailleurs, la doctrine de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation (14 juin 1873-12 février 1874, Dall., *Jur. Gén.* Suppl. V^o *Compétence criminelle*, n^o 348).

La Chambre Criminelle a même décidé qu'il n'était pas nécessaire que le renvoi à une autre session fût expressément prononcé. Dans un arrêt rendu par elle le 15 novembre 1907 (D. P. 1909.1.198), et qui résume toute la jurisprudence précédente, elle pose très nettement ce principe qu'elle justifie par les motifs suivants :

« ... Attendu qu'il résulte des dispositions de l'article 358 du Code d'Instruction Criminelle que cette compétence (compétence des Cours d'Assises) ne cesse pas avec la session au cours de laquelle la demande en dommages-intérêts a été intentée.

« Que le chef de demande, relatif aux dommages-intérêts, se lie essentiellement à l'accusation criminelle, accessoirement à laquelle il se produit ; et que l'arrêt qui accorde la réparation civile du crime n'est que le complément de l'arrêt qui prononce la peine et se confond avec lui.

« Qu'il est donc vrai de dire que, tant qu'il n'a pas été statué définitivement sur les conclusions de la partie civile, l'affaire n'est pas terminée et que la juridiction devant laquelle elle a été engagée reste seule compétente pour en connaître.

« Attendu en conséquence que les juges, appelés à statuer sur ladite demande en dommages-intérêts à une session subséquente, ne sauraient se déclarer incompétents sur le fondement que le renvoi à cette session n'avait pas été ordonné.

« Que l'article 366 du Code d'Instruction Criminelle ne contient aucune prescription relative au renvoi, et qu'en l'absence de difficultés sur une question d'exécution, les juges ne peuvent abdiquer une compétence

qui leur est attribuée par la loi dans l'intérêt des parties et de la bonne administration de la justice... »

La Cour d'Assises étant compétente pour statuer sur la condamnation à des réparations civiles, il est certain qu'elle doit achever cette mission, même si elle ne peut statuer définitivement qu'à une autre session : il n'est pas indispensable dans ce cas que le renvoi soit prononcé explicitement, puisque, comme le rappelle la Chambre Criminelle, d'une part aucun texte ne l'exige, d'autre part la condamnation civile est le complément de la condamnation pénale. L'arrêt du 15 novembre 1907 ne vise que la condamnation à des réparations civiles prononcées contre le prévenu. Mais il est évident qu'une telle jurisprudence est applicable en ce qui concerne le civilement responsable, la condamnation contre celui-ci étant de même nature et son objet étant identique.

§ 2. — *Possibilité pour la Cour d'Assises de prononcer une condamnation contre le civilement responsable, même en cas d'acquittallement du prévenu.*

A. Le principe général.

Ce principe est posé très nettement par l'article 366 du Code d'Instruction Criminelle qui décide que : « Dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquittallement ou de condamnation, la cour statuera sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé... » Nous avons vu que les tribunaux correctionnels et de simple police devaient, en cas d'acquittallement du prévenu, mettre hors de cause la personne civilement responsable. La Cour d'Assises, par

contre, a, en vertu de l'article 366, le droit de statuer en audience civile alors que le délinquant est acquitté. Ce droit a son origine dans le fait que la Cour d'Assises a la plénitude de juridiction au civil comme au pénal. On entend par là qu'elle doit se prononcer sur toute demande qui lui est soumise, quelle que soit la réponse du jury sur l'action publique. Une telle extension des pouvoirs d'une juridiction répressive est bien compréhensible. C'est généralement la partie civile qui poursuit la personne civilement responsable. Or, la seule constitution de partie civile au cours d'une instance criminelle nécessite l'engagement de frais considérables. Pourquoi obliger la victime à se présenter devant un autre tribunal pour obtenir réparation du dommage qui lui a été causé, alors que de tels frais ont déjà été engagés et que l'arrêt de renvoi rendu par la Chambre des mises en accusation est une garantie contre la demande inconsiderée d'un plaideur audacieux ?

Garraud, dans son *Traité d'Instruction Criminelle*, oppose deux inconvénients à la plénitude de juridiction des Cours d'Assises. D'abord c'est, en raison de l'impossibilité d'interjeter appel de toute décision rendue par une Cour d'Assises, la suppression du double degré de juridiction. Ensuite, et ce deuxième inconvénient n'est qu'une conséquence du premier, c'est le fait que l'arrêt sera rendu en dernière instance par deux conseillers à la Cour et un juge au tribunal, ou un conseiller et deux juges, au lieu de l'être par cinq conseillers. Mais nous ne comprenons pas comment de tels inconvénients peuvent être opposés à ce que les Cours d'Assises statuent au civil alors qu'elles ont acquitté au pénal. Le premier argument est sans rapport

avec la question même. En effet, qu'il y ait ou non acquittement, de toute façon l'arrêt sera rendu en dernier ressort. Il ne s'agit pas du tout d'un inconvénient à la plénitude de juridiction des Cours d'Assises, mais plus simplement d'une critique au simple fait qu'elles puissent statuer sur l'attribution de dommages-intérêts. Nous quittons ainsi le cas particulier de l'acquittement au pénal pour rentrer dans le cas général. Afin de pallier à cet inconvénient, il faudrait enlever aux Cours d'Assises le pouvoir de décider des réparations civiles. Mais ce serait supprimer une des attributions essentielles de la Cour d'Assises. Or, si le double degré de juridiction est supprimé, l'instruction préalable, par contre, et l'ampleur des débats apportent des garanties sérieuses à l'exercice des pouvoirs juridictionnels de la Cour d'Assises. Quant au deuxième argument, il est devenu aujourd'hui sans valeur : l'article 2 du décret du 25 juin 1934, modifiant l'article 1^{er} de la loi du 30 août 1883, a décidé que les arrêts des Cours d'Appel seraient dorénavant, comme les jugements des tribunaux de première instance, rendus par trois magistrats. Il n'y a donc aucune raison de marchander à cette haute juridiction qu'est la Cour d'Assises des pouvoirs que le législateur lui a attribués fort sagement.

Lorsque la Cour d'Assises, après acquittement du prévenu, statue sur l'action en dommages-intérêts intentée contre le civilement responsable, on dit généralement qu'elle statue en audience civile. Faut-il en conclure qu'elle a alors les pouvoirs d'un tribunal civil ? Non, pour deux raisons. D'une part, parce que la condamnation qu'elle prononce doit être fondée sur une faute civile accessoire aux faits mêmes de l'accu-

sation. D'autre part, parce que cette condamnation ne doit pas être en contradiction avec les appréciations souveraines du jury.

a) *La condamnation doit être fondée sur une faute civile accessoire aux faits mêmes de l'accusation.*

La Cour d'Assises est juge d'un crime. A côté de ce crime, elle a à statuer sur une demande en dommages-intérêts. Mais il s'agit d'une action accessoire. Contrairement à un tribunal civil ordinaire qui peut connaître de tous les chefs de demande en réparations civiles, la Cour d'Assises verra sa compétence limitée aux chefs de l'accusation. L'acquittement étant prononcé au pénal, une faute civile peut subsister à l'encontre du prévenu ou du civilement responsable. C'est dans ce cas seulement que, malgré l'acquittement, la Cour d'Assises pourra prononcer une condamnation civile (Crim. 1^{er} décembre 1883, *Bull. Crim.*, n° 271 ; 23 octobre 1890, *Bull. Crim.*, n° 202 ; 27 février 1891, *Bull. Crim.*, n° 51 ; 21 juillet 1892, *Bull. Crim.*, n° 214).

b) *L'arrêt sur les intérêts civils ne doit pas être en contradiction avec les appréciations du jury.*

Nous nous trouvons ici en présence d'une simple application du principe de l'autorité de la chose jugée. L'arrêt ne doit pas faire revivre sous une nouvelle forme l'accusation sur les chefs de laquelle le jury a acquitté le prévenu. Il doit y avoir faute civile, mais cette faute ne doit pas avoir été niée par la décision du jury. L'arrêt doit préciser les faits caractérisant la faute qui sert de base à l'action en réparation du dommage. Il doit également préciser que cette faute

est distincte du crime définitivement écarté par le jury (Crim. 26 novembre 1920, D. P. 1921.1.160). La jurisprudence de la Cour de Cassation est, sur ce point, d'accord avec l'ensemble de la doctrine. Un arrêt de la Chambre Criminelle du 13 janvier 1927 (S. 1928.1.371) a définitivement fixé cette jurisprudence.

« ... Attendu, dit cet arrêt, que si la Cour d'Assises, statuant sur la demande de dommages-intérêts de la partie civile contre l'accusé acquitté, dans les conditions prévues par l'article 358 du Code d'Instruction Criminelle, ne peut, sans violer l'autorité de la chose jugée, remettre en question ce qui a été souverainement décidé par le jury, elle peut condamner à des dommages-intérêts l'accusé acquitté, pourvu que sa décision, renfermée dans les limites de l'accusation originaire, constate une faute imputable à l'accusé, et que, dans la constatation de cette faute, la Cour ne fasse pas revivre l'accusation purgée par le verdict du jury et l'ordonnance d'acquiescement... »

Cet arrêt ne vise que l'accusé acquitté, mais il en est de même en ce qui concerne le civilement responsable, puisque celui-ci voit la source de sa responsabilité dans la faute même imputable au prévenu.

Ainsi, le civilement responsable peut-il être condamné au paiement de dommages-intérêts, même au cas d'acquiescement du prévenu. Cependant, lorsque la Cour d'Assises statue sur une telle action, ses pouvoirs sont moins étendus que ceux d'un tribunal civil ordinaire. Un tribunal civil, sans doute, doit tenir compte de la chose déjà jugée au pénal. Mais ce principe doit être appliqué d'une manière plus rigoureuse par la Cour d'Assises prononçant une condamnation à des

dommages-intérêts après acquittement sur l'action publique. Même implicitement, la faute civile ne doit pas avoir été écartée par le verdict du jury. Statuant en « audience civile », la Cour d'Assises n'a pas les pouvoirs d'un tribunal civil. C'est bien en tant que juridiction répressive qu'elle rend son arrêt sur les intérêts civils, accessoirement à l'arrêt sur l'action publique.

B. L'exception au principe général prévue par la loi du 29 juillet 1881, en matière de délits de presse.

La Cour d'Assises, en vertu de la loi du 29 juillet 1881, est compétente pour statuer sur les délits d'injure ou de diffamation envers les cours et tribunaux, les armées de terre et de mer, les corps constitués, les administrations publiques, les membres du Parlement, les fonctionnaires publics, les jurés et les témoins. Il s'agit de délits, puisque la peine prévue s'élève au maximum à un an de prison et 3.000 francs d'amende. Cependant, en raison de la nature même de ces infractions, et eu égard aux personnes morales ou physiques qui en sont les victimes, le législateur a voulu que le jury, émanation directe de la volonté populaire, fût maître du verdict. Il a décidé que ces délits relèveraient, par une extension de compétence, de la Cour d'Assises. La procédure suivie en cette matière est donc toute spéciale. C'est ainsi que l'article 58 de la loi du 29 juillet 1881 décide, par exception à la règle générale, que :

« En cas d'acquittement par le jury, s'il y a partie civile en cause, la Cour ne pourra statuer que sur les dommages-intérêts réclamés par le prévenu. Ce der-

nier devra être renvoyé de la plainte sans dépens ni dommages-intérêts au profit du plaignant. »

Nous avons vu plus haut (1^{re} Partie, Titre II, Chapitre II, Section II, § 4) que les propriétaires de journaux sont civilement responsables des gérants, éditeurs, auteurs, imprimeurs, vendeurs, distributeurs et afficheurs, en vertu de l'article 44 de cette même loi. Par application de l'article 58, ils seront exonérés de toute responsabilité dans le cas d'acquiescement du prévenu, puisque « la Cour ne pourra statuer que sur les dommages-intérêts réclamés par le prévenu ».

Les motifs de cette disposition législative ont été fort bien exposés par M. Lisbonne, rapporteur à la Chambre des Députés de la loi sur la presse. Dans le projet de la Commission, l'article qui nous intéresse portait le n^o 61. M. Lisbonne justifiait les termes de cet article ainsi :

« L'article 61 du projet constitue une innovation fort importante dans la législation.

« On sait qu'aux termes de l'article 358 du Code d'Instruction Criminelle, l'accusé même acquitté peut être condamné à des dommages-intérêts par la Cour d'Assises quand il y a partie civile en cause.

« On sait aussi à quelles critiques et à quels abus a donné lieu, même en matière ordinaire, la pratique de cette règle de droit commun.

« Le souvenir n'est pas encore éloigné de cet arrêt rendu par la Cour d'Assises des Bouches-du-Rhône qui, après un verdict négatif sur une question de blessures faites et de coups volontairement portés, condamna néanmoins à des dommages-intérêts en déclarant qu'il était résulté des débats que l'accusé avait maladroitement porté un coup qui pouvait lui être imputé à

faute. Il est vrai que cet arrêt, peu adroit, fut cassé le 7 mai 1864.

« Eh bien, une jurisprudence récente applique l'article 358 aux délits jugés par la Cour d'Assises, délits qui ne sont autres que ceux qui peuvent avoir été commis par la presse ou par la parole.

« Il est arrivé que des journalistes acquittés par le jury ont expié le délit qu'il n'avait pas commis, par des condamnations à des dommages-intérêts qui excédaient le maximum des amendes prononcées par la loi.

« C'est, peut-être, une application rigoureusement exacte de la loi criminelle.

« Mais nous avons pensé qu'il était difficile, dans la matière qui nous occupe, de ne pas abroger cet usage, de laisser subsister un quasi-délit, après l'acquittement du délit, et surtout de supposer que le jury, en répondant « non » sur la question de culpabilité intentionnelle, n'a pas eu la volonté d'absoudre entièrement le prévenu.

« D'ailleurs, c'est par une sorte de prorogation de juridiction que la Cour d'Assises connaît des délits commis par la voie de la presse ou de la parole.

« Or, en matière de délits, les tribunaux correctionnels ne peuvent condamner à des dommages-intérêts le prévenu acquitté. C'est le plaignant seul qui, dans ce cas, y est exposé. »

Deux arguments sont mis en valeur par M. Lisbonne, un argument d'équité et un argument de procédure.

L'argument d'équité est le suivant : dans une matière aussi délicate et aussi scabreuse que les délits de presse, on ne doit pas laisser subsister un quasi-délit, après l'acquittement. Le législateur a voulu qu'ici

tout spécialement, contrairement aux règles générales posées par le Code d'Instruction Criminelle, le jury décide de la culpabilité ou de l'innocence de l'auteur d'un délit. Il n'y a aucun rapport avec le cas ordinaire d'une faute civile subsistant après l'acquittement d'un crime. Nous sommes en une matière où la faute, qu'on lui reconnaisse un caractère civil ou un caractère pénal, est identique. Or nous avons vu que, même lorsque, en matière normale, il y a condamnation à des dommages-intérêts après acquittement sur l'action publique, l'arrêt sur les intérêts civils ne peut pas faire revivre l'accusation purgée par le verdict du jury. Ici, en raison de la nature même de la faute, c'est ce qui se passerait irrémédiablement. On peut donc dire que cet argument n'est que l'application à une matière spéciale d'un principe général.

L'argument de procédure est plus simple. C'est en vertu d'une prorogation de juridiction que la Cour d'Assises est compétente pour connaître des délits de presse. Or, en matière de délits, les tribunaux correctionnels ne peuvent statuer sur les intérêts civils en cas d'acquittement. Cet argument, peut-être plus parlementaire que juridique, n'a certainement pas une valeur fondamentale. Du moment qu'il y a prorogation de juridiction, on doit s'en tenir à la procédure de la juridiction saisie. Lorsqu'une Cour d'Appel évoque une affaire, cette affaire est jugée conformément à la procédure suivie devant les Cours d'Appel. On ne peut, devant une juridiction, vouloir suivre les règles d'une autre juridiction, sous prétexte que normalement l'affaire jugée serait de la compétence de celle-ci.

C'est donc surtout en raison de l'argument d'équité invoqué par M. Lisbonne qu'il convient d'apprécier la

valeur de l'article 58. Cet article était-il indispensable ? Nous avons vu que non, puisqu'il n'est que l'application d'un principe général. On ne peut néanmoins nier son utilité : ayant force de loi, il tranche raisonnablement une question dont la solution n'a plus besoin d'être demandée aux tribunaux.

SECTION V.

Action devant les tribunaux militaires.

Il y a lieu d'établir une distinction, suivant que l'action est portée devant un tribunal militaire proprement dit ou devant une prévôté.

§ 1. — *Action devant les tribunaux militaires proprement dits.*

La règle, dans ce cas, est que les personnes civilement responsables ne peuvent pas être poursuivies devant le tribunal répressif. La loi du 9 mars 1928, ou Code de Justice Militaire, décide en effet dans son article 8 que :

« La justice militaire ne statue que sur l'action publique... L'action civile ne peut être poursuivie que devant les tribunaux civils ; l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile. »

Le tribunal militaire étant incompétent pour statuer sur l'action civile, les personnes civilement responsa-

bles ne pourront être poursuivies que devant une juridiction civile. Ces dispositions, d'ailleurs, se trouvaient déjà dans la loi du 9 juin 1857, qui constituait le Code de Justice militaire avant la loi du 9 mars 1928. Elles y faisaient l'objet des articles 53 et 54, dont la fusion a donné l'article 8 de la nouvelle loi.

§ 2. — *Action devant les prévôtés.*

Lorsqu'une armée se trouve, en temps de guerre, en territoire étranger, des prévôtés sont créées afin de statuer sur tous les conflits qui s'élèvent à propos des nombreuses personnes civiles ou des agents militaires que cette armée traîne à sa suite. Aux termes de l'article 189 de la loi du 9 mars 1928 :

« ... Les prévôtés ont juridiction :

1^o Sur les cantiniers, cantinières, marchands, domestiques et toutes personnes à la suite de l'armée en vertu de permissions.

2^o Sur les vagabonds et gens sans aveu.

3^o Sur les prisonniers de guerre qui ne sont pas officiers.

Elles connaissent à l'égard des individus ci-dessus désignés, dans l'étendue de leur ressort :

1^o Des contraventions de police et des infractions aux règlements relatifs à la discipline.

2^o De toute infraction dont la peine ne peut excéder un an de prison et 200 francs d'amende, ou l'une de ces peines.

3^o Des demandes de dommages-intérêts qui n'excèdent pas 1.500 francs, lorsqu'elles se rattachent à une infraction de leur compétence... »

Cet article, dont les dispositions ne font que repro-

duire l'article 75 de la loi du 9 juin 1857, ne mentionne pas spécialement les personnes civilement responsables. Cependant, étant donné la compétence des prévôtés et la possibilité qu'ont celles-ci de statuer sur les demandes en dommages-intérêts, il est certain qu'il faut appliquer l'article 74 du Code Pénal. A côté des délinquants, les prévôtés auront à connaître des personnes civilement responsables, lorsque la demande en dommages-intérêts n'excèdera pas 1.500 francs. Dans ce cas, elles statueront conformément au droit commun.

TITRE II

Des voies de recours ouvertes aux personnes civilement responsables.

Lorsqu'une personne civilement responsable du fait d'autrui a été condamnée par un tribunal répressif au paiement de dommages-intérêts, de frais ou de toute autre réparation pécuniaire, elle a à sa disposition certaines voies de recours qui lui permettront de faire tomber la décision qui lui fait grief.

On distingue généralement, en matière pénale, les voies de recours contre les décisions des juridictions d'instruction et les voies de recours contre les décisions des juridictions de jugement.

Les premières, qui sont l'opposition aux ordonnances du juge d'instruction et le pourvoi en cassation contre les arrêts de la Chambre des mises en accusation, ne sont pas ouvertes aux personnes civilement responsables. Pour l'opposition aux ordonnances du juge d'instruction, en effet, l'article 135 du Code d'Instruction Criminelle, qui fait une énumération limitative des personnes à qui ce droit est accordé, ne mentionne pas les civilement responsables (V. titre précédent, Chapitre II, Section I). Quant au pourvoi en cassation contre les arrêts de la Chambre des mises en ac-

cusation, les articles 296, 298 et 408 du Code d'Instruction Criminelle ne l'accordent qu'au prévenu et au ministère public.

En ce qui concerne les voies de recours contre les décisions des juridictions de jugement, il faut considérer si l'on se trouve en présence de voies ordinaires ou de voies extraordinaires. Les voies ordinaires, qui sont l'opposition et l'appel, sont ouvertes aux civilement responsables sans aucune restriction. Les voies extraordinaires sont le pourvoi en cassation et le pourvoi en révision : le pourvoi en cassation leur est ouvert, mais d'une manière limitée. Le pourvoi en révision ne leur est, par contre, pas accordé. L'article 443 du Code d'Instruction Criminelle déclare, en effet, que la révision ne peut être demandée qu'en matière criminelle ou correctionnelle, et les cas dans lesquels elle peut être poursuivie ne concernent que des condamnations pénales.

Les voies de recours qui sont à la disposition des personnes civilement responsables du fait d'autrui sont donc l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation. Nous allons voir dans les chapitres suivants dans quelle mesure et suivant quelles règles les civilement responsables peuvent exercer ces voies de recours.

CHAPITRE I

L'opposition.

Aucun texte du Code d'Instruction Criminelle ne désigne expressément les personnes civilement responsables parmi celles qui peuvent former opposition aux décisions rendues par défaut. Mais il convient de rappeler qu'aucun article non plus ne donne une énumération limitative de ces personnes. D'un autre côté, l'article 149 du Code d'Instruction Criminelle déclare que : « Si la personne citée ne comparaît pas au jour et à l'heure fixés par la citation, elle sera jugée par défaut. » Et, aux termes de l'article 150 du Code d'Instruction Criminelle : « La personne condamnée par défaut ne sera plus recevable à s'opposer à l'exécution du jugement, si elle ne se présente... » Ces termes généraux, « la personne citée », « la personne condamnée », désignent aussi bien le civilement responsable que le prévenu. Les articles 149 et 150 concernent l'opposition aux jugements des tribunaux de simple police. La jurisprudence en étend les dispositions aux jugements rendus par les tribunaux correctionnels. Quant aux arrêts des Cours d'Assises, on ne saurait par contre y faire opposition. Le prévenu, en effet, n'a pas le droit en matière criminelle de faire défaut : sa comparution n'est que l'exécution d'une décision de justice,

l'arrêt de renvoi de la Chambre des mises en accusation. Cet arrêt contenant une ordonnance de prise de corps, le prévenu ne peut s'y soustraire sans être rebelle à la loi. Rien de tel, sans doute, pour le civilement responsable qui comparaît en vertu d'une citation. Mais, en raison du caractère solennel d'une audience de Cour d'Assises, en raison aussi des frais considérables que nécessite la procédure criminelle, on ne saurait accorder le droit de faire opposition au seul civilement responsable, alors que le prévenu se voit dénier ce droit.

La personne civilement responsable peut exercer le droit de former opposition indépendamment de toute action du prévenu. Nous allons donc étudier la nature de cette opposition, les conditions dans lesquelles elle peut être formée, le délai dans lequel elle devra être signifiée.

SECTION I.

Nature de l'opposition formée par les personnes civilement responsables.

Lorsque, en l'absence de toute action du prévenu, la personne civilement responsable forme opposition à la décision rendue par un tribunal répressif, quelle est la nature de cette opposition ? Ne s'agit-il pas d'une action purement civile ? L'opposition concernant les dommages-intérêts ou les frais, il semble bien qu'il s'agisse d'une telle action. La question présente un très gros intérêt. Si l'opposition du civilement responsable est une action purement civile, on doit, en l'absence de textes formels, refuser au civilement responsable le

droit de former opposition. On ne peut en effet saisir une juridiction répressive que d'une action pénale et, accessoirement à celle-ci seulement, d'une action civile. C'est d'ailleurs en s'appuyant sur un raisonnement identique que certains auteurs, à la suite de Faustin-Hélie (*Traité de l'Instruction Criminelle*, t. VI, n^{os} 2954 à 2981), ont contesté aux parties civiles le droit de former opposition.

Nous ne pensons pas, cependant, que l'opposition faite par la personne civilement responsable ait ce caractère. C'est une action civile peut-être, mais non pas purement civile. Aussi la compétence du tribunal répressif est-elle indéniable. Deux raisons viennent à l'appui de cette thèse.

En premier lieu, nous avons vu que les tribunaux correctionnels et de simple police doivent statuer par un même jugement sur l'action publique et sur l'action civile. L'opposition du civilement responsable faite à ce jugement, si elle ne peut nuire aux conséquences acquises de l'action publique, ne concerne du moins l'action civile que dans ses rapports avec l'action publique. C'est en fonction de la responsabilité encourue à la suite de la contravention ou du délit que le juge, saisi de l'opposition du civilement responsable, statuera sur la réparation du dommage causé à la victime. C'est la décision rendue par le tribunal répressif qui ouvre au civilement responsable la voie de recours de l'opposition. Celle-ci étant une voie de rétractation, le civilement responsable, poursuivant le même débat, ne fait qu'en appeler du tribunal mal informé au tribunal mieux informé. S'il ne doit être statué que sur les intérêts civils, c'est du moins par rapport à l'infraction qui a motivé la condamnation pénale.

En second lieu, l'action exercée contre la personne civilement responsable, dès qu'elle a fait l'objet d'une décision sur le fond, vit de sa vie propre (V. Garraud, *Traité théorique et pratique d'Instruction Criminelle et de Procédure Pénale*, t. I, n° 193). De même que la partie civile ne peut exercer un recours que sur ses intérêts civils, de même le civilement responsable ne peut-il exercer son recours que sur les chefs de sa condamnation. Mais cela ne change en rien la nature de cette action ; celle-ci a une existence indépendante de toute autre action.

L'opposition du civilement responsable n'est donc certainement pas une action purement civile. Elle est civile dans son objet, mais non dans sa cause. Aussi peut-on la qualifier d'action mixte. Toute personne citée ayant le droit de faire défaut devant les juges appelés à connaître de la demande poursuivie contre elle, l'opposition n'est que la garantie de ce droit. Exercée par le civilement responsable, elle garde le même caractère que l'action intentée contre celui-ci et sur laquelle a été prononcée la condamnation par défaut.

SECTION II.

Conditions d'exercice de l'opposition des personnes civilement responsables.

Pour qu'une personne civilement responsable puisse faire opposition à une décision de justice, il suffit qu'elle ait été personnellement condamnée par défaut et qu'elle soit encore dans les délais prévus pour l'exercice de cette voie de recours. La personne civilement responsable est toujours citée devant un tribunal répressif à côté de la personne pénalement responsable. Peu importe que cette dernière ait comparu devant le tribunal et qu'il ait été statué contradictoirement à son égard. Même lorsque la décision est devenue définitive vis-à-vis du prévenu, le civilement responsable garde son droit de faire opposition. Dans ce cas, cependant, l'opposition ne peut concerner que les intérêts du civilement responsable. La jurisprudence est unanime à se prononcer dans ce sens (Cass. 14 janvier 1892, S. 1892.1.393 ; Paris, 6 mars 1903, *Monit. Huissiers*, 1903.175 ; Lyon, 7 avril 1910, *Monit. judic.*, 23 mai 1910 ; Seine, 29 janvier 1913, *G. T.*, 1913, 1^{er} sem., 2-286 ; Cass. 2 août 1913, *Bull. de la Cour de Cass.*, 1913, p. 760, n^o 393 ; Paris, 25 octobre 1922, *Rec. Assur.*, 1922.471).

Personne ne conteste l'obligation pour le civilement responsable de ne faire opposition qu'en ce qui concerne ses intérêts personnels. Cependant le civilement responsable, pour la défense de ses intérêts, peut-il remettre en cause l'existence même de l'infraction ? La jurisprudence, sur ce point, a évolué. Elle a com-

mencé par contester ce droit. Le jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 11 novembre 1889 est fort significatif à cet égard. Ce jugement avait été rendu dans les conditions suivantes :

Le tribunal correctionnel de la Seine, par un premier jugement en date du 6 août 1889, avait condamné un sieur Utille à huit jours d'emprisonnement, pour blessures par imprudence, solidairement avec M. Chappus, au service de qui il était. Celui-ci ne s'étant pas présenté, le jugement avait été rendu par défaut contre lui. Le tribunal, par son jugement du 11 novembre 1889, reçut l'opposition du civilement responsable en ces termes :

« Attendu que, bien que le jugement du 6 août 1889 ait été exécuté par Utille et qu'ainsi il soit devenu définitif au regard de ce dernier, Chappus, condamné par défaut comme civilement responsable, peut, néanmoins, former valablement opposition à ce jugement conformément aux principes généraux du droit.

« Que, toutefois, à raison de l'exécution du jugement par Utille, l'opposition de Chappus ne saurait faire échec aux conséquences désormais acquises de l'action publique et ne peut porter que sur les points qui touchent directement et étroitement à la responsabilité civile, c'est-à-dire sur la question de savoir si Utille était au service de Chappus au moment de l'accident, si, à ce moment, Utille était dans l'exercice de son emploi, et enfin si des dommages-intérêts sont dus aux parties civiles... »

Le tribunal correctionnel de la Seine, par conséquent, qui déclarait valable l'opposition du civilement responsable alors que le jugement était devenu définitif à l'encontre du prévenu jugé contradictoirement,

émettait, pour recevoir cette opposition, la condition que l'existence et les circonstances du délit ne fussent pas remises en cause. Toutes les décisions qui sont intervenues pendant les vingt-quatre années suivantes, et que nous avons citées plus haut, sont fondées sur le même principe. Le 29 janvier 1913 le tribunal de la Seine décidait encore que le patron, déclaré par jugement de défaut civilement responsable d'un accident causé par son préposé, pouvait, quoique la condamnation prononcée contre ce dernier soit définitive, former opposition, mais que celle-ci ne devait concerner que la responsabilité civile.

Cependant le 2 août 1913, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, dans un arrêt célèbre, posait le principe inverse (*Bull. Crim.*, n° 393).

« Attendu, disait-elle, que la chose jugée n'existe qu'à l'égard des parties contre lesquelles la décision est intervenue.

« Attendu que l'exception apportée à ce principe en faveur des jugements criminels relativement à leurs effets sur l'action civile ne saurait être invoquée dans le cas où son application ferait échec à l'exercice d'un droit de recours reconnu par la loi.

« Attendu que la personne civilement responsable a le droit de faire opposition à la décision rendue par défaut contre elle, bien que cette décision soit définitive à l'égard du prévenu.

« Attendu que l'opposition met à néant la sentence à l'encontre de laquelle elle est régulièrement formée, et replace les parties en l'état où elles se trouvaient auparavant... »

La Chambre Criminelle déclare nettement qu'aucune condition restrictive ne peut être apportée à

l'exercice du droit d'opposition par la personne civilement responsable. Les Cours et tribunaux, dans les décisions postérieures, se sont conformés à cette jurisprudence (V. notamment Paris, 25 octobre 1922, *Rec. Ass.*, 1922.471). Nous sommes donc fondés à dire que les conditions de l'opposition du civilement responsable sont les mêmes que celles de l'opposition du prévenu. Du moment que le civilement responsable a été condamné par défaut, il est recevable à former opposition au jugement de condamnation, même lorsque le prévenu a été jugé contradictoirement. Dans ce cas, il peut arguer de la non-culpabilité du prévenu, même condamné. Celui-ci peut s'être mal défendu, il peut avoir refusé de le faire : cette attitude ne doit pas empêcher le civilement responsable d'apporter la preuve de l'inexistence de l'infraction, fondement de sa propre responsabilité.

SECTION III.

Délai dans lequel l'opposition du civilement responsable doit être signifiée.

En matière de condamnations par le tribunal de simple police, l'article 151 du Code d'Instruction Criminelle déclare que :

« L'opposition au jugement par défaut pourra être faite par déclaration en réponse au bas de l'acte de signification ou par acte notifié dans les trois jours de la signification, outre un jour par trois myriamètres... »

Cet article vise le prévenu et la personne civilement responsable. L'article précédent, en effet, qui renvoie

à celui-ci, parle en termes généraux de « la personne condamnée par défaut ». Le délai accordé à la personne civilement responsable pour former opposition à un jugement rendu par défaut par un tribunal de simple police ne saurait donc excéder trois jours, sauf le cas où courent des délais de distance. Pas de difficulté sur ce point : le délai est le même qu'il s'agisse du délinquant ou du civilement responsable.

En matière correctionnelle, la détermination du délai accordé au civilement responsable pour faire opposition aux décisions rendues par défaut est chose plus délicate. L'article 187 du Code d'Instruction Criminelle, précisant le délai accordé au prévenu, est en effet ainsi conçu :

« La condamnation par défaut sera comme non avenue si dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme opposition à l'exécution du jugement et notifie son opposition tant au ministère public qu'à la partie civile...

« Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne, ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution du jugement que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine. »

L'article 187 envisage ainsi un double délai. C'est d'abord le délai normal, de cinq jours à dater de la signification. Pour celui-ci, il est évident qu'il convient de l'appliquer au civilement responsable aussi bien qu'au prévenu. Le principe de l'opposition du civilement responsable étant admis, on assimile, en présence de la pénurie de textes concernant cette opposition, la situation du civilement responsable à celle du

délinquant. Mais pour l'autre délai il ne peut pas en être de même. Ce délai, qui a d'ailleurs fait l'objet d'une modification de l'article 187 par la loi du 27 juin 1866, ne peut s'appliquer qu'au pénalement responsable. Il suppose en effet une peine susceptible d'être prescrite selon les règles pénales. Or la condamnation civile n'est pas une peine. Et elle se prescrit, conformément à l'article 642 du Code d'Instruction Criminelle, d'après les règles du Code Civil, c'est-à-dire par trente ans. On ne peut donc pas appliquer au civilement responsable les termes de l'article 187 : « L'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine. »

En matière correctionnelle comme en matière de simple police, le délai qu'aura le civilement responsable pour former opposition courra du jour de la signification du jugement. De trois jours pour l'opposition aux jugements rendus par les tribunaux de simple police, il sera de cinq jours pour l'opposition aux jugements des tribunaux correctionnels.

CHAPITRE II

L'appel.

Le droit d'interjeter appel est formellement reconnu aux personnes civilement responsables par l'article 202 du Code d'Instruction Criminelle. Aux termes de cet article, en effet : « La faculté d'appeler appartiendra : 1^o Aux parties prévenues ou responsables, etc... » Alors que pour l'opposition aucun texte ne citait le civilement responsable parmi les personnes pouvant exercer cette voie de recours, l'article 202, énumérant les parties qui peuvent interjeter appel, comprend parmi celles-ci « les parties responsables ».

L'exercice du droit d'appel par le civilement responsable est soumis à certaines conditions. D'autre part, il produit des effets qui lui sont particuliers. Nous allons donc envisager successivement ces conditions et ces effets.

SECTION I.

Conditions d'exercice de l'appel.

Ces conditions sont :

- 1^o Des conditions de formes et de délais.
- 2^o Le fait d'avoir été partie et de ne pas avoir acquiescé au jugement.

3^o L'exercice du droit d'appel par le civilement responsable personnellement, indépendamment de toute action du prévenu ou du ministère public.

§ 1. — *Conditions de formes et de délais.*

Ces conditions sont énumérées, pour l'appel des jugements de simple police par l'article 174 du Code d'Instruction Criminelle, pour l'appel des jugements correctionnels par l'article 203. Le législateur, dans ces deux articles, a parlé de l'appel de façon générale, sans préciser quelles étaient les parties appelantes. Aussi la jurisprudence a-t-elle appliqué ces deux articles à l'appel du civilement responsable de même qu'à l'appel du prévenu ou de la partie civile. Seul, en effet, le ministère public n'est pas soumis à ces règles : en matière correctionnelle il doit se conformer à l'article 204 du Code d'Instruction Criminelle et en matière de simple police la faculté d'appeler ne lui est accordée en aucun cas (Crim. 10 février 1848, D. P. 1850.5.26 ; 28 juillet 1894, D. P. 1895.1.517).

A. *Conditions de formes.*

En vertu des articles 174 et 203 du Code d'Instruction Criminelle, l'appel sera interjeté par la personne civilement responsable par une déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, que ce soit le tribunal de simple police ou le tribunal correctionnel. En outre, lorsqu'il s'agit de l'appel d'un jugement correctionnel, le civilement responsable, aux termes de l'article 204 du Code d'Instruction Criminelle, pourra déposer une requête contenant les moyens d'appel.

Cette requête sera remise, à son choix, au greffe du tribunal correctionnel ou directement au greffe de la Cour d'Appel. Cependant, en aucun cas, cette requête ne pourra suppléer à la déclaration au greffe. Celle-ci, en effet, est une formalité substantielle, pour laquelle la loi n'a admis aucun équivalent. Elle ne peut être remplacée par aucun acte de quelque nature que ce soit (Angers, 12 février 1892, D. P. 1893.2.348).

La requête prévue par l'article 204 du Code d'Instruction Criminelle sera, conformément aux dispositions de cet article, « signée de l'appelant, ou d'un avoué, ou de tout autre fondé de pouvoir spécial ». De même, dans le silence des textes, doit-on décider que la déclaration au greffe peut être faite par le civilement responsable lui-même ou par un fondé de pouvoir.

Mais, de toute façon, l'appelant, ou son représentant régulier, doit venir en personne au greffe pour faire la déclaration d'appel. Il ne pourrait se borner à adresser par la poste au greffier du tribunal une lettre dans laquelle il déclarerait interjeter appel (Crim. 4 décembre 1902, D. P. 1903.1.65 ; Ch. Réunies, 10 février 1909, D. P. 1911.1.217). Il pourrait, cependant, agir ainsi en cas de force majeure (Crim. 23 mars 1901, D. P. 1903.1.66). Mais le cas de force majeure ne saurait être admis que d'une manière très stricte (Caen, 4 novembre 1914, D. P. 1916.2.12). De même, ne pourrait être déclaré recevable l'appel interjeté par exploit d'huissier signifié au parquet du Procureur Général (Paris, 14 novembre 1918, D. P. 1919.2.46).

Une question délicate se pose, lorsque le civilement responsable est une femme mariée. La déclaration d'appel doit-elle être autorisée par le mari ? La femme mariée, en effet, est citée devant le tribunal répressif

en tant que civilement responsable. Par suite, il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 216 du Code Civil aux termes duquel : « L'autorisation du mari n'est pas nécessaire lorsque la femme est poursuivie en matière criminelle ou de police. » Quoique devant une juridiction pénale, ce sont les règles civiles qui doivent être appliquées. Il convient donc de distinguer selon que la responsabilité civile de la femme mariée est ou n'est pas la conséquence de l'exercice par elle d'une profession distincte de celle de son mari. Dans le premier cas, si, autorisée de son mari, elle exerce une profession distincte de celle de celui-ci, elle peut ester en justice dans toutes les actions concernant ses biens réservés, conformément à l'article 6 de la loi du 13 juillet 1907. Le prévenu étant son préposé dans l'exercice même de sa profession, sa responsabilité a sa source dans cette industrie. Aussi, citée valablement seule à l'audience en première instance, elle pourra, non moins valablement, interjeter sans autorisation appel du jugement qui lui porte préjudice. Par contre, si sa responsabilité a une cause étrangère à l'exercice d'une telle profession, elle ne pourra interjeter appel qu'avec l'autorisation de son mari ou de justice, et ce conformément aux articles 215 et 218 du Code Civil. Peu importe qu'en première instance la partie civile ou le ministère public aient assigné le mari en même temps que la femme pour la validité et que, le mari plaidant conjointement avec la femme, celle-ci n'ait pas eu besoin de l'autorisation expresse de son mari. L'autorisation tacite donnée par celui-ci, par le seul fait qu'il comparaissait à ses côtés en première instance, ne lui donne pas le droit de poursuivre le procès devant toutes les juridictions. C'est autorisée expressément

qu'elle devra faire la déclaration d'appel au greffe du tribunal. Cependant, lorsque le mari interjettera appel à ses côtés, il y aura lieu d'estimer que, par là même, il autorise sa femme.

B. Délais.

Le délai accordé au civilement responsable pour interjeter appel est, conformément aux articles 174 et 203 du Code d'Instruction Criminelle, de dix jours. C'est le délai accordé au prévenu : on l'étend à toutes les parties en cause. En outre, la loi du 22 avril 1925, modifiant les articles 174 et 203, a décidé que : « En cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-dessus, les autres parties auront un délai supplémentaire de cinq jours pour interjeter appel. »

Les conditions de délais doivent être appliquées strictement. Aussi la personne civilement responsable ne peut-elle, contrairement à ce qui se passe devant les tribunaux civils, faire en tout état de cause appel incident. La Cour de Limoges, par un arrêt du 26 octobre 1899 (D. P. 1902.2.217), a consacré cette thèse, en déclarant irrecevable pour tardiveté l'appel interjeté par le civilement responsable le jour de sa comparution devant la Cour, à la suite de la citation délivrée par le Procureur Général.

« ... Attendu, dit cet arrêt, que l'appel du prévenu seul qui demeure condamné ne peut profiter à la partie civilement responsable qui n'a pas fait appel elle-même, ou la relever de la tardiveté de son appel.

« Que l'intérêt de la partie civilement responsable est un intérêt purement civil, distinct de celui du prévenu, et qu'il n'appartient pas à la Cour, sur le seul appel du prévenu et en l'absence d'un appel de la par-

tie civilement responsable, de décharger cette partie d'une responsabilité qui, du moins en ce qui concerne les dépens et vis-à-vis du Trésor, représenté par le ministère public, a acquis l'autorité de la chose jugée... »

Cet arrêt est absolument conforme aux textes. Dans l'ancien Droit, en effet, l'appel incident était peut-être admissible au criminel comme au civil. Mais le Code de Brumaire, dans ses articles 194 et 195, a formellement dérogé à cette règle : il a supprimé purement et simplement le droit d'appeler incidemment au cours de la procédure intentée devant les tribunaux répressifs.

Le législateur de 1806 accorda à l'intimé devant une juridiction civile, par l'article 443 du Code de Procédure Civile, le droit de former appel incident en tout état de cause. Cette disposition ne saurait être applicable devant les juridictions pénales : les articles 174 et 203 du Code d'Instruction Criminelle, par leur silence, ont « renouvelé la dérogation établie par les dispositions du Code de Brumaire, en ne déclarant pas ce droit d'appel incident commun aux matières civile et correctionnelle ». (V. dans ce sens Faustin-Hélie, *Traité de l'Instruction Criminelle*, t. 6, p. 770 ; Carnot, *Instruction Criminelle*, sous l'article 203, n° 4 ; Le Sellyer, *Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publique et répressive*, t. I, p. 146).

D'ailleurs, comme le rappelle Le Poitevin, « l'appel incident constitue une faculté exceptionnelle. Il n'est qu'une tolérance. En effet, il constitue une dérogation à ce principe qu'un acte ne profite qu'à celui qui l'a fait. S'il en est ainsi, cette faculté est, par sa nature même, de droit étroit et elle ne saurait être étendue

par voie d'analogie à un ordre de matières différent de celui pour lequel un texte l'a expressément autorisée » (Note sous Limoges, 26 octobre 1899, D. P. 1902.2. 218).

§ 2. — *Le civilement responsable doit avoir été partie et ne pas avoir acquiescé au jugement.*

Cette condition tient à ce que, pour exercer une voie de recours, il faut avoir un intérêt à le faire. Il est évident que — la règle est la même pour toutes les décisions de justice — celui qui n'a pas été partie à une instance ne peut interjeter appel : ce serait, sinon, supprimer pour lui le double degré de juridiction. D'autre part, s'il acquiesce au jugement, c'est que celui-ci ne lui cause pas un préjudice exagéré : comment pourrait-il donc appeler d'une décision qui, à son égard, est purement civile et, ainsi, soumise aux règles du droit civil ?

A. Obligation pour le civilement responsable
d'avoir été partie au jugement.

Si n'importe qui pouvait interjeter appel de n'importe quelle décision, sous prétexte que celle-ci lui cause un préjudice quelconque, rendre la justice serait évidemment une tâche bien ardue ! Aussi faut-il avoir été partie au jugement. Mais la question se pose de savoir ce qu'il convient d'entendre par là. Est-il nécessaire d'avoir été cité ou d'intervenir volontairement pour être partie à un jugement ? Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, nous répondrons : non. Il suffit d'avoir été condamné.

Supposons qu'une personne soit condamnée par un

tribunal répressif, en tant que civilement responsable d'un prévenu, au paiement de dommages-intérêts. Cette personne n'avait pas été citée. Elle n'avait même pas connaissance de l'instance en cours. Pareil cas se produirait en matière civile, elle aurait recours à la voie de la tierce opposition. Mais, ici, nous sommes devant une juridiction pénale : cette voie lui est fermée « attendu que les délits sont personnels, qu'il en est de même des condamnations qu'ils entraînent, qu'en matière criminelle un jugement n'existe que vis-à-vis de ceux avec qui il a été rendu, que dans cette matière la tierce opposition ne peut donc être admise » (Cass. 3 juin 1808, *J. P.*, t. 6, p. 726).

Il convient de lui laisser la possibilité de faire opposition ou d'interjeter appel. La seconde voie a d'ailleurs sur la première l'avantage que procure un délai plus long, puisque celui-ci est, ici de dix jours, là de cinq jours seulement. Il est évident que si aucune citation n'a mis en cause la personne civilement responsable, dès l'instant où le tribunal a prononcé contre elle une condamnation, elle est devenue partie. Comme déclare Faustin-Hélie :

« Les (les personnes civilement responsables) condamner, n'est-ce pas les mettre en cause et statuer à leur égard comme si elles étaient parties au procès ? Et comment seraient-elles parties quand le jugement prononce contre elles, et ne le seraient-elles plus quand elles appellent de ce jugement ? Il y a là sans doute un excès de pouvoir du juge, mais c'est dans cet excès même qu'il faut chercher le moyen de recours : il a considéré les personnes responsables comme étant en cause ; elles doivent agir dans la qualité qui leur a été indûment attribuée. »

Ainsi, il faut entendre le fait d'avoir été partie au jugement dans un sens très large : par cela seul qu'une personne a été condamnée en tant que civilement responsable par un tribunal répressif, elle acquiert, si elle se conforme aux autres conditions, le droit d'interjeter appel.

**B. Obligation pour le civilement responsable
de n'avoir pas acquiescé au jugement.**

Le fait, pour un prévenu condamné en première instance, d'acquiescer au jugement qui le condamne, n'emporte pas pour lui déchéance de son droit d'appel. La décision rendue en matière pénale intéresse l'ordre public. Par suite, l'acquiescement en cette matière est sans aucune valeur.

Il n'en est pas de même pour la personne civilement responsable. Il ne s'agit pas, en effet, en ce qui la concerne, d'une peine, mais d'une simple condamnation à des réparations civiles. Le tribunal, ayant statué sur l'action publique contre le délinquant, a condamné le civilement responsable au paiement de dommages-intérêts ou des frais. L'ordre public n'est en rien intéressé par cette condamnation. La réparation due n'étant qu'une réparation civile, ce sont les règles du droit civil qu'il convient d'appliquer.

L'acquiescement de la personne civilement responsable peut être tacite. Nous n'entendons pas, par là, le seul fait de laisser expirer les délais d'appel : c'est une faculté qui appartient aussi bien au prévenu qu'au civilement responsable. L'acquiescement tacite du civilement responsable résultera de l'exécution volontaire par lui de la partie du jugement qui lui fait grief. Ainsi en sera-t-il s'il verse à la partie civile,

sans y être obligé, le montant des dommages-intérêts auxquels il a été condamné, ou même si, s'en reconnaissant débiteur, il fixe des échéances ultérieures pour le versement des sommes en cause. L'acquiescement, d'ailleurs, étant un acte unilatéral, il n'est pas nécessaire que la partie civile ait donné son acceptation pour qu'il soit valable. Le seul fait de l'acquiescement, exprès ou tacite, emporte pour la personne civilement responsable déchéance de son droit d'appel.

§ 3. — *Le civilement responsable doit exercer son droit d'appel personnellement, indépendamment de toute action du prévenu ou du ministère public.*

La personne civilement responsable doit personnellement, par elle-même ou par l'intermédiaire de son fondé de pouvoir, interjeter appel de la décision contre laquelle elle entend se pourvoir. Si le prévenu interjette seul appel, il faut considérer le civilement responsable comme acceptant le jugement. De même en est-il en cas d'appel isolé du ministère public ou de toute autre partie en cause. Nous avons même vu que le civilement responsable, sous peine de déchéance de son droit, doit interjeter appel dans les délais prévus par le Code d'Instruction Criminelle. Il n'a pas loisir, comme en matière civile, d'interjeter appel incident en tout état de cause. Son droit d'appel est absolument indépendant de l'action des autres parties. Peu importe l'attitude qu'adoptera le prévenu : le civilement responsable aura toujours la faculté d'interjeter appel contre le jugement qui lui porte un préjudice. Depuis un demi-siècle, la jurisprudence est unanime dans ce sens.

Le premier arrêt, qui ait consacré formellement cette thèse de l'indépendance réciproque de l'exercice des voies de recours par le prévenu et par le civilement responsable, est un arrêt rendu par la Cour de Paris le 11 mars 1885 (*G. P.*, 1885.1.476). A la suite d'un accident dont avait été victime une certaine dame Sollier, renversée dans une rue, à Paris, par une voiture de la compagnie « l'Urbaine », le cocher, qui conduisait cette voiture lors de l'accident, avait été traduit devant le tribunal correctionnel de la Seine, sous la prévention du délit de blessures par imprudence, et condamné à six jours de prison. M^{me} Sollier s'étant portée partie civile et ayant mis en cause la compagnie « l'Urbaine », comme civilement responsable du délit commis par son cocher, avait obtenu, tant contre celui-ci que contre la compagnie, une condamnation au paiement d'une somme de 1.000 francs et d'une rente viagère de 500 francs à titre de dommages-intérêts. La compagnie, civilement responsable, interjeta seule appel de ce jugement. La partie civile opposa une fin de non-recevoir : le prévenu n'ayant pas interjeté appel, elle prétendit que le jugement était devenu définitif et avait acquis l'autorité de la chose jugée. Mais la Cour de Paris, fort sagement, déclara l'appel du civilement responsable recevable :

« ... Considérant, dit-elle, qu'aux termes de l'article 202 du Code d'Instruction Criminelle, la faculté d'appeler appartient à la partie civilement responsable aussi bien qu'au prévenu ; que l'abstention de l'un ne saurait empêcher l'action de l'autre ; que les deux droits sont indépendants et peuvent être exercés séparément... »

La Cour de Paris maintint par la suite ce point

de vue (V. notamment Paris, 25 mai 1887, *G. P.*, 1887.1.813 ; 23 janvier 1895, *G. P.*, 1895.1.275 ; 18 février 1930, *G. T.*, 27 novembre 1930) que consacra à son tour la Cour de Cassation. La Cour de Cassation étendit même l'indépendance du droit d'appel par le civilement responsable à l'exercice de ce droit par rapport à l'appel du ministère public. La Chambre Criminelle, par un arrêt du 27 décembre 1889 (*D. P.* 1890.1.335), fit connaître sa doctrine en les termes suivants :

« Vu l'article 202 du Code d'Instruction Criminelle.

« Attendu, en droit, que la disposition de ce dernier article, qui confère à la partie responsable du délit, de même qu'à la partie civile qui en a souffert, le droit d'appeler de la décision rendue en première instance, est générale et absolue.

« Que ce droit s'exerce indépendamment de tout autre appel, sur la seule restriction qu'il ne peut produire d'effet que relativement à la responsabilité civile de l'appelant.

« Qu'il suit de là que la Cour saisie de cet appel a compétence et doit statuer sur la demande bien qu'elle se trouve désormais séparée de toute autre action par suite du silence du ministère public et du prévenu... »

Cette indépendance est aujourd'hui incontestée. On pourrait lui reprocher de donner compétence à une juridiction répressive pour juger d'une action purement civile. Soutenable à première vue, cette thèse, à l'examen, se révèle dénuée de tout fondement : nous renvoyons sur ce point à l'étude que nous en avons faite au chapitre précédent, à propos de l'opposition aux jugements rendus par défaut.

C'est par suite de cette indépendance que le civilement responsable doit exercer personnellement son droit d'appel. L'appel du prévenu ou du ministère public étant sans conséquence sur la situation du civilement responsable, il est obligatoire que celui-ci, ayant l'intention de porter le débat devant une juridiction du second degré, interjette lui-même appel de la décision qui lui porte grief.

SECTION II.

Effets de l'appel.

L'appel de la personne civilement responsable comporte les effets normaux de l'appel, à savoir l'effet suspensif et l'effet dévolutif. Cependant, celui-ci présente certains caractères particuliers, qui sont les suivants :

1^o L'appel de la personne civilement responsable ne profite qu'à elle seule.

2^o La personne civilement responsable peut discuter devant la juridiction du second degré l'existence même de l'infraction, quoique le prévenu acceptât sa condamnation.

Ce sont ces caractères particuliers de l'effet dévolutif de l'appel que nous allons considérer.

§ 1. — *L'appel de la personne civilement responsable ne profite qu'à elle seule.*

C'est un principe constant dans notre Droit qu'une juridiction répressive ne peut prononcer une condamnation contre un individu qui ne serait pas en cause. Inversement l'appel d'une partie ne saurait profiter

aux autres parties. C'est ainsi qu'en présence de l'appel isolé du prévenu, le ministère public ne pourrait obtenir une aggravation de la peine. C'est ainsi également que l'appel de la partie civile ne saurait permettre la réformation des dispositions pénales non attaquées. La jurisprudence a établi, sur ce point, une analogie entre la situation du civilement responsable et la situation de la partie civile. L'une et l'autre, sauf exceptions, ne faisant appel que de décisions purement civiles, il a paru normal de les traiter sur le même pied. Or, les conséquences de l'appel de la partie civile ont été déterminées par un avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806, avis auquel tous les tribunaux se sont conformés (*Bull. des lois*, 4^e série, n^o 2044). Cet avis est conçu dans les termes suivants :

« Le Conseil d'Etat, qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand juge ministre de la justice, tendant à savoir,

« Si, sur l'appel en matière correctionnelle émis par la partie civile, la Cour Criminelle peut connaître du bien ou mal jugé de l'entier jugement, et réformer les dispositions non attaquées,

« Est d'avis,

« Que la jurisprudence de la Cour de Cassation, constante pour la négative de cette question, est fondée sur deux principes incontestables :

« Le premier, qu'un tribunal d'appel ne peut réformer un jugement de première instance qu'autant qu'il y a eu appel ; que par conséquent, s'il n'y a appel que d'une seule disposition, le tribunal ne peut pas réformer les autres, et n'a pas même la faculté de les discuter ; il n'en est pas saisi.

« Le second principe est qu'un tribunal, soit d'appel, soit de première instance, ne peut adjuger ce qu'on ne lui demande pas ; et que tout jugement, qui prononce *ultra petita*, est essentiellement vicieux.

« Ces deux principes seraient violés si, sur le seul appel d'une partie civile qui se plaint de n'avoir pas assez obtenu de réparations, on aggravait la peine, dont la poursuite n'appartient qu'au ministère public qui n'a pas réclamé... »

Cet avis du Conseil d'Etat, concernant l'appel de la partie civile, pourrait aussi bien s'appliquer à l'appel de la personne civilement responsable. Il est indéniable que celle-ci seule, en cas d'appel de sa part, peut profiter de la voie de recours dont elle a fait usage. La juridiction qui, saisie par l'appel du civilement responsable, aggraverait ou allégerait le sort du prévenu, statuerait sur la situation d'une partie non en cause. Une telle décision d'un tribunal serait contraire, non seulement aux principes de notre Droit, mais encore à la raison et à l'équité.

La jurisprudence est, d'ailleurs, aujourd'hui, absolument unanime sur ce point (Crim. 27 décembre 1889, D. P. 1890.1.335 ; Paris, 23 janvier 1895, G. P., 1895.1.275 ; Dijon, 8 février 1922, D. P. 1923.2.141 ; Crim. 14 juin 1928, S. 1929.1.280 ; Crim. 18 juillet 1930, D. H., 1930.525 ; Crim. 1^{er} août 1931, S. 1933.1.77 ; Crim. 14 mai 1934, D. H. 1934.382). Elle décide que, « l'action publique et l'action privée ayant été simultanément soumises à la décision des premiers juges, l'acquiescement donné par le silence du prévenu à cette décision désormais définitive à son égard au point de vue des réparations tant civiles que pénales, a pour unique effet de restreindre aux seuls

intérêts du civilement responsable les conséquences de l'arrêt à intervenir sur l'appel de ce dernier ».

Cependant, si l'appel de la personne civilement responsable ne peut profiter qu'à elle seule, il ne faut pas en conclure que les intérêts civils, uniquement, pourront être considérés par le Tribunal ou par la Cour. Nous avons vu, en effet, au début de cet ouvrage, qu'il y a un certain nombre de cas dans lesquels le civilement responsable peut s'entendre exceptionnellement condamné à une amende. Dans tous ces cas, la juridiction du second degré, saisie par le recours du civilement responsable, aura à statuer relativement à la peine. Mais, conséquence de la règle que nous venons d'énoncer, les débats sur la peine ne pourront concerner que le sort du civilement responsable, jamais celui du délinquant.

La Cour de Cassation est fermement attachée à ce principe. La Chambre Criminelle, dans un arrêt rendu par elle le 1^{er} août 1931 (S. 1933.1.77), l'a très nettement confirmé. Un certain Boughaba Sadok avait été condamné à 100 francs d'amende par le tribunal de Morris, en Algérie, pour avoir, contrairement aux dispositions du décret du 3 novembre 1855, sur la police du roulage en Algérie, transporté dans une camionnette cinq personnes de plus qu'il n'y était autorisé par l'arrêté de mise en circulation du véhicule. Le propriétaire de la voiture, Lakhal Mahmoud, déclaré civilement responsable de son préposé, et condamné comme tel au paiement de l'amende, avait seul interjeté appel de cette décision. Le tribunal correctionnel de Bône, statuant comme juridiction d'appel, réduisit à 50 fr. l'amende encourue, le civilement responsable, seul, pouvant bénéficier de cette réduction de peine. La

Cour de Cassation, saisie sur le pourvoi du Procureur de la République de Bône donna raison aux juges d'appel. Les termes de l'arrêt sont formels :

« ... Attendu, dit la Chambre Criminelle, que si, à la vérité, en s'abstenant d'user du droit qu'il avait de faire appel, le prévenu a acquiescé au jugement rendu par les premiers juges, et si ce jugement a acquis à son égard l'autorité de la chose jugée, la partie civilement responsable qui, au contraire, s'était pourvue, pouvait obtenir la réformation, en sa faveur, de toutes les dispositions engageant sa responsabilité civile.

« Attendu qu'aux termes de l'article 13 du décret du 3 novembre 1855, précité, Lakhal Mahmoud était responsable, outre les dommages-intérêts et les frais, des amendes prononcées contre son préposé ; que le tribunal d'appel pouvait, en conséquence, par une nouvelle appréciation des faits, réduire à l'égard de Lakhal Mahmoud, dans les limites fixées par la loi, la responsabilité civile de ce dernier en ce qui concerne l'amende comme il eût pu le faire pour les dommages-intérêts... »

L'appel formé par le civilement responsable ne profite qu'à lui seul. Mais la réciproque est-elle vraie ? Cette règle est-elle applicable à l'appel du ministère public ou du prévenu ? Quelle est la situation du civilement responsable en face d'un tel appel ?

Considérons en premier lieu l'appel du ministère public. Si ce dernier interjette appel contre la décision visant le civilement responsable pour le paiement des frais et dépens, il n'y a pas de discussion possible : le civilement responsable est mis en cause. Mais s'il ne vise dans son appel que le prévenu, le jugement acquiert l'autorité de la chose jugée en ce qui concerne la

personne civilement responsable (Dijon, 8 février 1922, D. P. 1923.2.141). En effet, l'appel formé par le ministère public peut être limité à certaines parties en cause (Crim. 30 juillet 1875, *Bull. Crim.*, n° 243) : cet appel ne produira aucun effet à l'encontre du civilement responsable, si la déclaration d'appel ne mentionne que le nom de l'inculpé.

Quant à l'appel du prévenu, il semble à première vue qu'il ne doive jamais profiter au civilement responsable. Telle a été longtemps, d'ailleurs, la thèse de la jurisprudence (V. notamment Paris, 18 février 1930, *G. T.*, 27 novembre 1930). Les tribunaux déclaraient même que le prévenu qui avait seul interjeté appel d'un jugement de condamnation pouvait être exonéré des condamnations prononcées contre lui, mais que celles-ci devaient rester à la charge du civilement responsable non appelant. Cependant, la Chambre Criminelle, par un arrêt en date du 6 janvier 1934 (D. H. 1934.104), s'est prononcée dans le sens contraire. D'après elle, le principe même de la responsabilité civile est subordonné à l'existence de l'infraction, et, par suite, à la décision définitive à intervenir sur l'infraction à poursuivre. La conséquence de cette théorie est la suivante : un jugement a déclaré civilement responsable une personne, ce jugement a été frappé d'appel par le prévenu, la décision définitive de relaxe rendue en faveur du prévenu entraîne automatiquement l'exonération de toute responsabilité à l'encontre du civilement responsable. Cette thèse est conforme à l'équité. Souhaitons donc qu'à l'avenir les tribunaux se conforment à cette nouvelle jurisprudence.

§ 2. — *La personne civilement responsable peut discuter devant la juridiction du second degré l'existence même de l'infraction, quoique le prévenu acceptât sa condamnation.*

La jurisprudence est excessivement indécise sur cette question, pourtant capitale. La Cour de Cassation n'a pas eu lieu encore de statuer en termes formels à cet égard. Le seul arrêt, dans lequel elle ait eu à côtoyer la matière, a été rendu par elle le 1^{er} août 1931 (S. 1933. 1.77). La question était moins générale : il s'agissait pour le civilement responsable d'une condamnation au paiement de l'amende. Nous avons d'ailleurs déjà eu lieu de nous préoccuper de cet arrêt. La Cour de Cassation déclara que, s'agissant d'amendes, la juridiction d'appel pouvait, « par une nouvelle appréciation des faits », réduire la condamnation du civilement responsable. Les termes : « par une nouvelle appréciation des faits », permettent de penser que le tribunal du second degré pouvait statuer sur l'existence même de l'infraction. Mais s'il s'était agi d'une simple condamnation aux frais ou à des dommages-intérêts, la Cour de Cassation se serait-elle engagée dans cette voie ? Le soin qu'elle a pris de préciser que sa décision concerne la responsabilité de l'amende laisse supposer le contraire.

Pourtant, la situation du civilement responsable, à cet égard, est analogue à celle de la partie civile. Or, lorsque la partie civile, seule, a interjeté appel, la juridiction d'appel a le droit de « constater l'existence du délit, en déclarer l'auteur, et reconnaître sa culpabilité, pour en faire la base des dommages-intérêts accordés à la partie civile » (V. Cass. 14 avril 1860,

D. P. 1860.1.373 ; Alger, 23 février 1895, D. P. 1896. 2.479 ; Cass. 30 janvier 1909, S. 1912.1.233 ; Paris, 6 janvier 1923, D. P. 1923.2.147 ; Faustin-Hélie, *Traité de l'Instruction Criminelle*, VI, n° 2997 ; Boitard, *Leçons de Droit Criminel*, II^e éd., n° 723 ; Roux, *Cours de Droit Criminel Français*, t. 2, § 117, Note 46).

Pourquoi ne pas dire, de même, que la personne civilement responsable, qui interjette seule appel, peut, afin d'être déchargée de sa condamnation, démontrer l'inexistence du délit ou de la contravention ? La partie civile, qui apporte la preuve de la culpabilité du prévenu, ne peut faire aggraver la sanction pénale. De même, l'appel du civilement responsable ne pourrait faire modifier le sort du prévenu.

Cependant, les tribunaux hésitent beaucoup à statuer dans ce sens : sans doute craignent-ils l'opinion d'un public facile à réagir, qui ne comprendrait pas que l'on mît hors de cause le civilement responsable, le délit étant reconnu inexistant, alors que le prévenu resterait en prison ! Cela choque en effet le bon sens. Mais le prévenu n'aurait en l'espèce à s'en prendre qu'à lui-même : il avait, dans les mêmes conditions que le civilement responsable, le droit d'interjeter appel. Il ne l'a pas fait : tant pis pour lui !

Nous avons dit que la jurisprudence était très indécise sur ce point. Il nous a paru curieux de considérer, à cet égard, la jurisprudence de la Cour de Paris. En quarante ans, la Cour de Paris a rendu sur ce sujet trois arrêts essentiels : en 1887, en 1895, en 1928. L'indécision de cette Cour est telle que l'on ne peut même pas parler d'évolution : les arrêts de 1887 et de 1928 sont dans un sens, l'arrêt intermédiaire, rendu en 1895, est dans un sens directement opposé.

En 1887 (Paris, 25 mai 1887, *G. P.*, 1887.1.813), la Cour de Paris décidait que, le jugement de première instance étant devenu définitif à l'égard du prévenu, le civilement responsable ne pouvait contester des faits d'imprudence constatés à la charge de son employé, les décisions rendues par les tribunaux correctionnels, au point de vue pénal, étant opposables à tous.

En 1895 (Paris, 23 janvier 1895, *G. P.*, 1895.1.275), la Cour de Paris déclarait le contraire. Son arrêt, d'ailleurs, est fortement motivé. Considérant l'appel isolé du civilement responsable, la Cour se prononçait ainsi :

« ... Attendu qu'il n'en saurait découler aucune limitation de la matière même du procès qui, par rapport à l'appelant, doit rester, dans son intégrité, celle même soumise aux juges du premier degré.

« Que, s'il en était autrement, les suites de l'appel du civilement responsable seraient subordonnées dans leur étendue à un acte dépendant de la seule volonté du prévenu, et dont l'abstention par ce dernier limiterait l'effet dévolutif à la seule contestation du lien de droit prévu par les articles 1384 et suiv. du Code Civil, le second degré de juridiction étant refusé, pour le surplus, à la partie appelante.

« Qu'ainsi, le prévenu pourrait par une abstention, soit arbitraire, soit issue d'une collusion dolosive avec la partie civile, forclore la partie responsable du recours aux juges du second degré, non seulement sur le principe de la responsabilité encourue, mais même sur le quantum des dommages-intérêts.

« Qu'une pareille interprétation serait contraire aussi bien aux principes généraux en matière jugée qu'au droit inscrit sans limitation dans l'article 202 du Code d'Instruction Criminelle... »

Cette décision était très nette. Les raisons qui ont guidé les rédacteurs de cet arrêt sont, à notre avis, déterminantes : le sort du civilement responsable est déjà assez lourd, et par la seule faute du prévenu, pour qu'on ne le laisse pas dépendre uniquement de la volonté de ce prévenu.

Cependant, en 1928, la Cour de Paris revenait, sans en donner aucune raison, à sa première doctrine (Paris, 13 mars 1928, S. 1929.2.174). Elle décidait que les seuls points pouvant être légalement contestés par le civilement responsable, interjetant appel isolément, étaient les rapports de préposé à commettant, l'exercice ou l'abus de fonctions, et le chiffre des dommages-intérêts. Les motifs qu'elle invoquait étaient :

« Qu'un des éléments essentiels de cette responsabilité civile, la culpabilité et la condamnation pénale de l'employé, se trouve définitivement acquis au débat comme résultant d'une décision passée en force de chose jugée. »

Ces motifs sont plutôt le simple exposé du principe, que la Cour ne justifie nullement. On ne sait donc à quoi attribuer ce deuxième revirement. Cet arrêt a, d'ailleurs, été fort justement critiqué par M. Hugueney (*Etudes Criminologiques*, 1928, p. 171) et par M. Pierre Garraud (*La Semaine Juridique*, 1928, p. 679). Comme déclare M. Hugueney : « Elle (la Cour de Paris) a mal fait de changer d'avis. Car, s'il est vrai que la chose jugée au criminel a autorité au civil, il ne faut pas perdre de vue que la juridiction d'appel, saisie par l'appel de la personne civilement responsable uniquement d'une question civile, n'est pas une juridiction civile tenue de baisser pavillon devant la juridiction répressive : c'est elle-même une juridiction répressive,

une juridiction d'ordre supérieur à laquelle une juridiction inférieure n'a pas le droit de plaquer, — qu'on nous pardonne l'expression, — des œillères sur les tempes. »

Sans doute, l'instabilité des décisions sur cette question provient-elle de ce que les tribunaux font des cas d'espèce d'un problème purement juridique. L'indécision, dont nous avons voulu prendre un exemple dans la jurisprudence de la Cour de Paris, est générale. Non seulement les tribunaux ont chacun leurs solutions, mais encore, dans certains d'entre eux, on trouve des revirements aussi inattendus qu'inexplicables.

Et pourtant, la règle devrait être énoncée avec force : il est certain que la personne civilement responsable doit être à même de discuter devant la juridiction du second degré l'existence de l'infraction, encore que le prévenu ait accepté sa condamnation. C'est d'abord le droit qui commande l'application de cette règle : l'article 202 du Code d'Instruction Criminelle a reconnu au civilement responsable le droit d'appeler, exactement dans les mêmes conditions qu'il a reconnu ce droit au prévenu. C'est ensuite l'équité, qui veut que la liberté de la défense soit entière : et celle-ci ne l'est pas lorsque le civilement responsable se voit refuser le droit de soulever certaines questions qui pourraient lui permettre d'être exonéré de toute responsabilité. C'est enfin la raison qui conduit à se demander pourquoi l'on n'appliquerait pas au civilement responsable, pour se défendre, une théorie que l'on applique bien, pour attaquer, à la partie civile.

CHAPITRE III

Le pourvoi en cassation.

Le pourvoi en cassation est une des voies d'annulation prévues par le Code d'Instruction Criminelle. Les articles 177 et 373 C. I. C. reconnaissent implicitement aux personnes civilement responsables le droit d'y recourir pour les condamnations prononcées par le tribunal de simple police et la Cour d'Assises. L'article 216 C. I. C. leur reconnaît formellement ce droit pour les condamnations prononcées par le tribunal correctionnel.

§ 1. — *Conditions pour se pourvoir en cassation.*

A. Conditions de formes.

La personne civilement responsable a, de même que les autres parties en cause, un délai de trois jours pour se pourvoir en cassation. Elle doit dans ce délai, conformément aux dispositions de l'article 417 C. I. C., déclarer son intention de se pourvoir au greffe de la juridiction qui a rendu la décision attaquée. Sa déclaration doit être signée d'elle et du greffier. Elle est inscrite sur un registre à ce destiné. La personne civilement responsable, d'ailleurs, peut faire cette

déclaration elle-même ou par l'intermédiaire d'un avocat, d'un avoué ou d'un fondé de pouvoir spécial.

B. Conditions de fond.

Le civilement responsable peut se pourvoir en cassation pour les mêmes raisons que le prévenu. Les cas d'ouverture du pourvoi sont :

- 1^o l'incompétence ;
- 2^o l'omission de statuer sur des conclusions ;
- 3^o l'omission ou la violation des formalités prescrites sous peine de nullité ;
- 4^o la fausse interprétation ou application de la loi pénale.

Cependant, le droit du civilement responsable de se pourvoir en cassation subit certaines restrictions qui ne sont pas imposées au prévenu. Ces restrictions sont de deux sortes :

1^o Le civilement responsable ne doit pas avoir acquiescé à l'arrêt. Il ne s'agit en effet pour lui que d'un intérêt civil : il peut abandonner celui-ci quand bon lui semble, l'ordre public n'est pas en jeu. Nous avons déjà, d'ailleurs, rencontré cette restriction à l'exercice des voies de recours, à propos de l'appel. Pour le surplus, nous renvoyons à l'étude détaillée que nous en avons faite alors (V. Chapitre précédent, Section I, § 2-B).

2^o Le civilement responsable ne peut se prévaloir de l'inobservation des formalités qui n'ont été instituées que dans l'intérêt du prévenu. Celui-ci, en effet, aurait le droit de renoncer au bénéfice de ces formalités. La Cour de Cassation s'est prononcée formellement sur ce point. La Chambre Criminelle, dans un arrêt qu'elle a

rendu le 13 septembre 1900 (D. P. 1904.1.251) a rejeté en ces termes le pourvoi qui lui était soumis par une personne civilement responsable :

« Sur le moyen tiré de la violation de l'article 3 de la loi du 8 décembre 1897.

« Attendu que la partie prise comme civilement responsable est sans qualité pour se prévaloir d'une des nullités que la loi du 8 décembre 1897 a instituées dans le seul intérêt des prévenus ; que le moyen n'est pas recevable.

« Rejette... »

Le civilement responsable, par conséquent, ne pourra pas se prévaloir des nullités qui ont été créées par les lois du 8 décembre 1897, du 22 mars 1921 et du 7 février 1933 sur l'instruction préalable.

§ 2. — *Effets du pourvoi en cassation.*

Ces effets sont : d'une part l'effet dévolutif, d'autre part l'effet suspensif.

A. Effet dévolutif.

Le pourvoi formé par la personne civilement responsable est porté devant la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation. La Chambre Criminelle statue sur la validité de ce pourvoi, tant au fond qu'en la forme, sans qu'un arrêt préalable d'admission ait été rendu. Par là, la situation du civilement responsable est différente de ce qu'elle serait si le civilement responsable avait été condamné par un tribunal civil : la Chambre des Requêtes, avant la Chambre Civile, aurait dû statuer sur le principe même de l'admission. La Chambre

Criminelle prononce, suivant le cas, un arrêt de rejet ou un arrêt de cassation.

Dans le cas où il y a cassation, elle renvoie les parties devant un autre tribunal répressif, du même degré que celui qui a prononcé la décision annulée. Cependant, si l'annulation est limitée aux seuls chefs des dommages-intérêts auxquels le civilement responsable a été condamné, l'affaire est renvoyée, en vertu de l'article 429 § 4 du Code d'Instruction Criminelle, devant un tribunal civil. L'article 429 statue, en effet, que :

« La Cour de Cassation prononcera le renvoi du procès savoir :

« ... § 4. — Devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction, si l'arrêt et l'instruction sont annulés aux chefs seulement qui concernent les intérêts civils : dans ce cas le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation... »

Le pourvoi en cassation du civilement responsable ne dévolute l'affaire à la Cour de Cassation et à la juridiction de renvoi qu'en ce qui concerne l'intérêt personnel du civilement responsable. Ce principe, qui se retrouve dans l'exercice de toutes les voies de recours, a été rappelé par la Chambre Criminelle dans un arrêt en date du 24 octobre 1930 (D. H. 1931.7). Dans cet arrêt, la Chambre Criminelle s'exprime ainsi :

« ... Attendu que si la partie condamnée comme civilement responsable du fait d'autrui a un droit personnel et direct à se pourvoir contre la décision qui la condamne, sa déclaration de recours ne saurait, en dehors d'un pouvoir spécial, être étendue au condamné principal ; que la règle contenue dans l'article 417 du

Code d'Instruction Criminelle est à cet égard absolue... »

La doctrine, d'ailleurs, est unanime dans ce sens (V. notamment : *Rép. Dall. Cassation*, n^o 586 ; *Code Instr. Crim. annoté*, Dall. art. 447, n^{os} 91 et suiv.).

B. Effet suspensif.

En matière pénale, tout pourvoi en cassation produit un effet suspensif en vertu de l'article 373 du Code d'Instruction Criminelle *in fine*. Aux termes de celui-ci, en effet : « Pendant les trois jours (délai d'ouverture du pourvoi), et, s'il y a eu recours en cassation, jusqu'à la réception de l'arrêt de la Cour de Cassation, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de la Cour. » L'article 373 ne vise que les condamnations prononcées par la Cour d'Assises, mais, dans le silence des textes, on en a étendu la portée à toutes les condamnations prononcées par des juridictions répressives.

Ici encore, le civilement responsable bénéficie du fait qu'il a été condamné par un tribunal pénal et non par un tribunal civil. En matière civile, en effet, le pourvoi en cassation ne produit pas d'effet suspensif.

Il est certain qu'il y a là une certaine anomalie. Lorsque le législateur de 1808 a posé le principe de l'effet suspensif du pourvoi en cassation en matière criminelle, il s'agissait, dans sa pensée, d'éviter à un condamné d'avoir déjà purgé sa peine lorsqu'interviendrait l'arrêt de la Cour de Cassation. Le civilement responsable profite d'une situation dont le bénéfice ne lui était pas destiné.

Cependant, un projet de loi a été élaboré en octobre 1934, par M. Lémery, alors Garde des Sceaux, projet

qui tend à modifier l'article 373 du Code d'Instruction Criminelle. En vertu de ce projet, l'effet suspensif du pourvoi en cassation serait supprimé pour tout ce qui concerne les condamnations au paiement de dommages-intérêts. Il est certain qu'une telle solution serait plus équitable : si le civilement responsable a été condamné par un tribunal répressif, il n'en reste pas moins vrai que sa condamnation est purement civile.

Malheureusement ce projet, qui avait été accepté par le Conseil des Ministres et qui devait être déposé sur le bureau de la Chambre des Députés, n'a pu être effectivement déposé. Le Parlement n'était pas réuni au moment de son élaboration et le gouvernement dont l'auteur de ce projet faisait partie était démissionnaire quelques jours à peine après la réunion des Chambres.

Nous souhaitons donc qu'aujourd'hui ce projet soit repris par le gouvernement ou qu'une proposition de loi soit déposée dans ce sens. Civilement responsables et parties civiles jouissent d'un droit abusif : l'effet suspensif du pourvoi en cassation en matière pénale ne saurait équitablement leur profiter.

TROISIÈME PARTIE

**Situation des personnes
civilement responsables
du fait d'autrui
après qu'il a été statué
de façon définitive
par la juridiction répressive.**

GÉNÉRALITÉS

Le civilement responsable définitivement condamné, sa situation présente encore certaines particularités. Condamné par une juridiction répressive, il n'est jamais contraignable par corps, malgré les termes de l'article 52 du Code Pénal qui autorisent cette voie d'exécution pour le recouvrement des dommages-intérêts et des frais. Son obligation n'est pas solidaire avec celle du prévenu. Sur ce point, d'ailleurs, un conflit existe dans la doctrine : nous verrons pourquoi il convient de se ranger à la thèse d'une obligation *in solidum*. Quant aux recours que peut exercer le civilement responsable, il s'agit d'un droit qui lui est reconnu, notamment à l'encontre du délinquant. Cependant, en ce qui concerne les délits de presse, une règle spéciale vient restreindre son droit de se faire indemniser : il ne peut le faire par voie de souscriptions. Enfin, une dernière question : dans quelle mesure le principe de l'autorité de la chose jugée devra-t-il, en cette matière, recevoir application ?

Ainsi, la situation du civilement responsable soulève-t-elle certains problèmes fort délicats. Lorsque les tribunaux ont fixé le quantum des dommages-intérêts, qu'ils ont déterminé les responsabilités en jeu, qu'ils se sont prononcés définitivement sur les demandes qui leur étaient soumises, le civilement responsable se

trouve dans une situation complexe : il a été condamné par une juridiction répressive, mais l'objet de sa condamnation est, sauf exceptions, purement civil. De là provient la difficulté des questions dont nous proposerons la solution au cours de cette partie de notre ouvrage.

Cette partie comprendra cinq chapitres, qui nous permettront d'étudier les points les plus intéressants à ce sujet, à savoir :

CHAPITRE I. — *De la contrainte par corps.*

CHAPITRE II. — *De la nature de l'obligation du civilement responsable.*

CHAPITRE III. — *Du recours contre le pénalement responsable.*

CHAPITRE IV. — *De l'interdiction de se faire indemniser par souscription en matière de délits de presse.*

CHAPITRE V. — *De l'autorité de la chose jugée.*

CHAPITRE I

De la contrainte par corps.

Lorsqu'une personne a été condamnée au paiement d'une amende, de dommages-intérêts ou des frais, elle peut se refuser à acquitter le montant de sa dette. Ce refus est parfois motivé par l'insolvabilité du débiteur, parfois plus simplement par sa mauvaise volonté. Mais le créancier doit-il en subir les conséquences sans qu'aucun moyen de coercition ne soit à sa disposition ? Non, certes. Deux moyens lui sont accordés pour lui permettre d'exercer une pression sur le débiteur récalcitrant : un moyen pécuniaire, l'astreinte, un moyen physique, la contrainte par corps.

On ne peut plus aujourd'hui se payer, au sens propre du mot, sur le corps du débiteur. Nous ne nous représentons pas, à notre époque, des créanciers se partageant sa dépouille, comme le permettait la loi romaine. Et Shylock serait sans doute emprisonné ou interné dans un asile de fous s'il voulait exécuter la loi de son contrat. La contrainte par corps, par laquelle un créancier agit sur la personne même de son débiteur, ne comporte que la privation de la liberté.

L'article 52 du Code Pénal permet la contrainte par corps à l'égard de toutes les personnes condamnées à des réparations ou des peines pécuniaires. Lorsque le

civilement responsable, condamné au paiement de dommages-intérêts par une juridiction répressive, ne veut pas acquitter sa dette, la partie civile peut-elle exercer sur lui la contrainte par corps ? Non. La loi du 22 juillet 1867, supprimant la contrainte par corps en matière civile, est applicable ici. La personne civilement responsable ne peut, aujourd'hui, être soumise à une telle mesure. Cependant il n'en a pas toujours été de même. Aussi, allons-nous faire un rapide historique de cette question, puis nous considérerons la législation actuelle.

§ 1. — *Historique.*

Sous l'Ancien Régime, on appliquait le principe actuel, en vertu duquel les personnes civilement responsables ne sont pas contraignables par corps. Pothier, dans son *Traité des Obligations*, en parle, non comme d'une théorie au sujet de laquelle il y aurait discussion, mais comme d'une règle formelle appliquée sans hésitation.

« Ceux, dit-il, qui sont tenus de l'obligation d'un délit commis par une autre personne, sans y avoir concouru eux-mêmes, en sont tenus différemment que l'auteur du délit. Quoique celui-ci soit contraignable par corps au paiement de la somme à laquelle il a été condamné pour la réparation du tort qu'il a causé, lorsque le délit est de nature à donner lieu à cette condamnation, les personnes qui en sont responsables ne le sont que civilement et ne peuvent être contraintes que par la saisie de leurs biens, et non par l'emprisonnement de leurs personnes » (*Obligations*, n° 122).

Des ordonnances de Louis IX et de Philippe IV avaient, en effet, aboli la contrainte par corps en ma-

tière civile, sauf pour les dettes fiscales ou en cas de stipulations contractuelles contraires. Ces stipulations devenant clauses de style dans les contrats, l'ordonnance de Moulins rétablit purement et simplement la contrainte par corps. Mais Louis XIV ne la laissa subsister qu'en matière pénale ou en matière commerciale. Dans ces conditions, Pothier, au xviii^e siècle, pouvait déclarer formellement que la personne responsable du délit d'autrui, n'étant tenue que civilement, n'était point contraignable.

La Convention déclara la contrainte par corps contraire à la saine morale, aux droits de l'homme et à la liberté, et elle la supprima radicalement.

Cependant, dès le Directoire, on la vit réapparaître et, sous la législation des Codes napoléoniens, elle devint applicable aux personnes civilement responsables. Celles-ci n'y étaient sans doute pas soumises de plein droit comme les auteurs de l'infraction, en vertu des articles 52 du Code Pénal, 33, 37 et 38 de la loi du 17 avril 1832. Ces articles ne visent que la responsabilité pénale.

Mais les tribunaux pouvaient autoriser l'exercice de cette voie d'exécution à l'encontre des personnes civilement responsables, en vertu de l'article 126 du Code de Procédure Civile, ainsi conçu :

« La contrainte par corps ne sera prononcée que dans les cas prévus par la loi : il est néanmoins laissé à la prudence des juges de la prononcer :

« 1^o Pour dommages et intérêts en matière civile, au-dessus de la somme de 300 francs, etc... »

En cas de condamnation supérieure à 300 francs, le civilement responsable était contraignable par corps.

Cette situation dura jusqu'à la loi du 22 juillet 1867, en vigueur aujourd'hui.

§ 2. — *La législation actuelle.*

La loi du 22 juillet 1867 déclare, dans ses deux premiers articles :

« Art. 1. — La contrainte par corps est supprimée en matière commerciale, civile et contre les étrangers.

« Art. 2. — Elle est maintenue en matière criminelle, correctionnelle et de simple police... »

Cette loi abroge implicitement l'article 126 du Code de Procédure Civile. Elle ne laisse subsister que les textes du Code Pénal qui sont les articles 52, 53, 467 et 469. Or, nous avons vu que, si le civilement responsable est condamné par une juridiction répressive, on n'en considère pas moins sa condamnation comme purement civile. En effet, c'est par une faculté accordée à la partie civile et au ministère public, pour la rapidité et la simplicité de la procédure, que le civilement responsable a été attiré devant un tribunal pénal. L'article 74 du Code Pénal renvoie aux dispositions du Code Civil pour l'appréciation de la responsabilité civile de l'infraction. Le juge, statuant accessoirement en cette matière, fait office de juge civil. Ce sont les textes du Droit Civil qui doivent régler la situation du civilement responsable : l'article 1 de la loi du 22 juillet 1867 est applicable.

Il n'y a, d'ailleurs, aujourd'hui pas de discussion à ce sujet. La jurisprudence est unanime à se prononcer dans ce sens. La Cour de Cassation maintient formellement ce point de vue (V. notamment : Crim. 17 dé-

cembre 1891, D. P. 1892.1.365 ; 10 août 1916, D. P. 1917.1.118 ; 20 juin 1924, D. P. 1925.1.93 ; 28 novembre 1925, S. 1927.1.119 ; 21 décembre 1927, *G. P.*, 1928.1.137 ; 1^{er} août 1931, (*G. P.*, 1931.2.715). Dans tous ces arrêts, la Chambre Criminelle reprend la même formule :

« En ce qui concerne la disposition de l'arrêt qui a prononcé contre X... la contrainte par corps.

« Sur le moyen pris d'office de la violation de l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1867.

« Vu le dit article.

« Attendu que la contrainte par corps, supprimée en matière civile, ne peut être prononcée contre les personnes civilement responsables... »

Aucun doute ne subsiste donc sur la portée de la loi de 1867 à l'égard des parties civilement responsables condamnées par des juridictions répressives.

Dans son dernier arrêt, rendu le 1^{er} août 1931, la Cour de Cassation a même décidé que cette jurisprudence devrait être appliquée au cas où le civilement responsable serait tenu au paiement de l'amende. En l'espèce, le délinquant avait contrevenu au décret du 3 novembre 1855 sur la police du roulage en Algérie. Il avait été condamné à une peine d'amende. Son patron, conformément à l'article 13 du décret précité, en avait été déclaré civilement responsable en qualité de commettant, et le juge du fait avait fixé au minimum la durée de la contrainte par corps. La Chambre Criminelle cassa par voie de retranchement cette dernière disposition : celle-ci, applicable au prévenu, ne l'est pas au civilement responsable.

Pendant les quelques années qui ont suivi la promulgation de la loi de 1867, on s'est demandé si l'ar-

ticle 1^{er} de cette loi, supprimant la contrainte par corps en matière civile, pouvait concerner les dispositions du Code Forestier. Celui-ci déclarait, en effet, dans ses articles 28 et 46, que les adjudicataires et leurs cautions étaient responsables des amendes et dommages-intérêts encourus par leurs employés et contraignables par corps à cet égard. La loi de 1867 laissait-elle subsister ces articles ? De grandes discussions s'élevèrent dans la doctrine. Sourdat soutenait l'affirmative (V. *Traité général de la Responsabilité*, t. 2, n^o 208). Darbois était le champion de la négative (V. *Traité de la contrainte par corps*, p. 275). Aujourd'hui, la question est résolue : la loi du 18 juillet 1906, modifiant les articles 28 et 46 du Code Forestier, a purement et simplement supprimé en cette matière la contrainte par corps.

En matière de douanes, un doute peut s'élever. L'article 611 du décret du 28 décembre 1926 dispose, en effet, que :

« Les propriétaires des marchandises saisies (pour contrebande), ceux qui sont chargés de les introduire, les assureurs, leurs complices et adhérents sont tous solidaires et contraignables par corps pour le paiement de l'amende. »

Toutes ces personnes encourent la contrainte par corps. Devons-nous en conclure qu'il y a des cas où une personne civilement responsable du fait d'autrui peut être soumise à cette mesure de coercition ? Non, car la responsabilité prévue par l'article 611 ne doit pas être considérée comme une responsabilité civile du fait d'autrui. C'est au titre de pénalement responsables que les personnes qu'il considère sont passibles de l'amende et de la contrainte par corps. Une preuve

nous en est donnée si nous comparons l'article 611 avec l'article 595 de ce même décret :

« Les propriétaires des marchandises, déclare celui-ci, sont civilement responsables du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens. »

Ici, le décret stipule formellement qu'il s'agit d'une responsabilité civile : aussi ne parle-t-il plus de la contrainte par corps. Il s'agit cependant d'une responsabilité très étendue, puisqu'elle concerne les amendes de même que les dommages-intérêts. L'article 611 du décret du 28 décembre 1926 ne crée, par conséquent, aucune exception à la règle générale.

Ainsi, à l'heure actuelle, la situation est nette : en aucun cas, quelle que soit la condamnation encourue, une personne civilement responsable, justiciable en cette qualité d'un tribunal répressif, n'est contraignable par corps.

CHAPITRE II

De la nature de l'obligation du civilement responsable.

La condamnation prononcée contre la personne civilement responsable l'oblige au paiement intégral des dommages-intérêts, des frais s'il y a eu citation dans ce but par le ministère public, de l'amende même dans certains cas. Peut-on en conclure que la personne civilement responsable soit tenue avec l'auteur de l'infraction d'une obligation solidaire ? Ne s'agit-il pas plus simplement d'une obligation *in solidum* ? Un grave conflit a été soulevé à ce sujet dans la doctrine. Cependant, avant de considérer les thèses en présence et de prendre parti, voyons quels sont les intérêts de la question.

SECTION I.

Intérêts de la question.

Il est certain que l'auteur et le civilement responsable sont des co-débiteurs. Si l'on admet que la solidarité joue entre eux, il faut en conclure qu'ils se représentent réciproquement : toute la théorie de la

solidarité est fondée sur cette idée de représentation d'un débiteur par son co-débiteur solidaire. Par contre, si l'on considère l'obligation du civilement responsable comme une obligation *in solidum*, on en tire la conclusion suivante : le civilement responsable et l'auteur sont tenus chacun pour le tout ; la victime, partie civile au jugement de condamnation, peut demander à chacun la totalité de la somme qui lui a été allouée à titre de dommages-intérêts, mais il n'y a pas de représentation mutuelle entre l'auteur et la personne civilement responsable de l'infraction. Ainsi, partisans de l'obligation solidaire et partisans de l'obligation *in solidum* sont-ils d'accord sur l'objet de la dette. C'est sur l'idée de représentation qu'est né le conflit. La représentation, en effet, entraînerait pour le civilement responsable d'importantes conséquences :

A. *Prescription*. — Nous avons vu que la condamnation du civilement responsable, portée par la décision d'un tribunal répressif, se prescrit par trente ans, de même que la condamnation civile encourue par le coupable (art. 642 du Code Pénal). L'interruption de la prescription résultant contre le civilement responsable d'une poursuite exercée par le créancier se produira en même temps, en cas d'obligation solidaire, contre l'auteur de l'infraction et réciproquement, en vertu de l'article 1206 du Code Civil.

B. *Mise en demeure*. — Le civilement responsable peut être tenu, en cette qualité, à la restitution d'objets frauduleusement soustraits par le délinquant. Si, postérieurement au jugement de condamnation, l'auteur du délit est mis en demeure par la victime, le commandement, par suite de la solidarité, produira effet à

l'égard du civilement responsable (art. 1205 du Code Civil). Et si désormais la chose due vient à périr par cas fortuit, le civilement responsable sera tenu au paiement de la valeur de cette chose.

C. *Remise de dette.* — L'auteur de l'infraction obtenant de la victime une remise de dette, pour une raison quelconque, le civilement responsable sera libéré.

D. *Compensation.* — Il en sera de même lorsque l'auteur fera jouer à son profit la compensation.

E. *Autorité de la chose jugée.* — La chose jugée à l'égard de l'auteur aura autorité à l'égard du civilement responsable et réciproquement. Et ceci entraînera les résultats suivants :

- a) L'appel interjeté par l'un profitera à l'autre et couvrira la déchéance encourue pour tardiveté.
- b) La cassation obtenue sur le pourvoi de l'un profitera à l'autre.

Nous avons déjà vu, en étudiant la procédure de l'action intentée contre les personnes civilement responsables, que les deux dernières conséquences ne jouaient pas (V. 2^e partie, Titre II, Chapitre II pour l'appel et Chapitre III pour la cassation). Nous pouvons remarquer qu'ainsi une brèche est déjà portée à la thèse de l'obligation solidaire. En considérant maintenant les arguments des deux écoles, nous allons voir que c'est tout l'édifice qui s'écroule.

SECTION II.

Le conflit de doctrines.

La majorité des auteurs s'est prononcée pour la thèse de l'obligation solidaire de la personne civilement responsable (V. notamment dans ce sens : Sourdat, *Traité général de la Responsabilité*, t. 2, n° 795 ; Demogue, *Traité des obligations*, t. 5, n^{os} 950 et s. ; Lalou, *La Responsabilité civile*, n° 1085 ; Le Griel, *Traité pratique de l'exercice de l'action civile*, n° 60). Quant à la thèse de l'obligation *in solidum*, elle a trouvé ses champions en MM. Mazeaud qui ont fait, dans leur *Traité de la Responsabilité civile contractuelle et délictuelle*, une remarquable étude de la question (*Traité de la Responsabilité civile contractuelle et délictuelle*, t. 2, n° 1968). Après avoir exposé la première opinion, qui a su grouper la quasi-unanimité des auteurs modernes, nous montrerons pourquoi nous nous rangeons, quant à nous, à celle de MM. Mazeaud.

§ 1. — *La thèse de l'obligation solidaire.*

Les partisans de cette thèse fondent leur argumentation sur deux motifs, l'une de droit civil, l'autre de droit pénal.

A. Le droit civil.

De façon générale, disent-ils, l'obligation *in solidum*, que l'on a aussi appelée solidarité imparfaite, n'existe pas. « Partout, disent MM. Planiol et Ripert, où la loi parle de solidarité, elle la suppose toujours homogène et n'en connaît qu'une. La distinction qu'on prétendait faire était donc purement arbitraire et aurait cons-

titué une innovation par rapport à notre tradition juridique » (*Traité élémentaire de Droit Civil*, t. 2, n° 778). La loi ne prononce nulle part les termes d'obligation *in solidum*, la doctrine ne saurait donc créer une telle obligation, tel est l'argument. Cependant, l'idée même de représentation entre co-débiteurs solidaires, est-elle née dans l'esprit du législateur ? Lorsque le tribun Favart proposa cette idée dans son rapport à l'assemblée générale du Tribunat du 13 pluviôse an XII, c'est qu'il l'avait trouvée dans les œuvres de Mathieu Aurox des Pommiers, conseiller-clerc au présidial de Moulins et auteur des *Coutumes générales et locales du pays et duché de Bourbonnais* (V. 2^e éd. de cet ouvrage, Titre III, n^{os} 10 et s.). La tâche essentielle du législateur de 1804 ne fut pas en effet d'innover, mais d'adapter et de codifier. La doctrine peut donc fort bien construire ce qui ne se trouve pas encore dans le Code : la loi future, peut-être, s'inspirera de ses théories.

D'autre part, disent ces auteurs, l'article 1200 du Code Civil stipule que :

« Il y a solidarité de la part des débiteurs lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier. »

Tel est bien le cas de l'obligation qui lie l'auteur et la personne responsable d'une infraction. Mais il y a une chose dont les défenseurs de cette théorie ne tiennent pas compte : l'article 1200 est compris dans le Titre III du Livre III intitulé : « Des contrats ou des obligations conventionnelles en général. » Où se trouve le contrat entre le délinquant et le civilement responsable ? Où se trouve la convention ? Nous sommes en

matière purement délictuelle. Que la solidarité soit nettement déterminée en matière contractuelle, soit ! Qu'elle n'existe à ce sujet que sous la forme de « solidarité parfaite », soit ! Mais l'obligation du civilement responsable est définie par le chapitre du Code Civil consacré aux délits et quasi-délits, chapitre auquel renvoie formellement l'article 74 du Code Pénal. Peu nous importe ce que décide le Code Civil en droit contractuel. Nous sommes en matière délictuelle : l'article 1200 ne peut recevoir ici aucune application.

B. Le droit pénal.

Les partisans de la solidarité se sont également appuyés sur les dispositions du Code Pénal, et plus spécialement sur l'article 55. Aux termes de celui-ci :

« Tous les individus condamnés pour un même crime, pour un même délit, seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais. »

Tenue au paiement des dommages-intérêts dus à la victime d'une infraction, la personne civilement responsable serait englobée dans le groupe de « tous les individus condamnés... »

Mais il s'agit ici de la même erreur qu'à l'égard de l'article 1200 du Code Civil. L'article 55 du Code Pénal ne vise en rien les civilement responsables. Lorsqu'il parle d'individus condamnés pour un même crime ou un même délit, il n'envisage que les co-auteurs ou complices de l'infraction. On ne peut pas dire que la personne responsable soit condamnée pour un crime ou un délit. Considérée comme « civilement responsable », elle n'est tenue que d'une obligation civile.

Celle-ci résulte d'un mauvais choix à l'égard du préposé ou d'un défaut de surveillance. Nous sommes en matière de quasi-délits civils. La loi pénale ne connaît que l'auteur ou le complice de l'infraction : c'est seulement dans un but de garantie que, accessoirement à l'action publique, le civilement responsable a pu être attiré devant une juridiction répressive. Mais il n'a, personnellement, commis ni crime, ni délit, ni contravention. Ce sont les règles du Code Civil qui déterminent le champ de sa responsabilité.

Ainsi, motif de droit civil, motif de droit pénal, ces bases de la thèse de la solidarité sont d'une fragilité telle qu'au moindre examen nous les voyons s'effondrer. L'article 55 du Code Pénal, l'article 1200 du Code Civil, le défaut de textes législatifs concernant l'obligation *in solidum*, tout cela ne convient pas d'être retenu comme fondement d'une théorie juridique qui n'a pas sa place en notre matière.

§ 2. — *La thèse de l'obligation « in solidum ».*

MM. Mazeaud, dans leur *Traité de la Responsabilité civile contractuelle et délictuelle*, se sont faits les défenseurs de cette thèse. Après avoir montré que la théorie adverse ne pouvait se soutenir, nous voulons, à notre tour, nous prononcer pour cette thèse. L'argument fondamental de MM. Mazeaud est un argument de texte. Nous proposerons en outre, quant à nous, un argument rationnel. Nous considérerons également l'opinion de la jurisprudence.

A. Argument de texte.

Les partisans de la solidarité soutiennent qu'aucun texte de loi n'envisage l'existence d'une obligation *in solidum*. Dans aucune disposition législative, nous ne trouvons en effet cette expression. Cependant, à propos justement des civilement responsables, la loi, sans employer les termes mêmes d'obligation *in solidum*, a fait l'application de cette théorie.

Un décret du 18 juin 1811 stipulait, dans son article 156, que :

« La condamnation aux frais sera prononcée dans toutes les procédures solidairement contre tous les auteurs et complices du même fait et contre les personnes civilement responsables. »

Or, ce décret a été remplacé par un nouveau décret le 5 octobre 1920. Celui-ci a très nettement déclaré que la solidarité ne peut exister qu'entre pénalement responsables, non entre civilement responsables. Aux termes de l'article 161 :

« En conformité des articles 162, 176, 194, 211, 360 du Code d'Instruction Criminelle et 55 du Code Pénal, tout arrêt ou jugement de condamnation doit assujettir au remboursement des frais les condamnés et les personnes civilement responsables. La condamnation aux dépens n'est prononcée solidairement que contre les individus condamnés pour un même crime ou un même délit. »

On ne saurait être plus clair, plus formel, plus catégorique. Auteurs de l'infraction et civilement responsables sont tenus les uns et les autres au paiement des frais. Mais, seuls, les premiers sont considérés comme obligés solidairement. Non seulement l'article 161 du

décret du 5 octobre 1920 reproduit les termes de l'article 55 du Code Pénal, mais il stipule bien que criminels et délinquants uniquement y sont assujettis. Tant qu'il s'agit de l'objet de la dette, à savoir l'intégralité des frais, l'article 161 considère sur le même plan auteurs et responsables. Dès qu'il s'agit de la nature de l'obligation, il établit une différence. Or, déclarer les personnes civilement responsables obligées pour le tout, mais non solidairement, n'est-ce pas justement dire qu'elles sont tenues d'une obligation *in solidum* ? C'est là la définition même que nous avons donné de cette obligation. Ainsi la loi — puisque dans les matières où le gouvernement peut légiférer par décrets ceux-ci ont force de loi — laisse entendre formellement que telle est la nature de l'obligation des personnes civilement responsables.

B. Argument rationnel.

Employons le raisonnement qu'en géométrie on appelle « raisonnement par l'absurde ». Au lieu de construire une thèse et d'en chercher les effets, considérons les effets de la thèse de l'obligation solidaire, tels que nous les avons envisagés plus haut, et voyons s'ils sont compatibles avec la situation des personnes civilement responsables. En ce qui concerne l'interruption de la prescription, la mise en demeure, la remise de dette ou la compensation, peut-il y avoir effet à l'égard du civilement responsable alors qu'elles ont joué dans les rapports entre victime et auteur de l'infraction ? L'action contre le civilement responsable a une vie propre. Le civilement responsable doit être cité personnellement à l'audience du tribunal répressif qui prononce la condamnation. La dette du civilement

responsable et celle du délinquant procèdent de causes tout à fait différentes, l'une étant la conséquence d'un quasi-délit civil, l'autre la conséquence d'une infraction pénale. Enfin, en Cour d'Assises, les condamnations peuvent être prononcées par deux arrêts qui ne seraient même pas rendus dans la même session. Les effets de la solidarité ne peuvent donc pas trouver d'application ici : il est évident que la remise de dette jouant à l'égard de l'un ne joue pas à l'égard de l'autre, et de même pour la compensation, l'interruption de la prescription ou la mise en demeure. L'action contre le civilement responsable garde sa vie propre, même après le jugement de condamnation.

Quant à l'autorité de la chose jugée, nous avons déjà vu qu'elle ne joue pas entre l'auteur et le civilement responsable. En cas d'appel isolé de la personne civilement responsable, celle-ci peut discuter devant la juridiction d'appel l'existence même de l'infraction alors que le prévenu aurait accepté sa condamnation. Cet appel, de plus, ne peut profiter au prévenu non plus que ne pourrait lui profiter le pourvoi en cassation exercé dans les mêmes conditions. Pourtant, les auteurs sont unanimes à dire qu'un des effets essentiels de la solidarité réside dans l'autorité de la chose jugée et dans la représentation mutuelle des codébiteurs au point de vue de l'exercice des voies de recours. Si nous ne pouvons appliquer ici cette représentation, si l'action contre la personne civilement responsable jouit d'une vie propre, comment parler de solidarité ? Il ne peut y avoir de principe, sans que l'on en doive appliquer les conséquences directes.

Nous pouvons déduire ainsi de ce raisonnement que l'obligation du civilement responsable n'est pas

une obligation solidaire. Or, le civilement responsable est tenu au paiement de la dette dans son intégralité : son obligation ne peut être qu'une obligation *in solidum*.

C. La jurisprudence.

La jurisprudence est fort peu abondante sur la question. Les arrêts, en effet, déclarent généralement que le civilement responsable est tenu au paiement des frais de l'instance pénale ou des dommages-intérêts dus à la partie civile. Mais ils ne disent rien en ce qui concerne la solidarité. La solidarité ne se présument pas, il est certain que, dans ce cas, il n'y a pas lieu de l'appliquer.

Cependant, dans un arrêt rendu récemment par la Cour d'Amiens (Amiens, 5 décembre 1933, *Revue Ass. Terr.*, 1934.388), cette Cour, ayant à se prononcer nettement sur la question, a décidé qu'il n'y avait pas de solidarité entre les obligations du délinquant et du civilement responsable. L'arrêt, à ce sujet, déclare notamment :

« ... Attendu que si, aux termes de l'article 1384 du Code Civil, Ernest Raynaud est tenu à la réparation intégrale du dommage causé par la faute de son fils, Gabriel Raynaud, dont il est civilement responsable, et si Gabriel Raynaud est également tenu pour le tout en vertu des articles 1382 et 1383 du Code Civil, aucun texte ne donne à ces obligations les caractères de la solidarité ; qu'en conséquence Ernest et Gabriel Raynaud ne sont tenus que d'une obligation *in solidum*.

« Par Ces Motifs,

« ... Dit qu'Ernest Raynaud est civilement respon-

sable du fait de Gabriel Raynaud et qu'ils sont tenus chacun personnellement pour le tout... »

Les magistrats de la Cour d'Amiens se sont ainsi rangés formellement à la thèse de l'obligation *in solidum*. Cette solution, nous semble-t-il, s'impose aujourd'hui. Souhaitons que bientôt la jurisprudence soit unanime, non seulement à la sous-entendre, mais encore à la formuler de façon catégorique.

CHAPITRE III

Du recours contre la personne pénalement responsable.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que le civilement responsable était tenu avec l'auteur de l'infraction d'une obligation *in solidum* à l'égard de la victime. Celle-ci, s'étant constituée partie civile et ayant obtenu l'allocation de dommages-intérêts, peut demander le paiement de ce qui lui est dû au civilement responsable ou au délinquant, à son choix. Le civilement responsable peut également être débiteur des frais ou, exceptionnellement, de l'amende. Il n'a, cependant, pas personnellement commis de faute au sens pénal du mot. Aussi admet-on que, lorsqu'il a satisfait à son obligation, il peut se retourner contre l'auteur direct du dommage. C'est ce dommage qui a causé un préjudice à la victime : il est normal que ce soit en définitive son auteur qui en supporte les conséquences. La personne civilement responsable aura donc un recours contre celui-ci.

Néanmoins, dans la pratique, ce recours ne sera pas admis d'une manière trop absolue. Les rapports de parenté, la nature du contrat qui lie le commettant et son préposé, influenceront souvent sur la décision des tri-

bunaux. Ceux-ci devront tenir compte des cas d'espèces.

Nous allons donc nous contenter d'étudier les principes généraux qui doivent servir de fondement aux décisions jurisprudentielles. En droit pur, le recours du civilement responsable est absolument indéniable, à moins que ce dernier n'ait une faute personnelle à se reprocher, faute dont le prévenu apporterait la preuve. Il convient, ainsi, de considérer l'étendue de ce recours, puis nous en déterminerons les conditions et nous verrons quel est le tribunal compétent pour statuer à cet égard.

SECTION I.

Etendue du recours.

Le recours du civilement responsable contre celui par la faute duquel il a été obligé de payer est prévu par certains textes. En l'absence de tout texte, d'ailleurs, il faudrait l'admettre. Et, contrairement à l'opinion de M. Demogue, il est certain que ce recours peut avoir lieu pour le tout. Tels sont les trois principes qui déterminent l'étendue de ce recours.

§ 1. — *Le recours est prévu par certains textes.*

Ces textes sont, d'une part un texte général; l'article 1251 al. 3 du Code Civil, d'autre part des textes particuliers, inclus dans différentes lois.

A. Texte général.

L'article 1251 du Code Civil décide que :

« La subrogation a lieu de plein droit :

« ... 3^o Au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter... »

Tel est bien le cas de la personne civilement responsable. Elle avait intérêt à acquitter la dette dont l'infraction était la cause et dont elle était tenue avec le délinquant. L'ayant acquittée, elle doit être considérée comme subrogée dans les droits du créancier. L'article 1251 est sans doute placé dans le troisième titre du Livre III du Code Civil, titre consacré aux contrats et aux obligations conventionnelles en général. Cependant, la jurisprudence n'hésite pas à l'appliquer à la matière des délits. L'article 1251 est, en effet, conçu d'une manière très générale et il est certain qu'il envisage tous les cas où un débiteur acquitte une dette dont il était tenu avec un autre. La Cour de Cassation s'est d'ailleurs formellement prononcée dans ce sens. Dans un arrêt qu'elle a rendu le 3 décembre 1888 (D. P. 1890.1.71), elle a décidé que, pour que la subrogation ait lieu au profit d'un coobligé, il n'était pas nécessaire, aux termes de l'article 1251 al. 3, que son obligation ait sa source dans un contrat : elle peut aussi bien résulter d'un délit ou d'un quasi-délit.

Le recours que la personne civilement responsable exerce contre l'auteur de l'infraction n'est autre que l'exercice des droits du créancier, droits dans lesquels elle se trouve subrogée en vertu de l'article 1251. L'action récursoire appartenant au civilement responsable est une conséquence de la subrogation légale.

B. Textes particuliers.

Le législateur, dans un certain nombre de matières, a rappelé la possibilité qu'avaient les personnes civilement responsables d'exercer un recours contre ceux qui s'étaient rendus coupables de l'infraction pénale. C'est ainsi que cette action récursoire a fait l'objet de quelques textes particuliers qui sont les suivants :

a) La loi des 28 septembre-6 octobre 1791, sur la police rurale.

L'article 7 de cette loi précise l'étendue de la responsabilité des commettants, parents, maris, etc..., à l'égard de leurs préposés, enfants, femmes et tous ceux dont ils ont la garde ou la surveillance.

Et l'article 8 ajoute :

« Les domestiques, ouvriers, voituriers ou autres subordonnés seront à leur tour responsables de leurs délits envers ceux qui les emploient. »

La loi des 28 septembre-6 octobre 1791 accorde donc formellement au civilement responsable l'exercice d'un recours contre le délinquant. Cependant, la loi établit une différence entre ceux que lie un contrat et ceux que lie un rapport de parenté : l'article 8 ne concerne que les premiers.

b) Le décret du 6 juillet 1810, sur l'organisation des Cours d'appel.

L'article 59 de ce décret stipule que :

« Le greffier en chef est responsable solidairement de toutes amendes, restitutions, dépens, dommages-intérêts, résultant des contraventions, délits ou crimes dont ses commis se seraient rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions, sauf son recours contre eux, ainsi que de droit. »

Nous sommes ici en présence du seul cas où la loi prononce la solidarité entre le civilement responsable et l'auteur d'une infraction. Celle-ci n'empêche pas que le civilement responsable ait la faculté d'exercer une action récursoire contre l'auteur, « ainsi que de droit », dit la loi. Par cette formule, le législateur a entendu montrer qu'il n'énonçait pas une règle particulière, mais qu'il rappelait un principe général. Le recours est chose normale : on ne le mentionne que pour mémoire.

c) *Le décret du 10 août 1810,
sur l'organisation des tribunaux de première instance.*

Le décret du 10 août 1810, dans son article 27, est calqué sur les dispositions du décret précédent. La responsabilité des greffiers en chef est la même dans les Cours d'Appel et dans les tribunaux de première instance : le recours qu'ils peuvent exercer contre leurs commis est soumis aux mêmes conditions.

d) *La loi du 15 avril 1829, relative à la pêche fluviale.*

L'article 74 de cette loi est ainsi conçu :

« Les maris, pères, tuteurs, fermiers et porteurs de licences, ainsi que tous propriétaires, maîtres et commettants, seront civilement responsables des délits en matière de pêche commis par leurs femmes, enfants mineurs, pupilles, bateliers et compagnons, et tous autres subordonnés, sauf tout recours de droit. »

La formule finale rappelle la formule du décret du 6 juillet 1810 : « Sauf son recours contre eux, ainsi que de droit. » Elle est cependant beaucoup moins formelle. Elle laisse le champ à toutes les possibilités : on peut toujours dire que tel recours est de droit ou qu'il ne l'est pas. Cette rédaction s'explique fort bien.

Le décret du 6 juillet 1810 ne concernait que la responsabilité des greffiers en chef à l'égard de leurs commis. Les greffiers en chef, seuls en cause comme personnes civilement responsables, ont un droit de recours qu'il convient de déterminer formellement : ce recours leur est accordé « ainsi que de droit ». Par contre, la loi du 15 avril 1829 envisage la responsabilité d'un grand nombre de personnes. A côté des fermiers, propriétaires, maîtres et commettants, nous trouvons les maris, pères, mères et tuteurs. Il est certain que la responsabilité finale des uns et des autres ne sera pas la même : les tribunaux, avons-nous dit plus haut, examineront généralement l'espèce des cas qui leur seront soumis. Par la formule : « Sauf tout recours de droit », le législateur ne se compromet pas. Le mot « tout », est indéfini : on pourra, par exemple, autoriser le recours en cas de lien contractuel et ne pas l'autoriser en cas de lien de parenté.

e) *La loi du 25 mai 1844, sur la police de la chasse.*

En vertu de l'article 28 de cette loi :

« Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants, sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles demeurant avec eux, domestiques et préposés, sauf tout recours de droit. »

La formule est la même que dans le texte de loi précédent. La même explication vaudra : les personnes déclarées civilement responsables sont nombreuses et les liens qui les unissent aux auteurs du délit sont de nature variée.

f) *L'article 206 du Code forestier.*

En vertu de cet article :

« Les maris, pères, mères et tuteurs, et en général tous maîtres et commettants, seront civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants mineurs et pupilles, demeurant avec eux et non mariés, ouvriers, voituriers et autres subordonnés, sauf tout recours de droit. »

C'est encore la même formule que précédemment, et toujours pour la même raison.

§ 2. — *Le recours serait possible, même en l'absence de tout texte.*

Nous venons de voir que quelques textes législatifs spéciaux prévoient le recours du civilement responsable contre l'auteur de l'infraction. Ces textes, avons-nous dit, ne sont qu'une application d'un principe général posé par l'article 1251 du Code Civil. Cependant, il est certain que, même si l'on ne devait pas faire usage de l'article 1251, il faudrait reconnaître au civilement responsable le droit d'exercer l'action récursoire.

En effet, dans quel but le civilement responsable est-il tenu d'indemniser la victime du préjudice qu'elle a subi ? Dans un but de garantie à l'égard de celle-ci. Souvent l'auteur du dommage, ouvrier, employé, ou préposé quelconque, sera insolvable, du moins dans une certaine mesure. Il a donc paru équitable au législateur d'en rendre responsable le commettant qui l'a sous sa dépendance. Le paiement de la réparation sera assuré de façon beaucoup plus sûre. La victime se

trouve en présence de deux débiteurs au lieu d'un et elle peut s'adresser indifféremment à l'un ou à l'autre. Il s'agit d'une garantie légale dont profite la victime de l'infraction et qui permet à celle-ci d'éviter l'inconvénient d'une insolvabilité fréquente de la part du délinquant.

Ainsi, le civilement responsable n'est pas obligé en vertu de son fait personnel. C'est subsidiairement qu'une condamnation a été prononcée à son égard. Lorsque, la victime s'étant adressée à lui pour obtenir la réparation du dommage qui lui avait été causé, il a acquitté la dette dont était tenu le délinquant, il n'a fait que payer à la place de celui-ci. Il est donc fondé à recourir ensuite contre l'auteur direct du dommage pour lui demander le remboursement des sommes qu'il a payées. Il n'est pas utile d'invoquer le principe de la subrogation, pourtant certain. Le civilement responsable garantissait le remboursement de la dette, la condamnation prononcée par le tribunal répressif créait un lien entre la victime et lui, mais l'obligation du délinquant n'a été en rien diminuée. Si, par conséquent, le civilement responsable ne pouvait exercer l'action récursoire, l'auteur de l'infraction s'enrichirait injustement aux dépens d'autrui. Aucun texte général, dans notre Code Civil, n'interdit l'enrichissement sans cause. Cependant, la jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour admettre le principe que « nul ne doit s'enrichir injustement aux dépens d'autrui ». Aussi est-il équitable de décider que, s'il est solvable, l'auteur direct du dommage doit rembourser à la personne civilement responsable toutes les sommes qu'elle a versées par suite du dommage causé.

§ 3. — *Le recours peut avoir lieu pour le tout.*

Le recours de la personne civilement responsable contre l'auteur de l'infraction doit être admis pour la totalité des sommes versées. La doctrine, d'ailleurs, se prononce généralement dans ce sens (V. notamment : Aubry et Rau, *Cours de Droit Civil Français*, 5^e éd., t. 6, p. 418 ; Baudry, Lacantinerie et Barde, *Traité des Obligations*, 3^e éd., t. 4, n^o 2931 ; Sourdat, *Traité Général de la Responsabilité*, t. 2, n^o 770 ; Lalou, *La Responsabilité Civile*, n^o 515 ; Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit Civil*, t. 6, par Esmein, n^o 656).

M. Demogue, cependant, s'est prononcé contrairement à cette thèse. A son avis, la responsabilité doit être partagée : elle doit incomber définitivement à l'auteur et au civilement responsable, dans une mesure variable selon les cas. Mais une telle théorie aboutit à des difficultés que M. Demogue a bien vues et dont il se tire d'une manière assez audacieuse.

« Le tribunal, dit M. Demogue, pourrait donc répartir la charge de l'indemnité entre l'auteur et le civilement responsable. Mais il sera souvent embarrassé, car il ne saura pas quelle est la gravité de la faute du civilement responsable, puisque celle-ci est présumée et non pas établie. Ici interviendra une sorte d'imperium qui lui fera dire qu'il convient de répartir l'indemnité sur telle base, ou de la faire peser entièrement sur l'auteur. Solution empirique, mais tout ne peut se décider dans la vie par pure logique. Tout d'abord il faut vivre et pour cela le juge donne sécurité en fixant les situations » (*Traité des Obligations*, t. 5, n^o 954).

Solution étrange ! Tout notre Droit est fondé sur la seule valeur des textes et sur la logique des principes. M. Demogue préconise une solution empirique. Mais, avec un tel système, un tribunal saisi d'une affaire où interviendrait une personne civilement responsable pourrait ordonner un partage de responsabilité, alors que, dans une affaire identique, un tribunal voisin déciderait que le civilement responsable n'a aucun recours et qu'un troisième tribunal condamnerait l'auteur du dommage à supporter toutes les conséquences de l'infraction. La théorie de M. Demogue est si peu en rapport avec notre Droit qu'il ne se trouve aucun exemple de cas où elle fût appliquée dans notre jurisprudence. « Le juge, dit M. Demogue, donne sécurité en fixant les situations. » Nous croyons, bien au contraire, que cet « imperium » qui lui serait laissé détruirait toute sécurité. Les situations seraient loin d'être fixées : les parties interjetteraient toujours appel, elles essaieraient par tous les artifices de procédure possibles d'aller devant tel tribunal plutôt que devant tel autre, puisque la personne même des juges aurait une influence prépondérante et que ceux-ci auraient toute liberté pour ordonner un partage de responsabilité non évaluable.

D'autre part, M. Demogue s'appuie sur le fait qu'il y aurait faute de la part du civilement responsable. C'est l'étendue de cette faute qui permettrait d'évaluer l'étendue du recours que pourrait exercer le civilement responsable. Or nous avons vu que la responsabilité civile du fait d'un délinquant ou d'un criminel n'a pas sa source dans l'idée d'une faute incombant par exemple au commettant, mais dans une idée de garantie à l'égard des tiers. C'est dans le seul intérêt

des tiers à qui un préjudice a été causé par le fait même de l'infraction, que le civilement responsable est tenu à réparation : ce n'est pas dans l'intérêt de l'auteur direct du dommage. N'étant pas obligé personnellement à la dette, il est certain qu'il peut recourir, pour l'intégralité de ce qu'il a versé, contre le délinquant ou le criminel, véritable débiteur.

SECTION II.

Conditions du recours.

Pour que le civilement responsable puisse exercer son recours contre l'auteur de l'infraction, il faut que celui-ci ait été condamné, d'une part aux réparations pécuniaires dont le civilement responsable est également tenu, d'autre part à une peine, sanction de la contravention, du délit ou du crime. Cette condition est nécessaire. Par contre, il n'est pas utile que le civilement responsable rapporte la preuve d'une faute lourde de la part du délinquant. Le recours, en effet, n'est pas subordonné, comme l'ont prétendu certaines juridictions, à l'existence d'une telle faute. Deux questions sont donc à considérer :

- 1^o la nécessité d'une condamnation à l'encontre du pénalement responsable.
- 2^o l'inutilité de rapporter la preuve d'une faute lourde de la part du pénalement responsable.

§ 1.—*Le pénalement responsable doit avoir été condamné.*

Cette condition n'en est en vérité pas une, ou, du moins, elle est d'une évidence telle qu'il convient de la

considérer comme le fondement même de l'action récursoire. Le recours contre l'auteur de l'infraction suppose en effet deux choses : une condamnation pénale et une condamnation civile à l'encontre de celui-ci. La condamnation pénale sera certaine, puisque le civilement responsable ne saurait être condamné en cette qualité en cas d'acquittement du prévenu. Quant à la condamnation civile, elle est non moins certaine : si le civilement responsable était seul condamné au paiement des réparations, on ne devrait plus le considérer comme responsable du fait d'autrui, mais comme responsable de son propre fait. De plus, une telle condamnation ne pourrait être prononcée par un tribunal répressif, faute de lien entre l'action publique et l'action civile, puisque ces deux actions seraient poursuivies chacune contre un individu différent. La condamnation pénale et la condamnation civile auront donc toujours été prononcées contre l'auteur du dommage : la condition est telle — et c'est ce que nous voulions montrer — que la voie récursoire est, en principe, toujours ouverte au civilement responsable.

Cependant, il arrive que cette condition ne soit pas réalisée, et que, néanmoins, l'on accorde au civilement responsable l'exercice du recours : c'est que, s'il n'y a pas de condamnation au sens propre du mot, on se trouve dans une situation qu'il convient d'assimiler au cas de condamnation. Réciproquement, il peut arriver que le civilement responsable se voie refuser l'exercice de l'action récursoire, alors que condamnation pénale et condamnation civile ont été prononcées à l'encontre du délinquant.

A. Cas exceptionnels où la condamnation pénale n'est pas nécessaire.

Ces cas sont au nombre de deux : l'acquittement pour défaut de discernement et l'acquittement en Cour d'Assises.

a) Acquittement pour défaut de discernement.

Nous avons plus haut (Deuxième Partie, Titre I, Chapitre I, Section V) que si le civilement responsable ne pouvait être condamné en cas d'acquittement du prévenu, il pouvait du moins l'être lorsque l'acquittement était prononcé pour défaut de discernement. La circonstance qui entraîne cet acquittement, disions-nous alors, ne fait pas obstacle à ce que le juge constate la culpabilité. Coupable, il est évident que le mineur de dix-huit ans acquitté pour défaut de discernement ne pourra opposer aucune exception au civilement responsable exerçant contre lui l'action récursoire. C'est, d'ailleurs, ce qui résulte d'un arrêt rendu par la Cour de Cassation, le 3 juin 1932 (*G. T.*, 27 août 1932) :

« Attendu, dit cet arrêt, que le mineur de dix-huit ans, acquitté comme ayant agi sans discernement, peut néanmoins être condamné à des dommages-intérêts envers les ayants cause de la victime. »

« Qu'en effet, le mineur acquitté en vertu de l'article 66 du Code Pénal bénéficie, en raison de son âge, d'une faveur édictée par la loi, qui n'a d'autre effet que de l'exempter de la peine ou de permettre d'y substituer des mesures d'éducation, et qui n'exclut pas la responsabilité prévue par l'article 1382 et suiv. du Code Civil... »

Si l'auteur de l'infraction, acquitté pour défaut de

discernement, n'est pas responsable au sens de la loi pénale, il l'est du moins au sens de la loi civile. Le civilement responsable, ayant payé les sommes dues pour le préjudice causé à la victime, a donc bien le droit de se retourner contre l'auteur direct du dommage et de se faire rembourser, dans la mesure de la solvabilité de celui-ci, les sommes qu'il a versées.

b) *Acquittement en Cour d'assises.*

Nous avons vu également (Deuxième Partie, Titre I, Chapitre II, Section IV, § 3) que l'acquittement en Cour d'Assises n'entraîne pas les mêmes conséquences que l'acquittement en simple police ou en police correctionnelle : il n'empêche pas que l'accusé et la personne qui en est civilement responsable soient condamnés à des dommages-intérêts envers la victime ou ses ayants cause. L'obligation du civilement responsable a sa source dans l'infraction commise par un autre. Or la matérialité même de l'infraction n'est pas niée par le verdict absoluire du jury : ce qui est nié, c'est « la criminalité de l'acte. Le verdict de non-culpabilité signifie simplement que la juridiction répressive n'a pas estimé opportun de punir, mais non que l'auteur du fait poursuivi ne devait pas réparation à ses victimes » (Savatier, note sous Civ., 15 janvier 1929, D. P. 1930.1.41). Si les victimes ont jugé bon de demander le paiement de cette réparation à la personne civilement responsable, cette dernière sera en droit d'exercer contre l'auteur une action récursoire.

B. Cas exceptionnels
où, malgré la condamnation du pénalement responsable,
le recours est impossible.

Dans certains cas, l'auteur de l'infraction a, par le même jugement qui condamnait le civilement responsable, encouru une condamnation pénale et une condamnation civile, et, cependant, il peut opposer une fin de non-recevoir au recours qui lui est signifié. Cette fin de non-recevoir peut avoir deux motifs : ou bien le civilement responsable a une faute personnelle, au sens de la loi pénale, à se reprocher ; ou bien il a réparé volontairement le dommage alors que le prévenu, sur opposition ou sur appel, était acquitté.

a) *Le civilement responsable*
est lui-même coupable d'une faute pénale.

C'est le cas de complicité. Un commettant et son préposé ont commis ensemble une contravention, un délit ou un crime. Ils ont chacun une part de responsabilité dans l'infraction qui a été commise. Le fait de la complicité l'emporte sur le fait de la responsabilité civile du fait d'autrui. Il y a partage des responsabilités. Le civilement responsable ne peut exercer un recours pour le tout contre son co-inculpé considéré comme auteur principal. Cependant, il faut que lui-même ait été condamné à une peine. S'il a été acquitté, alors que l'auteur principal était condamné, s'il n'a été retenu par les juges répressifs que comme civilement responsable, il exercera valablement son recours pour le tout contre le pénalement responsable.

b) *Le civilement responsable a réparé volontairement le dommage.*

Nous avons vu qu'en vertu de la jurisprudence la plus récente de la Cour de Cassation (Crim. 6 janvier 1934, *G. P.* 1934.1.397), lorsque le prévenu bénéficiait sur opposition ou sur appel d'une décision de relaxe alors que le civilement responsable avait accepté le premier jugement le condamnant, il fallait considérer le civilement responsable comme également exonéré de toute obligation : le principe même de la responsabilité civile, selon la Cour de Cassation, est subordonné à l'existence de l'infraction, et, par suite, à la décision définitive à intervenir sur celle-ci. Cependant, le civilement responsable, qui n'avait formé ni opposition ni appel, peut avoir volontairement réparé le dommage. Il peut également l'avoir réparé sur les poursuites de la victime, sans s'être prévalu de la décision d'acquiescement intervenue en faveur du prévenu. Le civilement responsable, dans ce cas, ne pourra exercer aucun recours contre le prévenu acquitté. Nous nous trouvons, en effet, dans un cas identique à celui de la caution qui a payé une dette éteinte. Or l'article 2031 al. 2 du Code Civil décide que :

« Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte ; sauf son action en répétition contre le créancier. »

Le civilement responsable n'avait été condamné par le tribunal répressif que dans une idée de garantie à l'égard des tiers. De l'instant où l'auteur de l'infraction a été acquitté, il n'y a plus lieu à garantie d'une

dette inexistante. Si le civilement responsable a payé, il subira seul les conséquences de son imprudence : le prévenu ne peut plus être inquiété. La seule solution qui restera au civilement responsable sera de se retourner contre la victime et d'agir contre elle en répétition de l'indu.

§ 2. — *Le recours n'est pas subordonné à l'existence d'une faute lourde de la part du pénalement responsable.*

Le principe de la nécessité de rapporter la preuve d'une faute lourde à l'encontre du pénalement responsable, pour que le recours contre celui-ci puisse être intenté, a été formulé pour la première fois par les magistrats de la Cour de Paris dans un arrêt rendu le 14 mars 1930 (D. P. 1930.2.115). Cet arrêt, d'ailleurs, est resté isolé, l'ensemble de la jurisprudence se prononçant dans le sens contraire. C'est que cet arrêt a été rendu dans une espèce tout à fait spéciale et que la Cour de Paris tenait, à juste titre, à faire échec aux prétentions d'un demandeur pour qui le droit servait d'arme à une mauvaise foi évidente. Cependant, ce qui est critiquable, c'est que la Cour de Paris ait motivé sa décision par un principe inexact.

A. L'arrêt de la Cour de Paris du 14 mars 1930.

Raisons spéciales.

L'arrêt de la Cour de Paris a été rendu après la condamnation du civilement responsable par un tribunal civil. Cependant, ses termes sont tels qu'ils pourraient s'appliquer aussi bien si la condamnation avait été

prononcée par une juridiction répressive. Le raisonnement, en ce qui concerne le recours, est le même, puisque celui-ci est fondé sur des rapports de droit civil. Or, la Cour de Paris déclare que :

« ... Si, par application de l'article 1251 al. 3 du Code Civil, le civilement responsable, qui a réparé le préjudice causé à la victime par l'auteur du quasi-délit, a recours contre celui-ci pour le recouvrement de la totalité de l'indemnité, par l'exercice d'une action en garantie, principale ou incidente, c'est seulement dans le cas où cet auteur du fait dommageable, abusant de ses fonctions, a ainsi commis une faute lourde dans l'exercice de celle-ci. »

Mais, avons-nous dit, cet arrêt a été dicté par des considérations particulières. Une Compagnie d'Assurances avait inséré, dans une police d'assurance contre les accidents d'automobiles la clause suivante : « La Compagnie garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir à raison d'accidents causés aux tiers par sa voiture automobile conduite par une personne quelconque munie du permis régulier de conduire. » La Compagnie semblait prendre à sa charge tous les risques pécuniaires en cas d'accident. Mais les auteurs de la police étaient des gens avisés... et qui savaient du droit ! La Compagnie garantissait bien l'assuré, mais la clause que nous venons d'énoncer ne l'empêchait pas de se retourner contre l'auteur du dommage, en vertu de la subrogation prévue par l'article 1251 du Code Civil. « L'assureur, subrogé par la police dans tous les droits et actions de l'assuré contre les tiers responsables, va exercer un recours contre l'auteur du dommage, contre le conducteur, véritable responsable. Agissant à la place

de l'assuré, il va se retourner contre le préposé ou l'ami pour se faire rembourser ce qu'il a payé. » (Note de M. Besson sous l'arrêt, D. P. 1930.2.115).

C'est justement ce que la Cour de Paris voulut éviter. Un père avait chargé son fils de conduire en automobile deux de ses invités à un endroit déterminé : au cours de la promenade, la voiture dérapa et les deux voyageurs furent blessés. Le père fut déclaré civilement responsable de la faute légère commise par le fils par le fait du dérapage. L'assureur du père, obligé de garantir son assuré des condamnations prononcées contre lui, voulut exercer son recours contre le fils, auteur de l'accident. La Cour de Paris, ne voulant pas lui donner satisfaction par une décision qui aurait été contraire à l'équité, invoqua un principe général qui est certainement inexact. Mais elle tenait à faire échec à des prétentions devenues usuelles en vertu d'une véritable clause de style.

Aujourd'hui, ce recours de l'assureur est interdit par la loi du 13 juillet 1930, qui décide dans son article 36 al. 3 que :

« Par dérogation aux dispositions précédentes, l'assureur n'a aucun recours contre les enfants, descendants, ascendants, alliés en ligne directe, préposés, employés, ouvriers, ou domestiques, et généralement toute personne vivant habituellement au foyer de l'assuré, sauf le cas de malveillance commise par une de ces personnes. »

Ainsi, même sur le terrain pratique, la décision de la Cour de Paris est devenue sans intérêt. Non conforme aux règles de notre droit, il est certain qu'elle restera absolument isolée, perdue dans la masse d'une jurisprudence contraire.

B. L'opinion opposée de l'ensemble de la jurisprudence.

Nous avons vu que la personne civilement responsable n'était condamnée que dans l'intérêt des tiers. Il ne s'agit que de garantir la réparation due à la victime. Aussi le recours du civilement responsable contre l'auteur de l'infraction ne peut-il être soumis à aucune réserve. Il ne peut être subordonné à l'existence d'une faute lourde de la part du pénalement responsable. Quelle que soit la gravité de la faute de celui-ci, c'est lui qui est l'auteur du dommage. Cela est suffisant. La jurisprudence de ces dernières années, à part l'arrêt de la Cour de Paris que nous venons de citer et dont nous avons donné les véritables raisons, est absolument unanime dans ce sens. La Cour de Cassation, dans deux arrêts rendus, l'un par la Chambre des Requêtes le 16 juillet 1928 (D. H. 1928.477), l'autre par la Chambre Criminelle le 3 juin 1932 (*G. T.*, 27 août 1932) a consacré formellement cette thèse : toute personne civilement responsable du fait d'autrui peut exercer un recours contre celui dont la faute a causé le dommage qu'elle est condamnée à réparer, et ce recours n'est soumis à aucune réserve.

Une réponse formelle et directe a d'ailleurs été faite à l'arrêt de la Cour de Paris du 14 mars 1928 par le Tribunal Civil de Laval, dans un jugement rendu par lui le 22 juin 1932 (*G. P.*, 1932.2.498). Saisi du recours d'une personne civilement responsable contre l'auteur d'un dommage, les magistrats de ce tribunal ont déclaré la demande qui leur était soumise recevable et bien fondée, sans qu'il y ait lieu de rechercher si une faute lourde avait été commise :

« Attendu, dit le jugement, que l'auteur d'un fait

délictueux ou quasi délictueux et le civilement responsable sont en principe tenus chacun pour le tout de la réparation du préjudice vis-à-vis de la victime qui peut exécuter indistinctement la condamnation contre l'un ou l'autre.

« Qu'il est hors de doute (Lalou, *Traité de la Responsabilité Civile*, 2^e éd., n^o 1086) que le civilement responsable, qui a payé, a en principe un recours pour le tout contre le responsable.

« Qu'aucune disposition légale ne permet d'écarter cette règle en ce qui concerne les faits dommageables commis par les ouvriers ou employés dans l'exercice de leurs fonctions.

« Attendu qu'on ne saurait admettre avec une certaine jurisprudence (Paris, 14 mars 1928, D. P. 1930. 2. 115 et la note de M. Besson) que ce recours n'est possible qu'au cas de faute lourde du préposé, car le véritable responsable est celui qui a occasionné le dommage par sa faute, et, en réalité, la responsabilité du civilement responsable n'a été édictée que pour garantir la victime contre l'insolvabilité générale des préposés. »

On ne saurait être plus clair ni plus net que ce jugement. Il est visible que l'auteur du dommage, pour se défendre, avait argué de la décision précédente de la Cour de Paris. Mais cette décision est restée sans influence sur l'opinion des juges de Laval. Elle est, en effet, si peu conforme aux principes juridiques, qu'elle ne peut faire jurisprudence. Il y a garantie de l'intérêt de la victime par la personne civilement responsable, mais le débiteur véritable de toute réparation est l'auteur personnel du dommage : c'est lui qui, par

l'effet du recours, doit subir les conséquences du dommage qu'il a causé.

SECTION III.

De la juridiction compétente pour statuer sur l'action récursoire.

La question se pose de savoir si le civilement responsable peut exercer son recours contre l'auteur de l'infraction devant le tribunal répressif qui l'a condamné, ou s'il doit assigner l'auteur devant une juridiction civile. La jurisprudence n'a pas eu encore, à notre connaissance, à se prononcer à ce sujet. La doctrine, par contre, en a discuté et les deux thèses ont été soutenues.

D'après les uns, dont MM. Mazeaud, le civilement responsable ne pourrait pas former de recours devant la juridiction répressive. Le civilement responsable, en effet, disent ces auteurs, n'est pas une victime de l'infraction. « Il n'exerce pas l'action civile qui appartient à cette seule victime ; à l'action civile il joue au contraire le rôle de défendeur. Les tribunaux répressifs, n'étant compétents que sur l'action civile, ne peuvent alors connaître de l'appel en garantie » (Mazeaud, *Traité de la Responsabilité civile*, t. 2, n^o 2198).

D'après les autres, au contraire, c'est le tribunal répressif qui doit être juge de l'action récursoire. C'est ainsi qu'un auteur dont nous avons déjà parlé, M. Le Griel, dans son ouvrage remarquable sur *L'exercice de l'Action Civile*, déclare que le civilement responsable est une victime de l'infraction et que, par consé-

quent, son action est de la compétence de la juridiction répressive. « Lorsque le civilement responsable, dit-il, a un recours à exercer contre le pénalement responsable, rien ne s'oppose, à notre avis, à ce qu'il l'exerce sous forme de l'action civile devant le tribunal répressif, où il comparaît avec celui dont il répond, puisque le principe de son action est dans le dommage que lui cause le fait punissable et que les coprévenus peuvent se porter parties civiles les uns contre les autres » (Le Griel, *Traité pratique de l'Exercice de l'Action Civile*, p. 47).

Nous nous rangeons, quant à nous, à l'opinion de MM. Mazeaud. Il convient, en effet, pour déterminer la juridiction compétente, de considérer l'objet et le motif de l'action récursoire du civilement responsable. L'objet ? C'est le remboursement d'une somme d'argent. Le motif ? C'est le paiement de cette somme par le civilement responsable. Objet et motif sont ainsi purement civils. D'autre part, nous avons vu que la faculté accordée au civilement responsable d'exercer un recours contre l'auteur de l'infraction était fondée sur l'article 1251 du Code Civil consacré à la subrogation et sur le principe que « nul ne doit s'enrichir injustement aux dépens d'autrui ». Il s'agit encore de principes civils. Nous en arrivons donc à poser cette question : comment une juridiction répressive pourrait-elle être valablement saisie d'une action dont civil est l'objet, civil le motif, civile la cause ?

Il faut bien déterminer les rapports juridiques dont nous avons à connaître. Trois personnes sont en présence : la partie civile, le prévenu et le civilement responsable. Entre la partie civile et le prévenu ou le civilement responsable, il y a un rapport prévu par le

Code d'Instruction Criminelle. Aux termes de l'article 3 al. 1 de ce Code : « L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. » Et l'action civile dont il s'agit est bien déterminée par l'article précédent : « ... L'action civile pour la réparation du dommage peut être exercée contre le prévenu et ses représentants... » C'est la réparation du dommage qui peut être poursuivie devant le tribunal répressif. Par contre, entre le civilement responsable et le prévenu, il y a un rapport exclusivement de droit civil, tant au point de vue de la procédure qu'au point de vue du fond : l'article 3 du Code d'Instruction Criminelle n'autorise devant un tribunal répressif, à titre d'action civile, que l'action en réparation du dommage. Mais cet article ne concerne en rien l'action en remboursement des sommes versées par le civilement responsable.

Dans ces conditions, il nous apparaît comme certain que l'action récursoire accordée à la personne civilement responsable est de la compétence des juridictions civiles. C'est à celles-ci qu'il appartient de dire que l'auteur du dommage ne doit pas s'enrichir injustement aux dépens du civilement responsable.

CHAPITRE IV

De l'interdiction de se faire indemniser par voie de souscription en matière de délits de presse.

Les propriétaires de journaux sont civilement responsables des condamnations pécuniaires prononcées au profit des tiers contre les gérants, éditeurs, auteurs, imprimeurs, vendeurs, distributeurs et afficheurs, lorsque ceux-ci ont commis une infraction portant préjudice aux tiers. Ainsi en décide l'article 44 de la loi du 29 juillet 1881. Cependant, ces civilement responsables sont soumis à une règle particulière. Toute personne civilement responsable condamnée par jugement au paiement de dommages-intérêts a le droit, outre son recours contre l'auteur de l'infraction, de se faire indemniser par une personne quelconque, qui y consent. Si elle estime avoir été condamnée injustement, elle a le droit d'apitoyer sur son sort le public et d'ouvrir une souscription. Rien de tel en matière de délits de presse : l'article 40 de la loi du 29 juillet 1881 interdit ce recours.

§ 1. — *L'article 40 de la loi du 29 juillet 1881,
ses motifs.*

En vertu de cet article :

« Il est interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires, en matière criminelle et correctionnelle, sous peine d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 100 francs à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

L'article 40 vise l'auteur de l'infraction et la personne civilement responsable. Le plus souvent, c'est cette dernière qui en subira les conséquences, puisque l'article 44 de la même loi permet de la citer à propos de toutes les infractions commises en matière de presse. D'autre part, le propriétaire du journal sera généralement obligé devant l'opinion de se solidariser avec son préposé : il n'usera presque jamais de son droit de recours contre celui-ci. Ainsi, il sera tenu au paiement des condamnations pécuniaires sans pouvoir, d'une manière quelconque, en obtenir le remboursement.

Pour comprendre toute la portée de l'article 44, il faut se placer à l'époque où il a été voté : en 1881. C'est le temps des grands procès de presse. Il n'est pas de jour que les tribunaux n'aient à en juger. Et, chaque fois qu'une condamnation est prononcée contre un journal, une souscription est ouverte dans une certaine fraction du public partageant ses opinions pour l'en indemniser. Déjà sous Louis-Philippe, le journal

La Tribune avait traité la Chambre des Députés de prostituée, il avait été condamné à une peine pécuniaire : immédiatement une souscription fut annoncée dans le public, tous ceux qui pensaient que la Chambre des Députés fût une prostituée purent y participer et Chateaubriand, à grand renfort de publicité, souscrivit publiquement une somme de cinquante francs.

Clemenceau, d'ailleurs, dans une interpellation à la Chambre des Députés, le 14 février 1881, alors que l'on discutait le projet de loi sur la presse, apporta toutes les justifications qui devaient faire voter l'article 39 du projet, article qui allait devenir l'article 40 de la loi. C'est ainsi qu'il rappela cette anecdote :

Au début de la Restauration, le Duc de Broglie, Manuel, Benjamin Constant et Lafitte avaient formé une société pour défendre la liberté de la presse. Un journaliste, M. Chevalier, ayant été condamné pour délit de presse, ils lui adressèrent la lettre suivante :

« Monsieur, je suis chargé par un grand nombre de citoyens qui, sans connaître plus que moi votre personne, honorent votre caractère et partagent vos principes, de vous prier de ne pas mettre obstacle au désir qu'ils ont formé.

« La procédure que vous avez subie leur paraît si étrange, l'état de notre législation si défectueux, les décisions des tribunaux si menaçantes, qu'ils doivent partager avec les écrivains qui consacrent leur plume à défendre les droits de la nation le poids d'un ordre de choses qui ne peut plus durer.

« Vous êtes le premier en ordre de date qui ait encouru, sans motif apparent, une condamnation personnelle et pécuniaire. Souffrez que nous prenions notre quote-part de votre peine. Veuillez me faire con-

naître à combien se montent l'amende et les frais de justice que vous devez payer : je vous prierai de vouloir bien disposer d'une somme égale sur les fonds qui sont entre nos mains.

« En accueillant la proposition que j'ai l'honneur de vous faire, vous servirez utilement votre patrie, et vous aurez de nouveaux droits à la reconnaissance publique ; car il ne peut y avoir rien de plus avantageux qu'une manifestation sage, régulière et constitutionnelle de l'opinion dans des matières de cette importance. »

On conçoit ce que de tels procédés avaient de scandaleux et de préjudiciable aux intérêts de la justice qu'ils bafouaient littéralement. Aussi est-il naturel que l'on eût décidé de faire incomber entièrement au pénalement et au civilement responsables les conséquences des délits commis.

§ 2. — *Conditions dans lesquelles fut voté l'article 40.*

Cet article 40 allait avoir une importance capitale. Ses effets devaient être considérables. En effet, supprimant les suites habituelles des procès de presse, suites auxquelles on donnait une publicité tapageuse, il allait diminuer fortement le nombre de ces procès. Cependant, il fut voté à la Chambre des Députés dans des conditions qui ne font guère honneur au parlementarisme et telles que l'on n'a jamais su si vraiment la majorité s'était prononcée pour ou contre l'adoption de cet article. Il nous a paru intéressant de rapporter ces circonstances afin de montrer comment une loi, à laquelle on reconnaît aujourd'hui un caractère sacro-

saint, a été votée dans l'indécision au cours des séances orageuses d'un parlement houleux.

L'article que nous considérons ici portait dans le projet du gouvernement le numéro 39. Il vint en discussion devant la Chambre des Députés le 14 février 1881. Gambetta présidait la séance. Le *Journal Officiel* (*J. O.*, 15 février 1881. Débats et documents parlementaires. Chambre) nous rapporte en ces termes les circonstances du vote :

M. le Président. — « Je consulte la Chambre sur l'article 39. »

L'épreuve et la contre-épreuve ont lieu par mains levées.

M. le Président. — « L'article 39 est adopté. » (Réclamations à droite.)

M. le Président. — « C'est un système que ces réclamations. Comment voulez-vous juger de votre place mieux que le bureau ? »

M. Laroche-Joubert. — « Il nous a paru y avoir plus du double de votes contre que pour l'article. »

M. Paul de Cassagnac. — « Voilà deux fois qu'un article est repoussé ainsi et qu'on le déclare adopté. »

M. le Président. — « Je vous demande pardon. »

M. Paul de Cassagnac. — « Mais si. »

M. le Président. — « Vous avez des secrétaires que vous choisissez pour apprécier les votes. »

M. de la Rochette. — « Il aurait fallu un scrutin sur une question de cette importance. »

M. le Président. — « Ce n'est pas ma faute, s'il n'y a pas eu de demande de scrutin. » (Rumeurs à droite.)

M. de la Bilais. — « On n'a pas le temps de la faire. »

M. le Président. — « Il faudrait cependant, Messieurs, apprendre à respecter les décisions de votre bureau, quand il n'y a pas l'ombre d'un doute. »

M. Laroche-Joubert. — « Vous n'avez pas consulté le bureau. »

M. Paul de Cassagnac. — « Vous n'avez rien demandé aux secrétaires. »

M. le Président. — « Je vous demande pardon. »

M. le Baron Dufour. — « Vous avez consulté les secrétaires de gauche. »

M. le Président. — « Je ne peux pas laisser mettre en question à chaque moment l'autorité du bureau. » (Bruits à droite), etc...

Et la séance continua ainsi pendant de longs moments. A la fin cependant, les décisions du bureau étant irrémédiables, le vote fut considéré comme définitivement acquis.

Au Sénat, l'article 39 fut adopté au cours d'une séance plus calme, le 11 juillet 1881.

Dans l'ensemble de la loi qui fut promulguée le 29 juillet 1881, il devint l'article 40 dont nous avons donné la teneur finale. Aujourd'hui, cet article n'a guère souvent l'occasion d'être appliqué, tant sont devenus rares les procès de presse. Cependant, si ces procès sont devenus exceptionnels, c'est justement parce que les propriétaires de journaux, civilement responsables des délits de leurs journalistes, ne peuvent plus donner dans les colonnes de leurs journaux une publicité outrancière à des souscriptions dont le seul but était d'agiter une partie de l'opinion. Nous nous trouvons ainsi en présence d'un cercle vicieux. Mais le principe n'en reste pas moins formellement ac-

quis : par exception à la règle générale, la personne civilement responsable, ainsi que l'auteur de l'infraction, en matière de délits de presse, sont tenus des condamnations pécuniaires prononcées contre eux sans pouvoir exercer de recours dans le public.

CHAPITRE V

De l'autorité de la chose jugée.

En de nombreux endroits, au cours de cet ouvrage, nous avons eu à discuter de l'application en notre matière du principe de l'autorité de la chose jugée. Aussi allons-nous simplement ici grouper et condenser les diverses idées que nous avons émises. L'étendue de ce principe, autorité absolue ou autorité relative, devra être précisée minutieusement, en raison du caractère mi-pénal, mi-civil, de la décision qui statue à l'égard de la personne civilement responsable. L'autorité de la chose jugée doit être envisagée, d'une part vis-à-vis de la victime, d'autre part vis-à-vis d'une autre partie demanderesse.

SECTION I.

Autorité de la chose jugée vis-à-vis de la victime.

Deux cas peuvent se présenter : ou bien la personne civilement responsable a été appelée dans le procès pénal avec le prévenu, ou bien elle n'a pas été appelée dans le procès.

§ 1. — *La personne civilement responsable a été appelée dans le procès pénal avec le prévenu.*

L'autorité de la chose jugée *erga omnes* qu'ont les décisions des juridictions répressives ne peut faire grief aux droits de la personne civilement responsable. Nous avons vu que celle-ci, interjetant seule appel du jugement rendu contre elle et le prévenu par un tribunal correctionnel ou un tribunal de simple police, peut faire revivre l'affaire dans son entier devant la juridiction du second degré. Cette juridiction ne pourra sans doute pas statuer sur la peine, la condamnation du délinquant étant devenue définitive. Mais elle pourra, ayant à juger des intérêts civils, se prononcer sur l'existence même de l'infraction (V. *supra*, Deuxième Partie, Titre II, Chapitre II, Section II, § 2). De même en est-il dans le cas d'opposition à un jugement rendu contradictoirement contre le prévenu et par défaut contre le civilement responsable (V. *supra*, Deuxième Partie, Titre II, Chapitre I, Section II).

La victime, par conséquent, ne pourra pas invoquer le principe de l'autorité absolue de la chose jugée au pénal, pour faire condamner le civilement responsable au paiement de dommages-intérêts. Celui-ci conserve tous ses moyens de défense, même ceux qui concernent la culpabilité du délinquant.

§ 2. — *La personne civilement responsable n'a pas été appelée dans le procès pénal avec le prévenu.*

Il y a lieu de faire une distinction suivant que la décision était motivée, comme le sont les jugements

rendus par les tribunaux correctionnels ou de simple police, ou n'était pas motivée, tels les arrêts des Cours d'Assises ou les jugements des tribunaux militaires.

A. La décision était motivée.

La jurisprudence, après une certaine évolution, est arrivée à établir une identité complète entre la faute pénale des articles 319 et 320 du Code Pénal, concernant l'homicide et les blessures par imprudence, et la faute civile de l'article 1382 du Code Civil (Civ. 12 juin 1914, D. P. 1915.1.17; 28 mars 1920, D. P. 1920.1.25; 16 novembre 1920, D. P. 1924.1.124). La condamnation du prévenu s'imposera à l'égard de la personne civilement responsable assignée devant un tribunal civil en vertu de l'article 1384 du Code Civil, « car les décisions répressives ont autorité *erga omnes* toutes les fois où elles proclament l'existence d'une culpabilité » (Civ. 29 juillet 1924, D. P. 1925.1.5; 14 janvier 1925, D. P. 1926.1.189; 5 février 1925, D. H. 1925.180; V. Le Griel, *op. cit.*, p. 47). La personne civilement responsable, ainsi, pourra discuter devant la juridiction civile de sa qualité de civilement responsable ou du montant des dommages-intérêts, mais là se bornera l'étendue de son droit de libre défense. Comme déclare fort justement M. Louis Huguency : « Un point, à nos yeux, certain, c'est que devant la juridiction civile la personne civilement responsable n'aura le droit de contester, ni l'existence du délit, ni la culpabilité de celui que la juridiction répressive a condamné en qualité d'auteur : parce que ce sont là les piliers mêmes sur lesquels repose la sentence pénale et que, les ébranler, ce serait porter atteinte à l'autorité absolue de la chose

jugée au criminel » (V. note sous Civ., 11 décembre 1928, S. 1931.1.201). Inversement l'acquittement du prévenu par le tribunal répressif permettra à la personne civilement responsable d'opposer à la victime l'autorité absolue de la chose jugée (*Req.*, 12 janvier 1927, D. P. 1927.1.145). Dans ce dernier arrêt, la Chambre des Requêtes a décidé que, lorsqu'un préposé, conducteur d'une automobile, avait été acquitté par le tribunal correctionnel par le motif qu'il n'avait commis aucune faute, l'autorité de la chose jugée au criminel s'opposait à ce que le commettant, civilement responsable, fût condamné à des dommages-intérêts par la juridiction civile. Cette jurisprudence est absolument constante aujourd'hui et il convient de l'étendre à toutes les infractions dont un individu a pu se rendre coupable. Le civilement responsable peut sans doute en souffrir, puisqu'il ne peut discuter l'existence de l'infraction ni la culpabilité du délinquant et que celui-ci peut s'être mal défendu. La règle néanmoins doit s'appliquer dans toute sa rigueur : nous sommes en présence de l'application la plus banale et la plus rationnelle du principe de l'autorité absolue de la chose jugée au criminel.

B. La décision n'était pas motivée.

Lorsque l'auteur de l'infraction a été condamné par une Cour d'Assises ou un tribunal militaire, la personne civilement responsable, assignée ultérieurement devant une juridiction civile, ne peut plus apporter la preuve de la non-existence du crime ou du délit. Par contre, lorsqu'il y a eu acquittement, la personne civilement responsable ne peut opposer à la victime l'auto-

rité absolue de la chose jugée. Les Cours d'Assises et les tribunaux militaires, en effet, lorsqu'ils acquittent, statuent sur la culpabilité pénale du prévenu, non sur l'existence du fait incriminé. Comme dit M. Savatier, à propos des Cours d'Assises : « Le jury est une juridiction de sentiment ; et les sentiments du jury ne sauraient lier, d'une façon définitive, les juridictions civiles saisies plus tard d'une question purement matérielle de dommages-intérêts » (Note. D. P. 1930.1.40).

Cette jurisprudence, qui est constante aujourd'hui (Civ. 29 juillet 1924, D. P. 1925.1.5 ; Civ. 14 janvier 1925, D. P. 1926.1.189 ; Agen, 31 mars 1926, D. H. 1926.370), est absolument équitable. La condamnation pénale prononcée par un tribunal quelconque implique forcément l'existence de l'infraction. On ne conçoit pas une peine sans l'existence d'une faute : la peine n'est que la sanction prévue par la loi et infligée conformément à ses termes à l'auteur de cette faute. Par contre, en cas d'acquittalment, les juridictions rendant des décisions non motivées, juridictions qui ne sont pas composées de juges professionnels, peuvent se montrer indulgentes pour des raisons d'humanité qui n'ont aucun rapport avec la matérialité de la faute : celle-ci, du point de vue civil, peut subsister. En effet, « on est obligé de reconnaître avec franchise le caractère volontairement arbitraire que la loi a donné aux juridictions répressives dispensées de motiver leur sentence. Ces juridictions, au fond des choses, ne sont pas obligées de dire la vérité ; mieux que cela, la loi a voulu qu'elles soient libres de nier l'évidence, pour des raisons d'opportunité ou de sentiment absolument spéciales à la justice pénale » (Savatier, note précitée).

Nous nous trouvons donc en présence de cette solution, qui peut paraître à première vue étrange, mais qui, dans le fond, est parfaitement logique : il y a autorité absolue de la chose jugée en cas de condamnation, il y a autorité de la chose jugée restreinte au seul point de vue pénal en cas d'acquiescement. La personne civilement responsable, assignée devant un tribunal civil en vertu de l'article 1384 du Code Civil postérieurement à la décision de la Cour d'Assises ou du tribunal militaire, ne pourra ainsi jamais bénéficier du principe de l'autorité *erga omnes* de la chose jugée au pénal. La victime, par contre, pourra s'en prévaloir pour la faire condamner au paiement de dommages-intérêts. Ici encore la solution préconisée par la jurisprudence est contraire aux intérêts du civilement responsable. Il faut reconnaître, cependant, que c'est la seule qui soit compatible avec nos règles juridiques.

SECTION II.

Autorité de la chose jugée vis-à-vis d'une autre partie demanderesse.

La personne civilement responsable a été citée par une victime de l'infraction devant le tribunal répressif. Une autre victime, ultérieurement, assigne cette même personne civilement responsable devant une juridiction civile, pour avoir paiement de dommages-intérêts qu'elle prétend lui être dus. Quelle est, à son égard, l'autorité de la chose jugée au criminel ? Cette question, fort délicate, peut même se présenter sous

une forme plus simple : la personne civilement responsable n'a été citée devant la juridiction pénale que par le ministère public qui l'a appelée au procès pour le paiement des frais et dépens. Quant à la victime, elle ne s'est pas constituée partie civile. Elle a préféré, après que le tribunal répressif ait statué sur la peine et sur la demande du ministère public, assigner au civil l'auteur du dommage et le civilement responsable en vertu des articles 1382 et 1384 du Code Civil. Le civilement responsable, qui avait été mis hors de cause par la juridiction pénale, peut-il être condamné par la juridiction civile ?

En ce qui concerne l'existence de l'infraction et la culpabilité de son auteur, il est certain qu'il faut appliquer le principe de l'autorité absolue de la chose jugée. Ni le civilement responsable, ni la victime, ne peuvent remettre en cause, à ce sujet, les décisions du tribunal répressif. Ce qui a été jugé par ce tribunal s'impose *erga omnes*.

Par contre, il y aura autorité relative de la chose jugée en ce qui concerne les éléments mêmes de la responsabilité civile du fait d'autrui : rapports de commettant à préposé, exercice ou abus de fonctions, montant des dommages-intérêts. Le civilement responsable sera donc valablement assigné à ce sujet par la victime, devant la juridiction civile.

La Cour de Cassation s'est prononcée dans ce sens dans un arrêt absolument formel, rendu le 7 juin 1921 (D. P. 1924.1.204) dans une affaire par ailleurs assez complexe. Un accident de la circulation avait été causé à Nancy par une vache qui venait d'être vendue et qu'un bouvier conduisait à l'acheteur. Le ministère public fit citer à l'audience du tribunal correctionnel

de Nancy, à côté du bouvier inculpé, l'acheteur et le vendeur comme civilement responsables des frais de l'instance. Le vendeur fut mis hors de cause par le tribunal. Se fondant sur les obligations imposées au voiturier par le contrat, la victime de l'accident assigna le vendeur en paiement de dommages-intérêts devant le Tribunal de Commerce de Nancy. Celui-ci, estimant qu'il n'y avait pas en la matière autorité de la chose jugée, décida que le civilement responsable pouvait valablement être assigné au civil en ce qui concernait les intérêts purement civils. Sur appel, puis pourvoi en cassation du civilement responsable, cette thèse fut successivement confirmée par la Cour de Nancy et par la Chambre Civile de la Cour de Cassation. Celle-ci fonda sa décision sur les motifs suivants :

« ... Attendu qu'en vertu du principe posé par l'article 1351 du Code Civil, l'autorité de la chose jugée n'existe qu'entre les personnes qui ont été parties à l'instance ou y ont été représentées.

« Attendu que les décisions de la justice pénale ont, au civil, l'autorité de la chose jugée à l'égard de tous, en ce qui concerne l'existence du fait incriminé, sa qualification, la culpabilité ou l'innocence de ceux auxquels le fait est imputé ; que le ministère public représente à ce sujet l'ensemble des intérêts sociaux, et que des raisons d'ordre public s'opposent à ce que la solution donnée à ces questions, par une décision passée en force de chose jugée de la juridiction répressive, soit remise en discussion.

« Mais attendu qu'il n'en est pas de même de la demande tendant à faire déclarer civilement responsable de l'infraction un tiers qui n'y a pris aucune part comme auteur ou comme complice ; que le ministère

public, qui assigne cette personne pour la faire condamner aux frais du procès, agit uniquement pour la sauvegarde des intérêts pécuniaires de l'Etat ; que, bien que formée à l'occasion d'une poursuite pénale, cette demande ne soulève que des questions purement civiles ; et que, si les articles 162 et 194 du Code d'Instruction Criminelle permettent de la porter devant la juridiction répressive, en même temps que les actions introduites contre le prévenu, ces règles de compétence et de procédure ne modifient pas la nature du litige... »

Cette décision de la Cour de Cassation est tout à fait nette. Sur d'autres espèces identiques à celle-ci, la Chambre Civile s'est prononcée dans le même sens (Civ. 18 avril, 11 mai, 18 octobre 1921, 6 juin 1923, D. P. 1924.1.204). La personne civilement responsable ne peut pas opposer à une victime de l'infraction le principe de l'autorité de la chose jugée, lorsque, au cours d'un premier procès, elle a été mise hors de cause par une juridiction répressive devant laquelle elle était citée par une autre partie demanderesse.

CONCLUSION

Cambacérès, dans un discours prononcé à la Convention Nationale le 9 août 1793, déclarait :

« Le législateur ne doit pas aspirer à tout dire, mais, après avoir posé des principes féconds qui écartent d'avance beaucoup de doutes, il doit saisir des développements qui laissent subsister peu de questions. »

Hélas, dans la matière que nous avons traitée en cet ouvrage, je crois que, si le législateur a posé des principes féconds, il n'a, par contre, saisi aucun de ces développements qui laissent subsister peu de questions. A tout moment, au cours de cette étude, nous nous sommes heurtés à la carence des textes. Si bien que la doctrine et la jurisprudence ont pu donner libre cours à des interprétations plus ou moins conformes à l'esprit de la loi.

Dans le Code Pénal, deux textes concernent la responsabilité civile du fait d'autrui : l'article 73 et l'article 74. Dans le Code d'Instruction Criminelle, quelques textes épars traitent de la procédure contre les civilement responsables, mais ces textes, si nécessaires, sont bien rares. L'article 145 envisage bien la présence de la personne, civilement responsable devant le tribunal de simple police, les articles 182 et 190 en font autant pour le tribunal correctionnel, mais, en ce qui concerne la procédure devant la Cour d'Assises, la carence législative est absolue. Les voies de recours ? Les articles 202 et 216 accordent aux civilement responsables le droit d'interjeter appel ou de se pourvoir en cassation, mais, dès qu'il s'agit des délais,

des conditions, des effets de ces voies de recours, le Code ne considère plus que le prévenu, la partie civile et le ministère public. L'existence des personnes civilement responsables est ignorée et c'est par voie d'analogies plus ou moins justifiées que l'on a dû déterminer l'étendue des droits de ces personnes. Quant à l'opposition, le Code d'Instruction Criminelle n'en accorde même pas expressément le droit aux civilement responsables : c'est par interprétation des articles 149 et 159 parlant de « la personne citée » et de « la personne condamnée » que ce droit leur a été reconnu.

En ces matières, par interprétation ou par analogie, on est arrivé à préciser la procédure à suivre contre les personnes civilement responsables de même que les droits qu'il convenait de leur accorder. Mais il y a plus grave. Nous avons vu qu'aucun texte, dans le Code d'Instruction Criminelle, ne prévoit la présence de la personne civilement responsable dans le cabinet du juge d'instruction. Ici, impossible de suppléer au silence de la loi. Aussi, si le juge d'instruction ne prend pas l'initiative de convoquer à son cabinet la personne qu'il croit ou qu'il sait être civilement responsable de l'infraction dont il est saisi, la porte de ce cabinet sera irrémédiablement fermée au civilement responsable. Que d'inconvénients en résulteront pour lui ! Quel préjudice lui causera cette mesure qui n'est fondée ni sur la raison, ni sur la logique, ni sur l'équité ! Le jour de l'audience, la partie civile connaîtra toutes les pièces du dossier, tandis que la personne civilement responsable, citée par cette même partie civile, ne saura rien des éléments qui pourraient lui fournir d'utiles moyens de défense. La partie qui attaque a entre ses mains des armes bien forgées : la partie

qui se défend n'a même pas un bouclier pour parer les coups qui vont lui être portés.

Le silence de la loi ? Mais, si nous considérons la responsabilité des administrations publiques, quelles difficultés ce silence va-t-il provoquer ! Est-ce le tribunal de droit commun, c'est-à-dire le tribunal répressif, ou bien est-ce le tribunal administratif qui, en présence d'une infraction, statuera sur le sort de l'administration, civilement responsable ? L'indécision est telle qu'après une certaine évolution il y a aujourd'hui conflit dans le sein même de la Cour de Cassation, la Chambre Civile se prononçant pour une thèse, la Chambre Criminelle se prononçant pour une autre.

Lorsque le législateur de 1810 posa dans l'article 74 du Code Pénal le principe de la responsabilité civile du fait d'autrui en matière répressive, il ne songeait pas aux difficultés qu'engendrerait cette disposition dont les effets et les conditions ne devaient être précisés que par quelques textes embryonnaires. Les tribunaux ayant à connaître de ces questions, aujourd'hui, font songer à d'excellents ouvriers qui essaieraient de mettre debout une statue sans piédestal : faute de socle, ils n'arrivent pas à lui faire garder un équilibre stable. Le législateur fut sans doute un artiste de génie, mais à ce génie manquait le sens pratique.

Aussi est-ce avec un certain sourire que nous relisons aujourd'hui les déclarations du Tribun Favart qui, le 13 pluviôse an XII, parlant de toute la législation des Codes alors à l'étude, s'écriait à l'Assemblée générale du Tribunat :

« Tribuns, la nécessité des bonnes lois se fait plus vivement sentir à mesure que les ressorts politiques d'un Etat se perfectionnent : c'est alors que ce qui

auparavant n'était que des principes doit devenir des lois positives.

« C'est alors qu'un gouvernement sage et ferme doit tracer dans un code bien combiné les règles de tous les contrats, de toutes les conventions, et offrir aux dépositaires, aux gardiens des fortunes des particuliers, aux magistrats, la base sur laquelle ils doivent appuyer toutes leurs décisions.

« Quel ouvrage, citoyens tribuns, que celui qui contiendra la morale publique du plus grand peuple de l'Europe ! Ce que n'ont osé tenter les rois les plus puissants, le gouvernement actuel l'exécute avec une facilité qui doit paraître naturelle aux contemporains, parce qu'un génie réparateur les y a accoutumées, mais qui étonnera la postérité. »

Il est certain qu'il est indispensable, comme disait Favart, de donner « aux dépositaires, aux gardiens des fortunes des particuliers, aux magistrats, la base sur laquelle ils doivent appuyer toutes leurs décisions. » En ce qui concerne la responsabilité civile du fait d'autrui devant les tribunaux répressifs, cette base fait défaut. Nous avons vu cependant l'importance fondamentale de cette question et le développement qui lui a été donné de nos jours à propos des accidents sur la voie publique. Souhaitons donc que rapidement le législateur mette fin à une pénurie de textes préjudiciables à tant d'intérêts.

Un décret du 23 décembre 1930 a institué une commission de révision de la législation pénale. Cette commission a publié en 1934 un projet de code pénal : elle a cru bon, dans celui-ci, de ne point parler de la responsabilité civile du fait d'autrui. Par contre, nous croyons savoir qu'il entre dans ses intentions d'orga-

niser, dans son projet de code d'Instruction Criminelle, toute la procédure concernant les personnes civilement responsables. Ce serait, assurément, faire œuvre utile. Le principe de cette responsabilité n'est plus aujourd'hui discuté : mais il appartient au législateur de combler une grave lacune en déterminant les droits des personnes civilement responsables, en fixant expressément les conditions dans lesquelles elles peuvent agir devant les juridictions pénales, en coordonnant les dispositions déjà existantes. A l'heure actuelle, la personne civilement responsable, selon les termes d'un éminent criminaliste, est « la grande sacrifiée du procès pénal ». (V. note sous Civ., 11 décembre 1928. S. 1931.1.201). A notre avis, il conviendrait de rendre sa situation identique à celle de la partie civile. L'une et l'autre comparaissent à la barre d'un tribunal répressif en vertu d'intérêts civils. L'équité commande que, considérées avec les mêmes égards, elles profitent des mêmes avantages.

Aussi espérons-nous que, dans un avenir assez rapproché, le législateur, se prononçant dans ce sens, comble les lacunes d'une législation vague, imprécise et surtout incomplète.

Vu : le Président de la thèse,
HUGUENEY.

Vu : le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ABBREVIATIONS USUELLES

<i>D. P.</i>	<i>Dalloz Périodique.</i>
<i>D. H.</i>	<i>Dalloz Hebdomadaire.</i>
<i>Rép. Dall.</i>	<i>Répertoire Pratique Dalloz.</i>
<i>S.</i>	<i>Sirey.</i>
<i>Sem. Jur.</i>	<i>La Semaine Juridique.</i>
<i>Et. Crim.</i>	<i>Etudes Criminologiques.</i>
<i>G. P.</i>	<i>Gazette du Palais.</i>
<i>G. T.</i>	<i>Gazette des Tribunaux.</i>
<i>Bull. Crim.</i>	<i>Bulletin Criminel de la Cour de Cassation.</i>
<i>Ass. Terr.</i>	<i>Revue générale des Assurances Terrestres.</i>
<i>J. O.</i>	<i>Journal Officiel.</i>
<i>C. C.</i>	<i>Code Civil.</i>
<i>C. P.</i>	<i>Code Pénal.</i>
<i>C. I. C.</i>	<i>Code d'Instruction Criminelle.</i>

ERRATUM

Page 129 : L'article 135 du Code d'Instruction Criminelle, modifié par la loi du 7 février 1933, a été de nouveau modifié dans les termes suivants par la loi du 25 mars 1935, article 3 :

«... Le Procureur de la République, indépendamment du droit d'appel qui lui est conféré par l'article 115 contre l'ordonnance statuant sur le maintien de l'arrestation préventive, pourra, par déclaration au greffe du tribunal, interjeter appel devant la Chambre des mises en accusation de toute autre ordonnance du juge d'instruction.

« Le même droit appartiendra à l'inculpé dans les cas prévus par les articles 117 et 539, à la partie civile contre les ordonnances rendues en vertu des articles 128, 129, 131 et 539 du présent code et contre toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils... »

(V. *J. O.*, 26 mars 1935, p. 3426).

BIBLIOGRAPHIE

- APPLETON. — Traité élémentaire du Contentieux administratif, 1927.
- AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil Français, 5^e édit., 1897-1922.
- AUROUX DES POMMIERS. — Coutumes générales et locales du pays et duché du Bourbonnais, 2^e édition.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — Traité des Obligations, 3^e édit., 1906 (4 volumes).
- BERTHÉLEMY. — Traité élémentaire de Droit administratif, 10^e éd., 1923.
- BOITARD. — Leçons sur le Code d'Instruction Criminelle, 1896.
- BRETHER (Jean de la). — La Responsabilité civile de l'amende pour le délit d'autrui (*Revue Critique de Législation*, 1924, p. 297, Chronique).
- CAMBACÉRÈS. — Discours à la Convention Nationale, 1793.
- CASABIANCA. — Traduction du Code Pénal Italien, 1933.
- CELLIEZ et LE SENNE. — La loi du 29 juillet 1881 sur la presse, 1882.
- CHAUVEAU et HÉLIE. — Théorie du Code Pénal, 6^e édition, 1887, 6 volumes.
- COLIN et CAPITANT. — Traité élémentaire de Droit Civil, 7^e édit., 1931.
- DARBOIS. — Traité de la contrainte par corps, 1880.
- DEMOGUE. — Traité des Obligations, 1923 (6 volumes).
- FAVART. — Rapport sur le Code Civil à l'Assemblée générale du Tribunal, 1804.
- FENET. — Travaux préparatoires du Code Civil, 1827 (15 volumes).
- GARÇON. — Code Pénal annoté.

- GARRAUD (P. et R.). — Traité théorique et pratique d'Instruction Criminelle et de Procédure Pénale, 3^e édition, 1913.
- GROTIUS. — Traité du Droit de la guerre et de la paix, 1751 (5 volumes).
- HAURIUO. — Précis de Droit administratif, 2^e édition, 1931.
- HÉLIE (Faustin). — De l'Instruction Criminelle, 2^e édition, 1868 (8 volumes).
- HÉLIE et DEPEIGES. — Pratique Criminelle des Tribunaux, 1877 (2 volumes).
- HÉMARO. — Précis élémentaire de Droit Civil, 1930 (3 volumes).
- LAFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative, 2^e édit., 1896 (2 volumes).
- LALOU. — La Responsabilité civile, 2^e édition, 1932.
— Les civilement responsables du fait d'autrui et les juridictions répressives (*D. H.*, 1932, p. 105, Chronique).
- LAURENT. — Droit Civil international, 1880 (8 volumes).
- LEGRAVEREND. — Traité de la procédure criminelle, 1823 (2 volumes).
- LE GRIEL. — Traité pratique de l'exercice de l'action civile et de l'intervention des tiers devant les juridictions répressives, 1933.
- LE POITTEVIN. — Code d'Instruction Criminelle annoté.
- LE SELLYER. — Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publiques et privées, 1874.
- LOCRI. — Législation civile, commerciale et criminelle de la France, 1827-1832 (31 volumes).
- MANGIN et SOREL. — De l'action publique et de l'action civile, 1876 (2 volumes).
- MAZEAUD (H. et L.). — Traité théorique et pratique de la responsabilité délictuelle et contractuelle, 1932.
- MONDET. — Les recours des personnes civilement responsables du fait d'autrui. Thèse de Bordeaux, 1897.
- MONTESQUIEU. — Esprit des Lois, 1750.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité élémentaire de Droit Civil, 2^e édit., 1931.
- POTHIER. — Des Obligations, 1813 (2 volumes).
- PROUDHON. — Traité des Droits d'usufruit, 1823-1827 (2 volumes).

ROUX. — Cours de Droit Criminel Français, 2^e édition, 1927 (2 volumes).

SOURDAT. — Traité général de la Responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats, 6^e édit., 1911 (2 volumes).

TOULLIER. — Droit Civil français, 1823 (15 volumes).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Caractères de la responsabilité civile du fait d'autrui devant la justice pénale.

Généralités	7
-------------------	---

TITRE I

Sur quoi porte cette responsabilité.

CHAPITRE I. — Règle générale	9
CHAPITRE II. — Exceptions dues à la nature de la condamnation pécuniaire	13
Section I. — Frais et dépens	13
Section II. — Amendes fiscales	16
CHAPITRE III. — Exceptions en vertu de la loi	19
Section I. — Exceptions résultant de lois spéciales pré- voyant la responsabilité civile de l'amende	19
§ 1. — L'arrêté du 27 prairial an IX, en matière de con- traventions postales	19
a) L'arrêt des Chambres réunies du 4 janvier 1866	21
b) L'arrêt de la Cour d'Aix du 12 février 1869	23
§ 2. — Le décret du 1 ^{er} germinal an XIII, sur les Droits réunis	25
§ 3. — La deuxième loi du 28 avril 1816, sur les contri- butions indirectes	25
§ 4. — Le décret du 6 juillet 1810, sur l'organisation des Cours d'appel	27
§ 5. — Le décret du 10 août 1810, sur l'organisation des tribunaux de première instance	27
§ 6. — La loi du 31 mai 1827, ou Code forestier	28

§ 7. — La loi du 9 juillet 1836, sur les droits de navigation intérieure	28
§ 8. — Le décret-loi du 9 janvier 1852, sur la pêche côtière	29
§ 9. — La loi du 12 juillet 1875, sur la liberté de l'enseignement supérieur	30
§ 10. — La loi du 31 décembre 1922, ou Code de la route.	30
§ 11. — Le décret du 28 décembre 1926, sur les infractions à la police des douanes	31
<i>Section II.</i> — Exceptions résultant de l'exercice de professions réglementées	32
CHAPITRE IV. — <i>Comparaison avec le droit italien</i>	36

TITRE II

Quelles sont les personnes civilement responsables du fait d'autrui en matière pénale.

CHAPITRE I. — <i>Responsabilité civile du fait d'autrui des aubergistes et hôteliers devant les tribunaux répressifs</i>	42
<i>Section I.</i> — Historique de l'article 73	43
<i>Section II.</i> — Causes et conditions de cette responsabilité.	47
<i>Section III.</i> — De la prescription applicable (l'arrêt Ripert)	52
CHAPITRE II. — <i>Personnes civilement responsables du fait d'autrui en vertu de l'article 74 du Code pénal</i>	56
<i>Section I.</i> — Personnes civilement responsables conformément aux dispositions du Code Civil.	57
<i>Section II.</i> — Personnes civilement responsables en dehors du Code Civil	59
§ 1. — Responsabilité civile du mari pour délits de la femme	59
A. — Loi du 6 octobre 1791, titre II, article 7, en matière rurale.	59
B. — Loi du 15 avril 1829, titre VI, article 74, en matière de pêche	60
C. — Code forestier, art. 206	60
§ 2. — Responsabilité des gardes champêtres	60
§ 3. — Responsabilité des propriétaires de navires.	61
§ 4. — Responsabilité des propriétaires de journaux ..	62
§ 5. — Responsabilité des groupements politiques	64
<i>Section III.</i> — Cas spécial : Sénateurs et Députés	65
CHAPITRE III. — <i>Personnes physiques ou morales qui ne peuvent être déclarées civilement responsables du fait d'autrui en matière pénale</i>	68

<i>Section I.</i> — Agents diplomatiques	69
<i>Section II.</i> — Assureurs	72
<i>Section III.</i> — Administrations publiques.....	77
§ 1. — Les textes	78
§ 2. — La jurisprudence du Conseil d'Etat, du Tribunal des Conflits et de la Chambre Civile de la Cour de Cassation	80
A. — Le Conseil d'Etat	80
B. — Le Tribunal des Conflits	81
C. — La Chambre Civile de la Cour de Cassation	84
§ 3. — La jurisprudence de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation	86
A. — Motifs de cette jurisprudence	87
B. — Critique de cette jurisprudence	90
1) Faute personnelle de l'agent	90
2) Portée générale de l'article 1384	92
§ 4. — Conclusion de ce conflit	94
§ 5. — Le cas spécial prévu par la loi du 20 juillet 1899.	95

DEUXIÈME PARTIE

Situation des personnes civilement responsables du fait d'autrui au cours de l'instance pénale.

<i>Généralités</i>	101
--------------------------	-----

TITRE I

Conditions de l'action.

CHAPITRE I. — <i>Règles communes à toutes les juridictions répres-</i> <i>sives</i>	104
<i>Section I.</i> — La personne civilement responsable ne peut pas être attraité devant une juridiction répressive après l'avoir été devant une juridiction civile	105
§ 1. — Règle générale	105
§ 2. — Exceptions	107
A. — Le faux	107
B. — Découverte de nouveaux faits	108
C. — Incompétence du tribunal civil	109
<i>Section II.</i> — Le fait qui a produit le dommage doit consti- tuer une infraction	110
<i>Section III.</i> — L'action publique doit être recevable	116
<i>Section IV.</i> — Le tribunal répressif doit statuer par le même jugement sur les deux actions	118

Section V. — Il faut une condamnation pénale du prévenu	123
CHAPITRE II. — Règles particulières aux diverses juridictions répressives	127
Section I. — Intervention de la personne civilement responsable à l'instruction	127
Section II. — Action devant le tribunal de simple police.	132
Section III. — Action devant le tribunal correctionnel... ..	136
§ 1. — L'article 182 C. I. C.	136
§ 2. — L'article 190 C. I. C.	139
Section IV. — Action devant la Cour d'Assises	140
§ 1. — Possibilité pour la Cour d'Assises de statuer séparément sur les deux actions	142
§ 2. — Possibilité pour la Cour d'Assises de prononcer une condamnation contre le civilement responsable, même en cas d'acquiescement du prévenu	145
A. — Le principe général	145
a) La condamnation doit être fondée sur une faute civile accessoire aux faits mêmes de l'accusation.	148
b) L'arrêt sur les intérêts civils ne doit pas être en contradiction avec les appréciations du jury	148
B. — L'exception au principe général prévue par la loi du 29 juillet 1881, en matière de délits de presse ..	150
Section V. — Action devant les tribunaux militaires	154
§ 1. — Action devant les tribunaux militaires proprement dits	154
§ 2. — Action devant les prévôtés	155

TITRE II

Des voies de recours ouvertes aux personnes civilement responsables.

CHAPITRE I. — L'opposition	159
Section I. — Nature de l'opposition formée par les civilement responsables	160
Section II. — Conditions d'exercice de l'opposition des personnes civilement responsables	163
Section III. — Délai dans lequel l'opposition du civilement responsable doit être signifiée	166
CHAPITRE II. — L'appel	169
Section I. — Conditions d'exercice de l'appel.....	169
§ 1. — Conditions de formes et de délais.	170
A. — Conditions de formes	170

B. — Délais	173
§ 2. — Le civilement responsable doit avoir été partie et ne pas avoir acquiescé au jugement	175
A. — Obligation pour le civilement responsable d'avoir été partie au jugement	175
B. — Obligation pour le civilement responsable de n'avoir pas acquiescé au jugement	177
§ 3. — Le civilement responsable doit exercer son droit d'appel personnellement, indépendamment de toute action du prévenu ou du ministère public	178
<i>Section II. — Effets de l'appel</i>	181
§ 1. — L'appel de la personne civilement responsable ne profite qu'à elle seule	181
§ 2. — La personne civilement responsable peut discuter devant la juridiction du second degré l'existence même de l'infraction, quoique le prévenu acceptât sa condamnation	187
CHAPITRE III. — <i>Le pourvoi en cassation</i>	192
§ 1. — Conditions pour se pourvoir en cassation	192
A. — Conditions de formes	192
B. — Conditions de fond	193
§ 2. — Effets du pourvoi en cassation	194
A. — Effet dévolutif	194
B. — Effet suspensif	196

TROISIÈME PARTIE

Situation des personnes civilement responsables du fait d'autrui après qu'il a été statué de façon définitive par la juridiction répressive.

<i>Généralités</i>	201
CHAPITRE I. — <i>De la contrainte par corps</i>	203
§ 1. — Historique	204
§ 2. — La législation actuelle	206
CHAPITRE II. — <i>De la nature de l'obligation du civilement res- ponsable</i>	210
<i>Section I. — Intérêts de la question</i>	210
<i>Section II. — Le conflit de doctrines</i>	213
§ 1. — La thèse de l'obligation solidaire	213
A. — Le droit civil	213
B. — Le droit pénal	215
§ 2. — La thèse de l'obligation <i>in solidum</i>	216
A. — Argument de texte	217

B. — Argument rationnel	218
C. — La jurisprudence	220
CHAPITRE III. — <i>Du recours contre la personne pénalement responsable</i>	222
<i>Section I. — Etendue du recours</i>	223
§ 1. — Le recours est prévu par certains textes	223
A. — Texte général	224
B. — Textes particuliers	225
a) La loi des 28 septembre-6 octobre 1791, sur la police rurale	225
b) Le décret du 6 juillet 1810, sur l'organisation des Cours d'Appel	225
c) Le décret du 10 août 1810, sur l'organisation des tribunaux de première instance	226
d) La loi du 15 avril 1829, relative à la pêche fluviale	226
e) La loi du 25 mai 1844, sur la police de la chasse ..	227
f) L'article 206 du Code Forestier	228
§ 2. — Le recours serait possible même en l'absence de tout texte	228
§ 3. — Le recours peut avoir lieu pour le tout	230
<i>Section II. — Conditions du recours</i>	232
§ 1. — Le pénalement responsable doit avoir été condamné	232
A. — Cas exceptionnels où la condamnation n'est pas nécessaire	234
a) acquittement pour défaut de discernement.....	234
b) acquittement en Cour d'Assises	235
B. — Cas exceptionnels où, malgré la condamnation du pénalement responsable, le recours est impossible.....	236
a) le civilement responsable est lui-même coupable d'une faute pénale	236
b) le civilement responsable a réparé volontairement le dommage	237
§ 2. — Le recours n'est pas subordonné à l'existence d'une faute lourde de la part du pénalement responsable	238
A. — L'arrêt de la Cour de Paris du 14 mars 1930. Raisons spéciales	238
B. — L'opinion opposée de l'ensemble de la jurisprudence.....	241
<i>Section III. — De la juridiction compétente pour statuer sur l'action récursoire</i>	243
CHAPITRE IV. — <i>De l'interdiction de se faire indemniser par voie de souscription en matière de délits de presse</i>	246

§ 1. — L'article 40 de la loi du 29 juillet 1881. Ses motifs.	247
§ 2. — Conditions dans lesquelles fut voté l'article 40 ..	249
CHAPITRE V. — <i>De l'autorité de la chose jugée</i>	253
Section I. — Autorité de la chose jugée vis-à-vis de la victime	253
§ 1. — La personne civilement responsable a été appelée dans le procès pénal avec le prévenu	254
§ 2. — La personne civilement responsable n'a pas été appelée dans le procès pénal avec le prévenu	254
A. — La décision était motivée	255
B. — La décision n'était pas motivée	256
Section II. — Autorité de la chose jugée vis-à-vis d'une autre partie demanderesse	258
CONCLUSION	263
ABRÉVIATIONS USUELLES	269
BIBLIOGRAPHIE	270

